The state of the s

Late of the same of the same of

Maria Cara

twee .

Sec. 12

Editor at Mark

Face Marie

2.7

سر ميد يشر Marie de la compa

\$ 1 may grown and all

والمراجع المساورة والمناورة

Seller to

Signal Association of the second

grate at a large to

್ರೇಹ್ ಎಂ. ಎಪ್ the second second

in grant to the second of the

羅 为於北京原

THE !

Minelles

s neufs

23:1:25

OU 6 255

** 574

4.7.

20

LES PROJETS EUROPÉENS

 La Commission propose une augmentation des ressources propres de la C.E.E. et une modulation des contributions des Etats,

• 9.5 miliards de france consecrés en cinq ans à la recherche en infor-

LERE PAGES 30 ET 31



3,80 F

Agertt, 3 IA; issured, 3,50 ar; i Italians, 300 ft.; Assimagna, 1,50 Old; Astriche, 15 ach; Balglas, 25 ft.; Cerade, 1,10 \$: Côta d'holre, 340 F CFA; Denemark, 8,50 ft.; Grica, 65 dr.; Irlanda, 80 p.; kale, 1200 l.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 0,350 Dt.; Lecandourg, 27 f.; Liben, 350 P.; Liben, 350 Dt.; Liben, 350 Dt.; Liben, 350 P.; Liben, 350 Dt.; Liben, 350 Dt.; Liben, 350 P.; Liben, 350 Dt.; Liben, 350 Dt.; Liben, 350 P.; Liben, 350 Dt.; Liben, 350

Terif des abonnements page 8 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 THEIR MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS

BULLETIN DE L'ETRANGER

Devine qui vient naviguer

Rien ne va plus entre la Suède et l'U.R.S.S. Le 26 avril dernier une commission parlementaire rendait publics, à Stockholm, les résultats d'une enquête menée pendant six mois. En octobre 1982, des engins officiellement non identifiés avaient été détectés dans les eaux territo-riales. La commission établit que ces submersibles , au nom-bre de six, étaient soviétiques.

Ces résultats out indigné le Ces résultats out indigné les Suédois : ils out toujours en mé-moire un autre incident de ce genre, en octobre 1981, lorsqu'un sous-marin soriétique s'était échous proximité d'une de leurs bases. Moscou avait de leurs bases de leurs bases estée leurs leurs leurs estée leurs présenté des regrets pour « cette erreur de navigation » en promettant, en quelque sorte, que ses pilotes apprendraient à percevoir la différence entre le large et le littoral.

Ces propos étaient sans valeur. La commission parlemen-taire suédoise a constaté que le nombre de violations territoriales a quadruplé entre 1980 et 1982. «L'année dernière, précisait-elle, nous en avons relevé quarante à proximité de nos buses stratégiques le long des côtes de la Baltique. » Apparenment, il limporte peir au Kremiiu que ses équipages soient pris en délit de vagabondage sur le territoire du voisin ni que le gouvernement de Siockholm marque sa colère en rappelant « pour consultation » son misbussadeur à Moscon.

Les intras confisment de mari-1982. « L'année dernière.

Les intrus continuent de moi-guer saus y avoir été inviét. Ac-tuellement, hollique notre attre-pandant Alain Bebere, L'amilian que deux stag-aguins de poche soient toujours enfermés dinns mi bras de mer à 356 kilomètres au nord de la capitale, et il p'est pas impossible qu'un sous-marin

petit archipel.

Que vicinent donc faire tous
ces valsseaux famiones? Des
membres de la commission parlementaire out estimé que ces bâtiments étaient peut-être chargés de la mise en œuvre d'une nouvelle stratigne : se pré-parer à occuper, en temps de guerre, une partie de la Scandiguerre, une partie de la Scandi-narie. On se damands, égale-nent, à Stockholm, al ces ma-neuvres: résettées et Taplomb-avec lequel elles sont conduites n'ont pas pour objectif d'intimi-der les Subdols, dont la mentralité serait sux yeax des Soviéti-ques trop favorable à POccident. Il s'agirait alors de montrer sons excès de délicultase qu'il n'y a sa nord de l'Europe qu'une su-

Si tel est le calcui des stra-tèges du Kremba, il n'est pas sor que le résultat réponde à leur at-tente. Les Suédois élement à leur melitralité séculaire. Ils at-tachent puis, quelque prix à l'in-dépondence de à la dignité. Qui suit même et s'estiment mem-cées, les autorités de Stockholm ne cherchernient pas obtenir de quelque façon des Occidentaux le morte de garantir leur di-

Cette série d'affaires peut avoir d'autres conséquences. Depuis des années, la propagnade soviétique répète que la Baltique-peut et doit deveuir une « mer de paix ». L'ancien président fin-landais, M. Kekkonen, avait, pour sa part, proposé de fidre de cette région une zone démiclén-risée. Le Krendin mène un grand tapage à propos des projets ato-niques de l'OTAN. Il peut ta-bler sur les courants pacifistes et neutralistes son aggigeables en Scandinavie.

Les incidents répétés de ces derniers mois doirent, pour le moins, inciter à la prudence. ceux qui résent d'une Europe nordique tenne à l'écart des vents manvais. La réalité, ce SOUL CES QUARANTE-CING SED sont ces quarante-con summer-sibles soviétiques recunsts en Bultique par la computation suf-doise. C'est le volutinge d'une grande puissance à l'amitté par-fois débordante qui pervient mai à faire la distinction entre « mer de paix » et « luc soviétique »,

L'épiscopat polonais demande | La Syrie entend peser le rétablissement des libertés à l'occasion de la visite du pape

alqué diffusé jour 5 mui, que, à ses yeux, la prochaine visite pontificale devrait être l'occasion du rétablissement des libertés civiles, d'une levée de l'état de guerre, actuelle

De notre correspondant

Varsovie. - L'Eglise tend à donner à la visite du Saint-Père un caractère de mission de concorde devant - par un assouplissement des autorités en premier lieu - favoriser une détente politique:

définition à plie de la « normalisation

et des étudiants Près de vingt mille artisans, commerçants et petits patrous out manifesté, jeudi 5 mai, à Paris, à l'appel de la Confédération générale des petites et

report et que l'Eglise, de son côté, ne

met pas de condition nouvelle à la

visite. Elle n'exige rien, elle dit seule-

ment ce qui devrait être et dans quel

esprit elle envisege, elle, le « pèleri-

Dans son communiqué publié à

l'issue de la réunion de mardi 3 et

mercredi 4 mai, à Czestochowa, de

sa cent quatre-vingt-douzième confé-renca plénière, l'épiscopat écrit d'abord que « le pèlerinège attendu du Saint-Père devient aujourd'hui

(Lire la suite page 4.)

BERNARD GUETTA.

nage » de Jean-Paul II.

celui de l'espoir national ».

moyennes entreprises, pour protester contre l'atti-tude du gouvernement les rendant responsables de certaines hausses. Des beurts se sont produits avec les forces de l'ordre. (Lire page 32.)

 M. Pierre Mauroy a invité les préfets, commissaires de la Répubique, à « faire preuve de fermeté dans le maintien de l'ordre public» et à intervenir auprès des professionnels qui ne respecteraient pas leurs engagements surl'évolution des prix (lire page 7).

ties de sécurité .

sur l'issue de la négociation

entre Israël et le Liban

istraélles pour ce vendredi 6 mai, et alors que le secrétaire d'État américain, M. Shultz, est attendu samedi à Damas, Beyrouth a subi, jeudi, un

bombardement qui a fait cinq morts et me trentaine de blessés. Comme le rapporte notre correspondant (voir en page 3), l'origine des tirs — des secteurs contrôlés par les forces syriennes — indique clairement que Damas a vouln rappeler sa présence et ses possibilités d'action aux négo-

Notre envoyé spécial dans la capitale syrienne expose en page 3 quelles sont les « trois cartes maîtresses » qui permettent à Damas d'exercer un véritable droit de veto sur tout projet d'accord israélo-

Décision difficile à Jérusalem

De notre corresondant

Liban, l'un des plus » réalistes ». C'est-à-dire qu'il est un partisan du

désengagement, même si les condi-

tions de ce repli sont très peu satis-faisantes du point de vue israélien,

compte tenu des exigences posées initialement par Jérusalem, notam-

ment en ce qui concerne les » garan-

Jusque tard dans la nuit jeudi, M. Arens, accompagné de M. Itz-hak Shamir, ministre des affaires

étrangères, a conféré avec M. Begin, mais celui-ci, au dire de ses proches,

restait encore « très hésitant », et

certains ojoutoient même

(Lire la suite page 3.)

FRANCIS CORNU.

iateurs libanais et israéliens ainsi qu'au médiateur américain

libanais méconnaissant ses intérêts.

Jérusalem. - En trois jours, un soidat a été tué et vingt et un antres ont été blessés eu Liban, Attentats et embuscades n'unt cessé de se mul-

tiplier récemment. Il était de plus en plus évident que la prise en considé-ration de cette situation devait jouer

un rôle important dans la décision du gouvernement de M. Begin, réuni ce vendredi matin 6 mai. Cela ne

pouvait que reaforcer la position du ministre de la défense, M. Moshe Arens, qui, avec plusieurs autres membres du cabinet, se montrait ces jours avant tout soucieux d'essayer

de sortir au plus vite l'armée israé-lienne du » bourbler libanais ». M. Arens, qui est l'un des membres les plus «faucons» du gouverne-ment, se montre aussi, s'agissant du

Les manifestations des commerçants

A la veille de la « décision importante » armoncée par le cabine

Deux manifestations d'étudiants contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur ont eu lieu le même jour à Paris. L'une, organisée par le comité de grère de Jussieu, a rassemblé dans le calme buit cents manifestants environ; l'autre beaucoup plus importante, a réuni luit mille étudiants à l'appel de la coordination nationale contre le projet Savary et s'est terminée par de vifs incidents au guartier Latin jusque tard dans la suit (lire page 9.)

Le temps des corporations

Mª Edith Crasson evait-elle des bottes ou des escarpins lorsqu'elle est tombée dans les chausse-trapes à purin de quelques fantassins agricoles ? Personne ne e'en souviendra sans doute. On pourra débattre à perte de vue sur le point de savoir si elle a bien ou mai défendu l'agricul-

par PIERRE TREY 'aurait jamais dû e'attaquer à la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) de

M. François Guillaume I Mine Edith Cresson n'est plus ministre de l'agricultura, et son successeur se gardera bien de contester la représentativité de la grande centrale agricole. Mais du moins le gouvernement de M. Mauroy n'a pas été ingrat avec le vaillant petit Chaperon rouge qui croit - c'est clair comme la course du soleil sur les bonnes terres à blé - que l'agriculture francaise ne se compose pas seulement d'exploitations de 300 hectares. . .

En eara-t-il de mêma pour M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale ? Il est le seul à avoir dit non, tranquillement, à une nouvelle corporation : celle des internes et des chafs de clinique. Une nouvelle

> M. Lionel JOSPIN invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde >

na. Lance. Jospin, premier seré-taire du parti socialiste, sera Plavité de l'énission heboundaire «Le grand jury R.T.L.-le Monde» dimanche 3 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député du dix-hultième arrandisoment de Paris, qui aura présidé la veille une réunion des responsables du courant A (tendance Mitterrand) de sou parti dans le cadre de la préparation du congrès d'octobre, répondra aux questions d'André Passeron et de Laurent Zecchini du Monde, de Pani-Jacques Truffaut et de Gilles Leciere de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Balond.

corporation qui, depuis vingt ans, subissait sans mot dire, à l'hôpital, les règles d'un jeu dont elle était victime (plus ou moins consentante) evec l'approbation paternelle at intéressé d'une partie de l'élite médicale.

(Lire la suite page 9.)

La télévision en 1984

300 millions supplémentaires pour la création

Le - coup de semonce > de M. Georges Fillioud à Cannes à l'endroit du service public audiovisual (le Monde du 26 avril) n'était pas de pure forme. Le secrétoire d'Etat chargé des techniques de la communication vient d'exiger des diverses sociétés de radiotélévision une clarification de leurs budgets at un meilleur contrôle de leurs dépenses. Moyennant quoi, le gouvernement s'engage à accorder une aide importante à la créotion télévisuelle dans le budget de

M. Pierre Mauroy, premier minis-tre, qui installera lundi 9 mai le nouveau Conseil national de la commului-même les points sur les i. Mais son secrétaire d'Etat a préparé le terrain cette semaine. Jeudi 4 mai, il a reçu rue Saint-Dominique les neuf présidents des organismes de l'audiovisuel public (1). Le ton a été particulièrement ferme, et les présidents, qui assistaient seuls à cette réunion, ont pu mesurer la détermination du gouvernement à sortir les sociétés de l'ex-O.R.T.F. du marasme de gestion dans lequel elles se sont enfoncées et parfois se complaisent.

M. Georges Fillioud a réclamé principalement deux choses. D'une part, qu'on en finisse avec des budgets l'antaisistes et incontrôlables. Les sociétés, dans l'état actuel de la comptabilité et du « suivi budgétaire ., sont le plus souvent incapa-bles de préciser l'affectation d'un certam nombre de crédits, et leurs respunsables n'ont eux-mêmes qu'une confiance limitée dans les chiffres qu'ils fournissent. S'agissant pour une grande part de l'argent des contribuables (la redevance), il paraît logique - et urgent - d'exi-ger du service public une parfaite transparence à ce niveau. Le secrétaire d'Etat a réclamé pour le 30 mai l'élaboration de budgets « functionnels » - pour l'année en cours et le prochain exercice s'appuyant sur des documents fiables. Une harmonisation des procédures budgétaires sera mise en

> Y. A. (Lire lo suite page 26.)

(1) Radio-France, TF 1, Antenne 2, FR 3, S.F.P., T.D.F., INA, R.F.O., Groupement de l'informatique de l'audiovisuel (ex-Giratev).

LA RELIGION ET L'AUDIOVISUEL

Un fait de société comme les autres?

trea - plus de quatre mille -envoyées par des catholiques qui trouvent que leur religion est trop souvent « tournée en dérision » à la télévision (le Monde du 1ª avril), la Haute Autorité de la communication audiovisuelle croule actuellement sous une deuxième vague de plaintes concernant la raréfaction d'émissiona religieuses au patit écran. Les deux griefs cités le plus souvent par les mécontents : le refus par la télévision française de retransmettre l'ouverture de l'Année Sainte en mondiovision et l'absence d'émissions à thème religieux pendent les fêtes de Pâcues.

Après avoir été submergée de let-

Et ce n'est pas le film de Fernando Arrabal le Cimetière de voitures, diffusé sur A 2 le 30 avril, qui aura arrangé les choses. Emission d'intérêt religieux, certes, puisqu'il traite de la Passion du Christ, mais le ton grinçant et l'iconoclasme de cet « opéra-rock » risque d'avoir paru comme une provocation aux bien-

Qu'en est-il, au juste, du bienfonde de ces récriminations ? Si la

Haute Autorité reconnaît être « submergée de lettres », il a'acit moins d'une « campagne de dérision » visant la foi chrétienne qu'une croisade menée par certains milieux catholiques, puisque la Haute Autorité fait état de « pétitions qui ont été données à signer à la sortie des ses ». Francis Mayor, directeur de Télérama, hebdomadaire d'inspiration chrétienne, remet les chose en perspective quand il déclare : « Il y a une campagne de protestations, orchestrée par deux journaux au moins, contre deux ou trois rigolos de la télé, à court de gags, et qui utilisent donc la religion; une bonne sœur en comette qui danse le rock, ça marche toujours... a Avouant. pour sa part, son incompétence pour « apprécier le bon ou mauveis goût », la Haute Autorité s'est bornée à dire : « Il était de notre devoir de prévenir les responsables de chaînes pour que la seuil de tolérance ne soit pas dépassé sans entraver pour autant la liberté de création. »

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 27.)

Cette price de position fait suite à la lettre que Jean-Paul II a récomment adressée au chef de l'Etat polonais, M. Jablouski, pour exprimer – tout en acceptant l'invitation officielle qui lui avait été remise le 21 mars – l'espoir qu'une aumistie générale accompagnerait sa

de la vie » : la sortie de l'état de Ce mouvement est d'autant plus habile qu'en minimisent les manifestations du 1º mai le pouvoir s'est privé de tout prétexte crédible à un

Le 9 mers, rendant compte de la rencontre au cours de laquelle le général Jaruzelski et le cardinal Glemp avaient a confirmé leur volonté d'être les hôtes » du pape, l'agence PAP écrivait que les deux parties « couvieraient » pour que cette visite e contribue à la normalisetion de la vie dans le pays ». Très satisfaisante pour le pouvoir. l'expression avait néemmoins sa part d'ambiquité, Maintenant que l'invitetion a été faite et acceptée, donc que les autorités, pour se déraber, devraient prendre la responsabilité d'une seculation, l'Eglise donne sa

> EARTHU VOYAGE DEWIND TERRAND EN CHINE

topicione: (page 6) et mos repor-tages dans «le Monde des loisirs et de tourisme» (pages 13 à 15).

AU JOUR LE JOUR

Assez de dénigrement statis-tique, assez d'études technocrotiques accusatrices, de chiffres faux livrés en pature à l'opinion! Assez de rumeurs pernicieuses sur l'état du petit commerce l'Assez de discours fielleux qui visent à intoxiquer les Français !

Chiffre

Il faut rétablir la vérité. La C.G.P.M.E. | Confédération générale des premiers ministres en exercice) a mille fois raison de se manifester et de le dire : il n'y a. en France, qu'un premier ministre. Pas un de plus, pas un de moins.

BRUNO FRAPPAT.

Il revient avec un extraordinaire noweau roman om

Les Églises et l'armement atomique

Les interventions de l'Église catholique sur le désarmement et la dissuasion nucléaire se multiplient. La lettre pastorale des évêques américains sur la guerre et la paix, a été rendue publique le 3 mai. Elle risque de soulever de vives polémiques. En Europe, les évêques sont bien plus nuancés Plusieurs épiscopats ont, d'ores et déjà, publié des textes sur le sujet. Le cardinal Franz Koenig, archevêque de Vienne et président de la Conférence épiscopale autrichienne, explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, de cette effervescence chez les catholiques. M. Michel Aurillac, président du Club 89, pense, pour sa part, que les évêques américains ont adopté une a approche réductrice » du problème. M. Jean-Marie Muller, enfin, pacifiste atnonque, s'en prena à la position de Jean-Paul II sur la dissuasion.

BOUCHARD

PÈRE & FILS

Depuis 1731

250 ans de

grands vins

Domaines de Château de Beaune

"92 hectares dont 71 hectares

de premiers crus et grands cras"

Côte de Beaune Villages

"Clus Rover"

Savigny-les-Beaune

'Les Lavières

Beaune Clos de la Monsse

Bennue Teurous

Beaune Marconnets

Beaune Gréves

"Vigne de l'Enfant Jésus"

Volnay Chanlin

Volnay Toillepieds

Voluay Frémiers

Volnay Caillerets

Ancienne Cuyée Carnet

Pommard 1rr cru

Le Corton

Chambolle-Musigay

Chambertin

Beaune Clos Snint-Landry

Meursault Genevrières

Corton Charlemagne

Chevelier Minntrachet

Montrachet

Documentation III sur demande à l'airea Bonchard Père et fils, Négociapis na Châten (1280 Bennae, Tél (80122, 14.41 - Teire 2014)

"Clos de la Rangeotte

« Aucun motif politique ou éthique ne peut justifier la guerre nucléaire »

nous déclare le cardinal Franz Koenig

» Pourquoi l'Église catholique manifeste-t-elle soudain cet intéret pour les questions de désarmement et de guerre nucléaire?

- Cet engegement n'est pas nouveau. Il y e vingt ans, Jean XXIII a, dans son eacyelique Pacem in Terris, vigoureusement défendu la cause de la paix. Ea 1962, à une période particulièrement critique de la politique mondiale, ce grand pape n'a pas bésité à intervenir personnelement au moment de la crise de Cuba. Jean XXIII a profité de ses relations personnelles evec Kennedy et Krouehtchev pour que s'amorce un mouvement de démantèlemeat des fusées. Paul VI a, lui aussi, etaebé une importance primordiale à la paix.

Au cours de ces dernières années, la situation s'est particulièrement dégradée : les dépenses d'armement n'ont cesse d'eugmenter : le climat politique mondial s'est détérioré de manière dramatique ; le risque d'une guerre nucléaire est plus grand que jamais : le technologie militaire, de plus ea plus sophistiquée, menace les économies, et nous assistons à une sorte de « lutte des elasses entre les nations ».

Mais, pour la première fois depuis 1945, les hommes commencent à se rendre compte du danger, ce qui est un signe d'espoir. L'écho retentissant des mouvements paeifistes s'explique d'ailleurs, à mon evis, par cette nouvelle prise de conscience.

En ce qui concerne Jean-Paul II, son engagement personnel pout le paix n'est pes moins sineère. L'Église se reconnaît nettement dans cette attitude.

— Quelles seront, à votre avis, les conséquences de ces initiatives en faveur de la paix chez les deux super-puissances nucléaires? N'y a-t-il pas un danger de déséquilibre du fait que l'Église, à l'Ouest, a toutes les possibilités pour Influencer l'opinion publique, olors que celles-ci sont extrêmement limitées à l'Est?

 Je suis convaincu que le pression de l'opinion publique sut les dirigeants ne s'arrête pas eu prétendu «rideau de fet ». Les médias occidentaux, la radio, la télévision, sont reçus à l'Est. J'ai constaté, lors de mes voyages, que les nouvelles se répandent très rapidement dans ces pays, même si elles ne sont pas diffusées par les médias officiels. Les populations des pays est-européens – eu moins les milieux politiquement intèressés, mais anssi la jeunesse – sont généralement très bien informées. Les mouvements pacifistes eaimés par les Églises à l'Ouest euront, j'en suis sûr, des

répercussions sur l'Est.

Les gouvernements occidentaux ae sont pes les seuls à être confrontés à la volomé de paix des hommes, ceux de l'Est doivent eussi y faire fece.

Des pacifistes manipulés

 Quel est le rôle des mouvements pacifistes à l'Est et à l'Ouest? Quelle est l'utilité de ces mouvements?

Les mouvements pacifistes prennent de l'ampleur à l'Est. Je suis persuadé que la pression qu'ils exercent sur les hommes politiques se fera sentir de plus ea plus, même si leur influence est plus discrète, faute du relais que constitueat les mèdias à l'Ouest, Mais il fant dire eussi que dans les mouvements pacifistes, comme partout, il y e des fanatiques qui ne font qu'aggraver les tensions et les hostilités, Les positions extrémistes ae servent jamais à rien.

- Les bonnes intentions de l'Église ne risquent-elles pas d'être exploitées par la propagande communiste, qui voit un danger mortel pour la paix dans les Pershing-2 américains en Europe, mais qualifie, en revanche, les SS-20 soviétiques d'armes défensives?

— Il n'y a pas de doute que les gouvernements eommunistes d'Europe de l'Est eherchent à manipuler les mouvements pacifistes occidentaux. Mais les dirigeants de l'Église et les conférences épiscopales ne se laissent pas influencer. En lançant ses appels à la paix, le pape s'adresse au monde entier. Lui et ses conseillers savent parfaite-

ment que le prétendu équilibre de la terreur a'est pas une solution. En outre, cet « équilibre » engloutit des sommes d'argent gigantesques; il est indirectement responsable de la mort de millions d'hommes du tiersmonde, qui n'euraient besoin que d'une part infime de cet argent pour vivre dans des conditions dignes de l'homme.

— A l'ère nucléaire, la thèse de la « guerre juste » est-elle toujours valable?

- La notion elle-même de guerre est deveane eaduque à l'ère nncléaire: la guerre aucléaire n'est pas une guerre, elle ne pout être ni juste ai iajuste, elle menace d'extiactioa l'hnmanité dans son ensemble. Aucun motif politique ou éthique ne peut justifier la guerre aucléaire, même pas la volonté de défendre la liberté, puisque l'emploi d'armes aucléaires détruit tout ce qu'on veut défendre.

Les thèses de la guerre juste ou de la légitime désense étaient valables dans des conditions techniques et sociales bien disférentes. Il ne faut cependaat pas se faire d'illusion; grâce eu progrès technique, les armes conventionnelles sont deve-aues, elles aussi, des armes de destruction massive qui ne sont plus aucune distinction entre les combattants et la population civile. La menace de l'holocauste ancléaire ne doit pas amener à penser que la guerre conventionnelle est le moindre des deux maux.

— A votre connaissonce, l'Église catholique s'apprétet-elle à prendre position officiellement sur ces questions?

- Selon mes informations, ancune encyclique n'est prévue sur ce sujet. Ces thèmes ont été évoqués publiquement à plusieurs reprises par le pape. Le Vatican a pris des initiatives multiples à ce propos, et notamment lors de la réunion de cinquante-sept scientifiques réputés de l'Est et de l'Ouest, en septembre 1982, à l'Académie pontificale des sciences, qui oat lancé un appel ardent contre la guerre nucléaire. La poblication récente d'une lettre pastorale par les évêques américains en est un autre exemple. »

Propos recueillis per WALTRAUD BARYLL

Des erreurs de jugement

par MICHEL AURILLAC(*)

ES évêques américains estiment que « les arsenaux nucléaires menacent de détruire l'ordre de la Création (...) et la souveraineté de Dieu dans le monde « (1). Laissons aux théologiens le loisir de discuter de la pertinence de cette affirmation qui semble culpabiliser des outils inanimés et non les intentions des hommes, par lesquels Dieu agit sur le monde. Bien qu'ils se défendent de « vouloir jouer sur la peur des gens », les évêques, en lui donnant une dimension métaphysique, maximaliseat la crainte eu lieu d'aider à la dissiper. L'effroi causé par la perspective d'uae gnerre aneléaire est anjourd'bni e attetenu par l'U.R.S.S., qui étale sa puissance et joue cyniquement de la peur sur les opinions publiques au profit de ses propres objectifs hégémoniques.

De la peur de la guerre nucléaire on passe ainsi à la condamnation de la guerre nucléaire; cela ne coûte rien, mais permet d'escamoter le

De la pear de la guerre nucléaire on passe ainsi à la condamnation de la guerre nucléaire; cela ne coûte rien, mais permet d'escamoter le véritable problème politique et moral qui est celui de la guerre tout court, par conséquent de l'agression. De la condamnation de la guerre nucléaire il est ensuite facile de glisser à la dénonciation des armes atomiques. Sans doute, les évêques américains évitent-ils le piège de cette assimilation grossière, mais pour autant ils n'évitent pas toute ambiguïté.

S'ils reconnaissent que « le but de toute doctrine morale de la défense n'est pas de l'égitimer la guerre mais de l'empêcher », ce qui est précisément la raison d'être de la politique de dissuasion, ils n'acceptent celle-ci qa'avec de telles rétiennes et l'entourent de tant de restrictions que sa prise au sérieux s'en trouve affectée.

Dans son message aux Nations unies (juin 1982), Jean-Paul II jugesit « la dissuasion fondée sur l'équilibre moralement acceptable », répondant qu'elle ne pouvait « être considérée comme une fin en e etre considerée comme une fin en soi mais [devait] représenter une étape sur la voie d'un désarmement progressif ». Les évêques américains ont tenté de préciser la portée de ces exigences, sans s'arrêter au fait que les conditions ainsi posées ne dépendaient, hélas, pas de ceux auxquels ils s'adresseot : pour réduire la course ou désarmer. Il réduire la course ou désarmer, il faut en effet être deux. Or, sur les efforts et initiatives des États-Unis échecs (refus par l'U.R.S.S des vérifications explicitement requises par les textes des Netions unes comme de l'Église), le document épiscopal fait silence, si bien que ses exhorta-tions restent unilatérales. De même, en appelant les États-Unis à effectuer des gestes « indépendants » de désarmement, les évêques américains méconnaissent les enseignoments de l'expérience, qui condui-seat, da as les relations avec l'U.R.S.S., à ne rien espérer de la valeur exemplaire des sacrifices uni-latéraux, mais à faire fond sur une négociation serrée, prolongée, à l'abri des pressions de l'opinion publique, aux neris déjà trop vuinérables dans nos sociétés.

Bien plus, de son propre aveu, la lettre pastorale restreint la fonction moralement acceptable de la dissuasion au seul objectif dont on la crédite : empêcher l'utilisatioo des armes atomiques. En réalité, sa fonction est beaucoup plus large; elle est d'empêcher la guerre tout court, et elle y est jusqu'ici parveque. Lorsque les évêques s'interrogent sur la valeur morale de la menace, qui est à la base de toute dissuasion, pour prévenir nne agression ou déjouer un chantage, an motif que cette menace porte sur un acte que l'on pourrait ne pas exécuter, on se demande s'il est devenu immoral d'empêcher qu'un acte immoral d'empêcher qu'un acte immoral soit accompli. C'est la philosophie de le dissuasioa (telle qu'elle a existé de tout temps bien avant l'age atomique) qui se trouve ainsi contestée, comme aussi bien le bon sens et la logique.

Autre exemple : le cardinal Kroll déclare à juste titre que « l'effet dissuasif d'une force nucléaire a seulement le degré de crédibilité que possède la résolution de l'utiliser en cas d'échec de la dissuasion ». Pourtant, la lettre pastorale s'assigne pour objectif de « tracer une ligne politique et morale claire et ferme contre le recours aux armes nucléaires » ; e'est détruire le ressort même de la dissuasion.

S'y ajonteat d'autres erreurs de jugement que a'exense pas le fait qu'elles soient parfois partagées par des spécialistes dont la qualité et l'expérience permettaient d'ettendre mieux. Il s'agit de l'abandon de la menace d'emploi ea premier de l'arme ancléaire que quatre anciens responsables ont préconisée au printemps dernier (2) et à qui ont répliqué d'émineates personnalités de toute appartenance politique, en République fédérale ainsi qa'ea France (3). Nous ne reprendrons pas ici tous les arguments de cette discussion pour nous borner à répondre sur le seul terrain où se placent les évêque américains, celui de la morale. La doctrine du « no first use » (aoa-emplni ea premier) revient en effet – sur le théâtre européen, compte tenu de l'état des forces en présence – à permettre à (*) Ancien député R.P.R., président des Club 89.

l'agresseur potentiel de calculer en toute tranquillité les risques qu'il prend, réservant aux seuls agressés la perspective d'être détruits ou dominés.

18.

Offrir une prime à l'entreprise conquerante, accroître ainsi la possibilité d'un conflit, n'est-ce point le comble de l'immoralité? Quant aux dirigea ats qui auraient négligé de doter leur peuple des moyens de la légitime délense ou de la capacité de dire non à un chantage, Vatican II e été très elair sur leurs devoirs de responsables.

A l'emploi en premier de l'arme nucléaire, dont ils ne peuvent nier qu'il a évité depuis trente-cinq ans la guerre générale, les évêques améri-cains opposent essentiellement le caractère incontrôlé de l'escalade nucléaire qui s'ensuivrait. Cela a'est nullement une certitude, mais un risque. Or il se trouve qu'aujourd'hui la maîtrise de l'actorité politique à chaque stade de l'escalade nucléaire est de mieux en mieux assurée; on ae saurait d'ailleurs poser en postu-lai l'incapacité des hommes d'Etat à garder leur sang-froid. Aussi bien le risque d'escalade existe-t-il des qu'une grande puissance s'engage dans un conflit, ne serait-ce qu'en des différentes armes qui assurent la dissuasion et du perfectionnement des armes classiques, qui en sont le prolongement et le soutien, et dont les performances égalent celles de certaines armes nucléaires. Enfin, que vandrait politiquement et mora-lement l'engagement du - no first use - qu'aurait pris un pays des lors qu'il aurait commence par violer l'engagement élémentaire et fondamental, solennellement souscrit en adhérant à la charte des Nations mies on au traité d'Helsinki, de ne pas employer la force militaire? Ainsi, singulariser la responsabilité de la seule initiative nucléaire revient à relativiser les manque ments oux obligations juridiques et politiques prises devant la commu-nanté internationale en vue de préserver la paix. C'est dévaluer la morale internationale que l'épisco-pat appelle, d'autre part, à restaurer malgré la différence des idéologies.

. - .

.

100

1.00

Page 1

TRAVERS

Un slogan

Le « gel nucléaire » — que l'opinion aura retenu de la lettre pastorale, bien qu'elle ne le préconise pas formetlement mais le suggère — est plus un slogan qu'une politique. Il n'éviterait pas à une percée technologique déstabilisatrice de se produire, et n'apporterait aneune incitation, tout au contraire, à négocier de véritables réductions dans les panoplies. Plus généralement, les évêques confortent les illusions trop répandues sur la véritable nature des menaces à la paix. Les armements ne sont, en effet, que la conséquence des rivalités et de la méliance, et non la source des tensions; c'est donc à les surmonter qu'il fant d'abord s'attacher.

Quant à elle, l'Eglise catholique entend couper la racine de la guerre par la rédnetion des disparités, causes de déséquilibre et de tensions, mais elle sait que les causes les plus graves sont idéologiques, et e'est pourquoi Jean-Paul II appelait dès le début de son pontificat à « onvir les frontières au Christ, prince de la paix ». Cette année encore, dans son message de paix (1 « jaavier 1983), le pape dénonçait comme principal obstaele an dialogue « le mensonge tactique et délibéré qui abuse du langage et recourt aux techniques les plus sophistiquées de la propagande », mais suriout « les idéologies qui s'opposent à la dignité de la personne humaine et voient dans la lutte le moteur de l'histoire. Le dialogue est alors faussé. Il s'ensuit presque une incommunicabilité entre les pays et les blocs, et l'échec du dialogue risque alors de servir la course aux armements ». M. Andropov n'a pas craint de réaffurmer, d'entrée de jeu, que l'objectif restait le triomphe du communisme dans le monde. Comment, dès lors, raisonner comme si les deux systèmes se trouvaient sur le même pied ?

Le véritable danger pour la paix

Le véritable danger pour la paix mondiale a'est pas tant l'arme etomique que la possession de telles
armes par les Soviétiques, combinée
à leur croyance que la réponse des
Etats-Unis serait faible par l'esprit
et insuffisante par les ermes et que,
peut-être, ils pourraient ebandonner
leurs alliés. Les armes nucléaires ne
menacent pas « la souveraineté de
Dieu sur le monde », qui est d'ailleurs d'une théologie epproximative; mais les armes nucléaires eux
maias des Soviétiques peuvent
menacer la survie de la civilisation
et, compte tenn de l'athéisme institutionnel dont ils se réclament, la
survie du christianisme en tant
m'institution.

(1) Lire les articles de Robert Solé sur les différentes versions de la lettre pastorale dans le Monde des 10 et 11 mars 1983 et le bulletin de l'étranger, sur le même sujet, dans notre numéro du 5 mei.

(2) Parmi lesquels M. Melvamara, jadis théorjeien de la - destruction mutuelle assurés - stratégie moralement indéfendable.

(3) Cf. Foreign Affairs. Numéros de l'été et de l'antonne 1982.

La « petite phrase » de Jean-Paul II

son retour de Rome, où il A venait de participer a une venait de participer à une organisée les 18 et 19 janvier 1983 afin de permettre à des raprésentants des épiscopats américain et européens de confronter leurs jugemente sur les ermes nucléaires, Mgr Ernoult, erchevêqua da Sens et président de Pax Christi, écrivait : e il est regrettable qu'une parole récente de Jean-Paul II sur ce sujet soit trop connue : « Dans les condi-» tions ectuelles, une dissuesion » basée sur l'équilibre, non certes > comme une fin en soi mais comme » une étape sur la voie d'un désarmement progressif, peut encore être jugée comme moralemant accaptable. » Cetta e patite phrase > du pape est extreite de son meeeege à la eeconde eeseion extraordinaire des Netione unies consacrée eu désarmemant, lu la 11 juin 1982 per le cardinal Casaroli devent l'Assemblée plénière da l'ONU. Dens ce massage, le pape evait cru pouvoir essurer que se parole portait en elle « l'écho de la conscience morala de l'humanité à l'état pur ». On est donc d'eutant plus en droit de s'étonner que cette parole juge a moralement acceptable » le dissuesion nucléaire, qui fait Deser sur l'humenité le manace de son propre euicide.

son propre euicide.

Cartes, l'affirmation du pepe se vaut réaervéa dens ea forma.
D'ebord, Jean-Peul II se refuse à accepter la dissuasion « comme une fin en soi ». Mais, en toute rigueur, cette précaution est superflue car nul ne prétend que le fin de la dissuasion se trouve en elle-même. Tous les zéleteurs da le dissuasion n'ont de cesse d'affirmer que sa seula fin est de prévenir la guerre et de présarver la paix. Il est donc vain de discuter de le dissuasion comme d'une fin : elle n'est évidemmant qu'un moyen, et le vraie question est de savoir si celui-ci est cohérent avec la fin qu'on lui donne.

Ensuite, Jean-Paul II laisse enterdra que le dissuaaion ne saurait être acceptée que dana la mesura nu elle permet un « désarmement progressif ». Meie dire cala n'est-ce pas sa situer en pleine abstraction elors même que la réalité constante et massive dea faits nous epporte le preuve par nauf qua c'est sur la dissuasion que repose le dynamique d'une course sans fin aux erments ? Il importe précisément de sortir de la logique même de la dis-

par J.-M. MULLER (*) suasion pour créer un processus

suasion pour créer un processus de L'enaityse da la « petite phrase » de Jean-Paul II met donc en évidence une pensée confuse et un jugement ambigu. Cele d'autant plus que, dans le même message à l'ONU, le pape précise que « l'unique solution réaliste devant la menace de guerre reste encore la négociation » d'un désarmement progressif, simultané et contrôle. Mais, là encore, l'expérience nous montre que cette voie nous conduit dens una impasse. Car chacun attend des autres qu'ils fassent les premiers pas et, pendant ce temps, tous reculent progressivement et simultanément, bien que de menière incontrôlée. Ainsi, notre propre jugement éthique sur le course eux ermemente nucléaires se trouvet-il eliéné par le fait que notre décision est liée à celle des autres. Notre propre responsabilité se trouve transférée eur les autres : nous voici innocentés par laur faute. Et se trouve ainsi fonde le dialogue infantile que poursuivent inlassablement les chefs d'État, qui ettestent de leur réella volonté de désarmer en prenant le monde à témoin de le mauvaise volonté des eutres...

« A l'ombre des mégatonnes... »

Il est remarquable que le « petite phrase » de Jean-Peul II constitue une réelle régression par rapport aux effirmations du concile Vatican II. Certes, celui-ci n'evait pas prononcé une condamnation formelle de la dissuasion. Mais, d'ebord, il en avait brisé le logique et l'avait vidé de son contanu en déclarant que « tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières » âteit un erime qui devait êtra condemné sans hésitetion. Ensuite le concile n'evait fait que prendre acta de l'intantion dissussive evec laquelle les armes modernes étaient accumulées, an se gardant bien de jugar le dissuesion moralement

Il est fort à craindra qua l'interprétation qui sera générelement faite de la « petite phrase » du pape restera

(° l Écrivain, auteur notamment de iratégie de l'action non violente (Le ouil).

primaire. La facilité est, en effet, de tirer cette phrase dans le sens où elle penche très sensiblement pour la faire servir à justifier la dissuasion. Dens une lettre du 24 septambra 1982, le secrétaire général de la Conférence épiscopela française, répondant à son homologue américain, e mis en évidence le « petite phrase » de Jean-Paul II en précisant que les évêques français tenaient à y apporter leur e assentiment ». Suit elors une justification en bonne et due forme de la dissuasion telle qu'elle a'exerce en Europe à l'encontre de l'Union soviétique, e On ne saurait oublier, est-it précisé, dans la mise en cause de la dissuasion, que l'objectif poursuivi est la préservation do conflit. Les interdictions d'emploi ou de détention feraient perdre toute efficacité è cette dissuasion. [...] Il serait fêcheux de compromettre par des mesures malencontreuses ces acquis de la paix « à l'ombre des

mégatonnes.
En outre, lors de la réunion de Rome des 18 et 19 janvier 1983, la délégation française a remis un document intitulé : « L'Église en France et les armements nucléaires ou conventionnels », qui fait également référence à le « petite phrase » de Jean-Paul II. Ce texte, à le suite d'une explication laborieuse et sinueuse qui s'appuie pour l'essentiel sur le raisonnement des stratèges militaires, conclut finalement à la nécessité et à l'efficacité de la dissuasion e du faible au fort » par laquelle la France entand garantir son indépendance et sa sécurité face à la menace soviéti-

qua.

De pareilles prises de position ne peuvent que discréditer le discours d'une Église qui, une fois de plus, est tentée de se soumettre à la fatalité païenne qui enferme l'histoire des hommes dans la logique de la violence. Mais, quoi qu'il en soit de ces phrases officielles, il se crée déjà une dynamique inféversible qui etteste qu'eucun compromis n'est possible antre la feit ehrétien et le feit pruréeire.

• RECTIFICATIF. — Une ligne ayant sauté dans l'article de Jean-Marie Daillet consacré à la loi de programmation militaire 1984-1988 dans le Monde du 5 mai, il fallait lire: « Il devait, en effet, etre commandé deux porte-avions nucléaires en remplacement de deux porte-avions classiques, hors d'âge avant vingt ans. »





) jugene

étranger

PROCHE-ORIENT

LA NÉGOCIATION ISRAÉLO-LIBANAISE ET LA MISSION DE M. SHULTZ

Les trois atouts du président Assad

Damas. - Avant même d'arriver à Damas, M. Shultz connaît sans doute la réponse qu'il recevra du président Assad ; un non catégorique, ou, dans la meilleure des hypothèses, un oui conditionnel qui équivaudrait à un refus de retirer les troupes sytiennes

La position officielle du gouvernement baasiste est, sans équivoque : Israëi doit évacuer l'ensemble du Liben « inconditionnellement », et le statut juridique qui régira les relations entre Beyrouth et Jérusalem sera celui des accords d'armistice de 1949 : le retour au statu quo ante est fondé sur un autre principe, à savoir que l' e agression ne deit pas être payante ».

La retrait de l'armée syrienne du Liban ne sera pas pour autant automatique. Il sera postérieur au dépert des Israéliens et seulement si les négociations entre Beyrouth et Damas sont couronnées da succès.

Si l'on pouvait sonder les cœurs des dirigeants syriens, on y lirait qu'ils ne souhaitent pas le succes de la mission de M. Shultz. En effet, ils savent parfaitement que le retrait israélien ne s'effectuerait qu'à des conditions léonines, compte tenu du rapport des forces, et que ces conditions ne correspondent pas à leurs intérêts. Les « mesures de sécurité » exigées par Jérusalem mettraient le flanc occidental de la Syrie à la merci de l'armée israélienna, surtout si les troupes de Dames devaient se replier derrière les frontières internationales, abandonnant la vallée de la Bekaa qui constitue leur e profondeur strategique ». Dens l'absolu, le président Assad souscrirait à un accord qui ferait du Liban une zone-tempon entre la Syrie et Israel.

Conserver un gage

Capendant, les considérations politiques l'emportem sur les préoccupations militaires du chef de l'Etat. Celui-ci a indique lors de sa récente rencontre avec M. Élie Salem, le chef de la diplomatie libanaise, qu'in ne cours du conflit israélo-arabe. Dans la négociation « globale » qu'il appelle de ses vœux, la président Assad entend de toute évidence conserver le Liberi comme un gage et un moyen de pression. Est-il en mesure de bloquer toute normalisation chez son voisin occidental? On en est convaincu dans les milieux diplomatiques. En tout ces it détient des atouts dont au moins trois sont loin d'être négligeables.

● La « carte » fibansise. - La Syrie dispose d'un grand nombre de rseaux d'influence dans le pays du Cedre où elle a la capacité d'entretenir les divisions et les conflits armés. Des hommes politiques libanais.

Angola

Inter ainsi one d'une équipe de

médecins sont le jeu des racistes

Angolo gràce des moyens mis à

l'expulsion de Luanda du corres-

pondant de l'Agence France-

Bolivie

• NOUVELLE CRISE POLITI-

QUE. - Le gouvernement af-fronte depuis le jeudi 5 mai une

nouvelle crise politique après la démission de deux autres minis-

tres, M. Mario Velarde, chef de

la diplomatie, et M. Zenon Bar-

rales. Ces deux nonvelles démis-

sions viennent s'ajouter à celle de

M. Gamarra, ministre de l'indus-

trie, do tourisme et du com-

merce. - (Reider.)

rientos, ministre des affaires ru-

accrédité eu Angola.

A TRAVERS LE MONDE

De notre envoyé spécial

chrétiens ou musulmans, de droite comme de gauche, défilent à Damas. Même les phalancistes entretiennent le dialogue, certains intérêts sont parfois complémentaires, bien que divergents, compte tenu de facteurs géopolitiques immuebles. La Syrie demeure l'amere-pays économique du Liban, le pont qui le relie au reste du monde arabe. Pour les musulmans et la gauche, elle continue en outre le contrepoids indispensable aux pressions qu'exerce Israel, Ainsi des personnalités aussi différentes que le conservateur M. Soleiman Frangië, ancien président de le République et M. Georges Haoui, le secrétaire général du parti communiste libanais. sont-elles venues à Damas pour dénoncer e l'accord injuste a actuellement en négociation entre Bevrouth

M. Georges Haoui, au nom de la gauche libanaise, pose ses propres conditions. e Nous nous opposerons, nous a-t-il déclaré, e à toute présence militaire jaraélienne sur notre territoire, sous quelque forme que ce soit : à tout statut our déborderait le cadre des accords d'armistice, à toute concession d'ordre économique ou commercial et à toute restrictian aux activités politiques da l'O.L.P. J'ai dit au président Gemayel, lors de la récente audience qu'il m'a accordée, que notre intérêt national exige que nous ne consentions aucun privilège à Israel, car nous serions obligés d'en faire autant à la Syrie. » Le président Gernayel, assure-t-on dans les milieux officiels à Damas, partagerait le point de vue du chef communiste.

 La < carte > palestinienne → le gouvernement de Dames et l'O.L.P. soutiennerit que leurs intérêts ne se confordent pas au Liban, ce qui est vrai, et qu'ils entendent négocier avec Beyrouth indépendemment l'un de l'autre, M. Ahmad Iskandar, le ministre syrien de l'information, nous a déclaré : « Nous ne pouvons pas parler au nom des Pelestiniens, mais il va de soi que la géopolique et les renons avec l'O.L.P. et le peuple libenais nous autorisem à jouer un rôle positif dans les pourparlers qui s'engageront ntre les deux parties. 3 A contrario, peut-on conclure, Damas pourrait jouer aussi, si besoin est, un rôle négatif.

Les conditions

d'Abou Jihad

Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des forces palestiniennes unifiées, pose, lui aussi, des conditions eu retrait des fedavin - une di-

Brésil

zaine de milliers - du Liban. e Nous ne quitterons pas ce pays, nous a-t-il déclare, avant d'avoir assuré aux cing cent mille Palestinians qui y vivent la sécurité physique et matérielle. Ils sont actuellement traités

d'una manière inhumaina, pouris, internés arbitrairement ou empêchés de travailler et de se déplacer. Nos frères sont aystématiquement persécutés tant par l'armée régulière que par les Forçes libanaises. Nous sommes déterminés à défendre l'existence de notre peuple au Liben. Il a'y trouve depuis 1948, bien avant l'entrée des forces de Damas. Il n'y a dès lors aucune comparaison possible entre la présence militaire syrienne et la nôtre. »

■ La e carta » sacustionno -

Tant I'O.L.P. que la Syrie voient dans la solidarité manifestée par l'Arabie Saoudite un élément capital. Les visites entreprises recomment à Ryad par Abou Jihad et par M. Abdel Haim Khaddem, le chef de la diplomatie de Damas, avaient pour principal objectif de s'assurer le soutian du royaume wahabits. Celui-ci finance en grande partie les trésoreries painienne et syrienne. D'autre pert, l'opposition de Ryad à un éventuel accord israelo-libanais pourrait être décisive. La plupart des autre Etats arabes suivront sana doute l'exemple de l'Arabie Saoudite et pourraient mettre le Liban en quarantaine, comme cela a été le cas de l'Egypta après la paix séparée conclue entra Le Caire et Jerusalem. Avec cette différence essentielle que la Liben pourrait difficilement aurvivre économiquement s'il devait être coupé de son arrière-pays arabe,

ERIC ROULEAU.

Décision difficile à Jérusalem

(Suite de la première page.) Durant toute la journée de jeudi, les dirigeants israéliens ont tenté d'abtenir des - éclaircissements - de la part de M. Shultz, ce qui signifie qu'ils ont surtout cherché à désendre le statut du commandant Saad Haddad, fidèle allié d'Israël que M. Begin ne veut pas donner l'impression d'abandonner, et à préserver le droit pour l'armée israélienne de continuer d'effectuer des patrouilles au Sud-Liban.

Dans les milieux de la majorité et de l'opposition, les Israeliens se montrent désabusés, d'autant plus qu'ils pensent que la - difficile - et pénible - décision du gouverne ment pourrait n'avoir finalement aucun effet si les Syriens refusaient, pour leur part, de se replier, blo-quant ainsi tont le processus. C'est la raison pour laquelle certains mi-nistres préféraient reporter leur réponse après le voyage de M. Shultz à Damas. Le président de la com-mission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, M. Eliaboo ben Elissar, exprimait, vendredi matin, un sentiment largement partagé à Jérusalem en déclarant ; · Nous sommes très près d'un accord avec le Liban, mois les problèmes sont loin d'eire résolus, car taux dépend de l'attitude de

FRANCIS CORNU.

Le nouveau président de l'Etat d'Israel, M. Haim Herzog, à prêté serment jeudi soir devant la Knesset, devenant le sixième président de l'Etat hébreu depuis sa création en 1948, M. Herzog (soixante-cino ans), a juré fidélité à l'Etat d'Israël et à ses lois devant le Parlement et le corps diplomatique, au premier rang duquel figurait le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. -(A.F.P.)

Le bombardement de Beyrouth a fait cinq morts et trente blessés

De notre correspondant

les milices chrétiennes et druzes combats suspendus en février sous l'égide de l'armée israélienne qui occupe le terrain. - le pilongage de Beyrouth de jeudi a atteint le secteur chrétien de la captiale et sa banlieue, frôlant le secteur musulman au niveau de l'ancienne ligne de démarcation près du musée où est postée une partie du contingent français de la force multinationale autour de la résidence de l'ambassadeur de France.

Surprenant les automobilistes et les passants en pleine rue, à une heure de grande afflueuce, le bombardement a fait cinq morts et trente blessés parmi la population, qui, cette fois, n'avait pas été alertée par les lignes avant-coureurs habi-

La localisation des points de départ des tirs, à laquelle a participé un bélicoptère des - marines - américains de la force multinationale, a été indiquée par la radio officielle libanaise. Elle ne laisse pas de doute sur leur origine ; l'armée syrienne qui tient encore des positions dans la montagne est impliquée, en effet, dans trois sources de tir sur quatre (Dhour Choucir, Arbanich, Salima), la quatrième (Maaroufieh) se trouvant dans une zone tenue par la milice druze mais en terrain conquis par Israel, Radio-Liban n'a pas hésité à qualifier ces bombardoments - d'escalade politique coincidant avec les efforts du Liban pour assurer le retrait des forces étrangeres de son territoire »...

Les forces libanaises accusent la Syric · d'empêcher un tel occord par des opérations militaires ».

Beyrouth. - Précède par une re- mettant à exécution les menaces imprise de combats en montagne entre plicites dont étaient assorties les · conditions rédhibitoires » posées à ce sujet.

> Damas a donc rappele que Beyrouth était toujours à portée de ses canons et qu'il serait vain de voloir l'ignorer dans tout arrangement concernant le Liban. Les Etats-Unis pouvant difficilement - lächer - Israel sur la syrie dans la conjoncture actuelle et M. Begin n'ayant, de surcroît, pas de raisons de servir la politique d'un allié américain dont l'attitude actuelle l'irrite vivement Le président Assad pouvait donc se permettre un tel - rappel à l'ordre presqu'impunément

Dans ces conditions, les chances de la mission du secrétaire d'Etat américain, M. Sbultz, en vue de la conclusion d'un accord israélolibanais paraissent se tèduire. M. Shultz ne sait visiblement plus s'il doit afficher l'optimisme dont il a fait montre au début de son vnyage au Proche-Orient, Israel, pour sa part, a beau jeu d'annoncer un accord imminent, ce qui laisse sous-entendre que le gouvernement Begin le savorise, sans en réalité assouplir sa position.

La Syrie s'étant bruyamment manifestée à la veille de l'arrivée de M. Shultz à Damas, nù il est théoriquement attendu samedi, la confusion est plus grande que jamais sur l'issue des pourparlers en cours, dont on n'attendait dejà, au mieux, qu'une sorte de protocole ressem-blant plus à une déclaration d'intentions qu'à un règlement en bonne et due forme et destiné à donner une petite satisfaction à Washington,

LUCIEN GEORGE.

Iran

L'U.R.S.S. proteste vivement contre l'expulsion de ses diplomates

l'expulsion, mercredi, d'un « groupe de diplomates » soviétiques d'Iran pour . espionnage . et . intervention dans les offaires intérieures de l'Iran ..

L'agence Tass qualifie ces me-sures d'expulsion d' « action arbitraire et sans fondement ». Elle ajoute: « Ce sont des agents étran-gers en Iran qui ont fabriqué des faux afin d'opposer l'U.R.S.S. d l'Iran »

Selon l'agence soviétique, aucun des membres du parti Toudeb n'a jamais occupé de - postes de responsabilité - dans les organes de l'armée ou de l'administration de Téhéran. L'agence Tass dénonce enfin les méthodes de la police ira-

L'U.R.S.S. a élevé, jeudi 5 mai, nienne - héritées de lo SAVAK une « vigoureuse protestation » au- pour arracher aux membres du Tou-I'U.R.S.S. ..

> Parmi les dix-huit diplomates so victiques expulsés figurent MM. Anatoli Katchekov et Nicolas Kozirof, ministres coaseillers, qua tre premiers secrétaires, l'attaché militaire, le colonel Evgeni Khrisa nov et ses deux adjoints, le colone Andrer Verbonof et le major Alexandre Panfilov, ainsi que le consul à 1s pahan, M. Malkaf Altinov.

Selon le journal Keyhon, une pe tite manifestation a en lien, dans la nuit de mercredi à jeudi, devant l'ambassade d'U.R.S.S., les manifestants réclamant l' - expulsion des espions etrongers - et l' - exécution des espions du Toudeh ». -

Le Koweït négocie à Paris l'achat d'hélicoptères lance-missiles Exocet

regagner son pays, jeudi soir 5 mai. Premier dirigeant koweitien à effectuer une visite officielle en France depuis le 10 mai 1981, le ministre, accompagné d'une vingtaine d'offieiers, a visité le Cenure opérationnel de la défense aérienne de Taverny (Val-d'Oise). Son sejour en France confirme la relance de la coopération bilatérale amprece par M. Claude Cheysson lorsqu'il s'était rendu, en novembre, dans l'emirat, qui abservait une prudente réserve depuis l'arrivée de la gauche au pou-

Dès le mois de décembre, les deux complément de formation de pilotes de Mirago-1 - le Kowelt possède déjà vingt avions de ce modèle sortis des écoles américaines. Déjà quatre d'entre eux se sont entraînés au combat au sein des forces acriennes françaises. En février, le Komissiles air-air Matra Super-530 d'une valeur de 2,7 milliards de francs (le Monde des 18 janvier et 26 fevrier) et une trentaine de transports de chars. L'émirat envisage d'aebeter six hélicoptères Super-Puma equipés de missiles air-surface Exocet d'une valeur de 700 millions de francs.

 Mes officiers som très satisfoits du matériel français. Il est exceltrois jours. Nous envisageons d'outres commandes, notamment dons le domoine de l'artillerie -, nous a tres projets, figure la possibilité d'un entraînement au combat des pilotes d'hélicoptères et la formation de techniciens (mécaniciens, spécialistes de radars, etc.) par un I.U.T. (institut universitaire de technologie), où sont déjà inscrits des Irakiens et des Syriens, Enfin. Thomson C.S.F. est en competition avec la firme américaine Hughes pour assurer la converture radar de l'émirat.

- Je suis très satisfoit de mes en- rapporté quelque 8 milliards de doltretiens avec le premier ministre. lars; les investissements kowcitiens M. Pierre Mouroy, et avec mon col- à l'étranger (70 milliards de doilègue. M. Charles Hernu, ainsi que lars), principalement aux Etatsde lo chaleur de l'accueil qui m'o Unis et en Grande-Bretagne, assu-été rèservé... nous a déclaré Cheikb rent des rentrées de l'ordre de Salem al Sabah al Salem, ministre 8 milliards de dollars. L'émirat sode la désense du k'owest, avant de rait prêt à accroître ses investissements en France, en particulier dans les secteurs industriels susceptibles d'intéresser le Golfe (petrochimie, informatique, robotique, etc.).

Je suis persuode que les relations biloterales se renforcerons dons les différents domaines. Les nouvelles possibilités pourront être explorées lorsque votre ministre de l'économie, M. Delors, viendra à l'outomne, d Koweit, pour la rèunion de la commission mixte de coopération -, a affirmé Cheikh Salem. Actuellement, la France est le sixième partenaire du Kowest après le Japon, les Etats-Unis, la R.F.A., pays ont signe un accord pout un l'Italie et la Grande-Bretagne, mais elle vient lain derrière eux avec 2 milliards de francs d'exportations (produits alimentaires, chimiques, électriques, objets de luxe) soit autant qu'avec Israel, le Liban, la Jordanie. La balance est excédentaire en faveur de la France avec 750 milwell a commandé douze nouveaux lions de francs d'importations. A intercepteurs Mirage F-1 équipès de Paris, un constate, pour le déplurer, que le C.N.P.F., tout en se plaignant des difficultés que rencontrent les industriels français, n'a jamais envoyé de délégation dans l'émirat et n'a guère fait d'efforts pour conquèrir ce marché.

Sur le plan politique, le ministre a procede avec ses interlocuteurs à un vaste tour d'horizon, mais a surtout parlé du conflit du Proche-Orient et de la guerre du Golfe. Il s'est félielté lem. Ils ont été très intéresses par ce de - la grande compréhension moniqu'ils ant vu. Ils vont rester encore festée par lo France à l'égard de lo justesse de lo cause palestinienne . et des activités qu'elle déploie pour favoriser une solution. Il a egaleencore dit le cheikh. Parmi les au- ment exprime le vœu que Paris appuie les initiatives . pour arrêter les combats entre l'Irak et l'Iran ».

PAUL BALTA.

Le Monde REALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION **HEBDOMADAIRE** ment destinée à ses lecteurs résident à l'étranger

Exemplaires specimen sur demande

• LE GOUVERNEMENT BRÉ-■ PROTESTATION. - Dans un SILIEN a séverement critiqué le communiqué diffusé, jeudi 5 mai, M. De Almeida, ambassadeur à ieudi 5 mai les dirigeants libyens pour leur attitude dans l'affaire Paris, s'est élevé contre le séjour de la saisie d'armes et de munidans les maquis de l'UNITA de tions, la semaine dernière, à bord journalistes de TF 1 et de Francede quatre avions-cargos libvens qui faissient une escale technique Médecins sans frontières, qui ont en territoire brésilien. Le gouverpu rencontrer les captifs tchécosnement de Tripoli a fait savoir lovaques du mouvement de M. Savimbi (le Monde du qu'il n'acceptait pas le plan brésien de renvoyer la cargaison en 6 mai). - Ces journalistes et ces Libye par la voie maritime et qu'elle devait être renvoyée à sud-africains, qui continuent à soutenir M. Savimbi », écrit le bord des quatre appareils libyens. Le ministère brésilien des afdiplomate, qui leur reproche d'avoir pénétré « illégalement en faires étrangères déclare que . le Brésil rejette toute tentative de leur disposition - par Prétoria. droit souverain d'appliquer lo loi M. De Almeida ne mentionne pas sur son territoire ». - (A.F.P.) Chili Presse, seni journaliste occidental

 SEPT CENTS PERSONNES ONT ETE ARRETEES au Chili depuis le début de l'année, a affirmé, jeudi 5 mai è Santiago, la commission chilienne des droits de l'homme. Le pays connaît une violence croissante, comme en témoisnent les nombreuses arrestations d'opposants, les plaintes de tortures et les morts au cours d'affrontements, a déclaré la

Etats-Unis

. LA LUTTE CONTRE L'ES-PIONNAGE MILITARO-INDUSTRIEL - - Toute per-

sonne saupconnée de vouloir se rendre aux Etats-Unis pour cherher d obsenir illegalement de lo hange technologie oméricaine se verro désarmais refuser un viso ., a déclaré jeudi 5 mai M. William Schneider, snus-secrétaire d'État pour l'aide à la sécurité, la science et la technologie. Les consulats américains not reca l'ordre d'examiner avec plus de vigilance les demandes de visa émanant de . pays du bloc commuriste ». Les États-Unis veulent également empêcher ces pays d'acquérir de la technologie réricaine par l'intermédiaire des compagnies fictives qu'ils ont créées, notamment en Europe de l'Ouest, a précise M. Schneider. - (A.F.P.)

Ethiopie

• UN SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE de deux ans. précédé d'une période de formation de six mois, a été décrété, jeudi 5 mai, par la junte militaire au pouvoir à Addis-Abeba. Tous les Ethiopiens agés de dix-huit à trente ans sont concernés et seront maintenus dans la réserve jusqu'à l'age de cinquante ans. -(A.F.P.)

Guatemala

• DES HOMMES ARMÉS ont enlevé un professeur d'université, M. Joaquin Gutierrez et une secrétaire de l'université de San Carlos, More Villasenor, a annoncé mercredi 4 mai, M. Meyer,

président de l'université. Selon Amnesty International les forces de sécurité out intensifié leur répression, les enseignants étant particulièrement visés.

Irlande du Nord

. M. JAMES PRIOR, secrétaira d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, est arrivé, jeudi 5 mai, à Duhlin, nu il doit s'entreteni avec le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Barry, et le premier ministre, M. FitzGerald De violents incidents out par ailleurs opposé, le même jour, de jeunes manifestants aux forces de l'ardre à Londonderry et à Belfast, à l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de Bohhy Sands, premier des dix militants de l'IRA à avoir succombé aux grèves de la faim entreprises avant mai et octobre 1981 par les

A L'ISSUE DU DÉPOUILLE-MENT DES VOTES DES POR-TUGAIS ÉMIGRÉS achevé jendi 5 mai à Lisbonne, le P.S. sera représenté dans le nouveau Parlement par cent députés sur un total de deux cent cinquente, le P.S.D. par soixante-quinze, le P.C. par quarante-quatre et le C.D.S. par trente. Les deux cent mille Portugais électeurs résidant à l'étranger ont élus un député du P.S. et un autre du P.S.D., pour l'Europe, et deux autres, un du P.S.D. et un du C.S.D., hors d'Europe. - (.4.F.P.)

Portugal

Sur le plan économique, le Koweii ne dépend plus qu'à 50 % de sa production petrolière: celle-ci est tombée de 127 millions de tonnes, en 1979, à 40 millions, ca 1982, et a

Grande-Bretagne

Les conservateurs remportent les élections locales

qui ont eu lieu jeudi 5 mai dans toutes les circonscriptions d'Angleterre et du Pays de Galles, à l'exceptinn de Londres, n'ant pas apporté tinn de Londres, n'ant pas apporte l'enseignement évident qu'attendaient les états-majors politiques. Les deux grands partis équilibrent leurs gains et leurs peries. L'Alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates est cependant la grande vaincue de la consultation.

Il était généralement admis que le résultat de ces élections locales joue-rait un rôle déterminant dans la décision de M™ Thatcher de provo-quer, nu non, des législatives des le mnis prochain. Le premier ministre devait particulièrement examiner trois facteurs : l'écart global entre les conservateurs et les travaillistes; les résultats de l'Alliance dans le sud-est de l'Angleterre; la teune de son parti dans les Midlands, où le taux de chimage est très élevé (16,5 % de la population active).

Selon nne extrapolatinn de la B.B.C., effectuée à partir des votes réels dans treize circonscriptions marginales, tenant compte du nou-veau découpage électoral et des différences de comportement entre consultations locales et générales, la différence nationale entre les deux grands partis ne serait que de 6 à 7 points. Cest assez pour assurer à Me Thatcher une confortable majoDe notra correspondant

mais c'est moins que ne semblaient l'indiquer les derniers sondages. Et c'est une différence qui peut être comblée par l'opposition au cours d'une campagne électriale.

Sur le deuxième point cependant, les conservateurs peuvent être tranquilles. L'Alliance ne parvient pas à rompre leur tête-à-tête avec les travaillistes. Elle obtient en moyenne un peu plus de 20 % des suffrages, également répartis dans tout le pays. ce qui signifie que, avec le système uninominal majoritaire à un tour, elle peut recueillir à des élections générales un nombre substantiel de votes mais très peu de sièges. En général, les libéraux résistent mieux que le nnuveau parti sneial-démocrate, qui subit un véritable échec. Ils perdent cependant le contrôle de la municipalité de Livespool où ils régnaient depuis dix ans, avec une majorité relative, au profit du Labour.

Birmingham et Cardiff

Eufin, dans les Midlands, les conservateurs résistent bien. Ils gardeot le contrôle de Birmingham, gagné l'année dernière à l'occasion d'une élection partielle. Au Pays de Galles, ils enlèvent Cardiff. Pour un parti aux affaires depuis quatre ans

dans une période de crise, alors que dans les grandes démocraties occidentales l'usure du pouvoir a frappé toutes les formations dirigeantes, la performance est encourageante.

Quelle leçon Me Tarcher en tirera-t-elle? - Les élections locales sont un des facteurs de la décision. mais pas le facteur décisif .. a dé-elaré M. Cecil Parkinson, président dn parti conservateur et proche collaborateur du premier ministre. Si elle soubaite repousser les élections générales jusqu'en octobre prochain, ou même en mai 1984, M= Thatcher ne manquera pas d'arguments pour résister à la pression de ses amis – qui était devenue, ces derniers jours, pratiquement irrésistible - en faveur d'une consultation dès le mois prochain.

Dans la mesure où le Labour améfiore sa position, il est peut-être plus sage cependant pour les conservateurs de ne pas attendre qu'il ait re-gagné tout le terrain perdu. Le pre-mier ministre réunit à la fin de la semaine ses plus proches conseillers dans sa résidence de campagne des Chequers. M. Thatcher devrait annnneer rapidement sa décision. quelle qu'elle soit, pour que la Grande-Bretagne ne continue pas de vivre encore durant des mois dans la

DANIEL VERNET.

Finlande

M. Sorsa a formé un gouvernement centre-gauche avec participation du parti rural

Helsinki. - Le président Koïvisto nommé, ce vendredi 6 mai, le quatrième gouvernement, que dirigera M. Kalevi Sorsa, président du parti social-démocrate et chef du cabinet sortant. Ce nouvean cabinet de centre-gauche, soutenn à la Chambre issue du serutin des 20 et 21 mars par une majorité de 123 dé-putés sur 200, comprendra, pour la première fois depuis sa fondation en 1958, le parti rural (populiste), qui a enregistré des gains importants aux dernières élections. Son président, M. Pekka Vennamo, sera chargé des questions budgétaires, alors que M. Urho Leppänen s'occu-pera de l'emploi, deux domaines où cette formation a promis monts et merveilles à ses électeurs.

Le rapport des forces entre les formations dites - bourgeoises - et le parti social-démocrate reste inchangé. Celui-ci conserve 8 portefenilles alors que les trois formations

de la famille centriste s'en partagent 9 : parti du centre (5), parti suédois (2) et parti rural (2). Le parti de M. Sorsa, première formation da pays, contrôle la plu-part des portefeuilles qui comptent ; le commerce extérieur, l'environne-

ment et les communications (deux

domaines dont l'importance va gran-

Da notre correspondant

dissant), l'éducation et l'intérieur. A noter l'entrée un gouvernement de M. Seppo Lindblom, directeur de la Banque de Finlande et ami personnel dn ebef de l'Etat, qui prend la tête du ministère du commerce et de l'industrie.

Le parti du centre, qui conserve les finances, a réussi à arracher an parti suédois les affaires étrangères pour son jeune président, M. Paavo Väyrynen. Il a ainsi un poste en vae, même si la diplomatie reste le domaine réservé du président de la Ré-

Ouojone l'entrée du parti rural ait beaucoup surpris et continue à susciter beaucoup d'interrogations, l'événement on soi a été favorablement accueilli dans l'opinion et a créé un climat politique serein. Certains y voient un « retour au parlementa-risme pur « dont est crédité l'actuel chef de l'Etat, lequel ne tente pas, comme son prédécesseur, d'intervenir dans le jeu démocratique. Différents commentateurs et hommes politiques, à commencer par M. Sorsa lui-même, rappellent uvec satisfaction que les partis composant le goument sont ceux qui sont sortis vainqueurs du dernier scrutin. sociunx-democrates et raranx en

Tel u'a pas toujours été le cas : en dépit de ses succès électoraux du début des années 70, le parti rural, dont le fondateur, M. Veikko Vennamo, u toujours été faronchement opposé à M. Kekkonen, a été systématiquement écarté du pouvoir. Son président actuel, M. Pekka Vennamo, beaucoup plus modéré que son père, bénéficie d'un courant de sympathie dans l'opinion. Il avait eu, l'an dernier, la bonne idée de domer un coup de gomme sur le passe en soutenant la candidature de M. Koïvisto à la présidence de la

Le long programme gouverne-mental, plutôt vague, comporte no-tamment la promesse d'une réforme

de la procedure d'élection du prési-dent de la République. Le système de suffrage indirect (élection d'un collège de trois cent an grands électeurs, qui élisent à leur tour le chef de l'Etat) ne satisfait plus l'opinion. qui revendique le droit d'élire le pré sident de la République sans avoir à passer par des intermédiaires.

PAUL PARANT.

Le nouveau cabinet Premier ministre: M. Kalevi

Sorsa (soc. dem.): Ministres:

- Affaires étrangères : M. Paavo Väyrynen (centre); - Commerce extérieur : M. Jermu Laine (soc. dém.) ;

- Justice: M. Christoffer Taxeil (suédois) : - Intérieur : M. Matti Luttiner

(soc. dém.) : - Environnement: M. Matti Ahde (soc. dem.);

 Defense: M. Veikko Pihlaja māki (centre); - Finances: M. Ahti Pekkala (centre):

Deuxième ministre des sinances (fiscalité): M. Pekka Vennamo (raral); - Education: Mar Kaarina Suomo (soc. dem.);

Deuxième ministre de l'éducatian (culture): M. Gastav Björkstrand (suédois):

- Agriculture et splviculture: M. Toivo Ylajārvi (centre); - Communications: M. Matti Puhakka (soc. dem.);

- Cammerce et industrie: M. Seppo Lindblom (soc. dém.); - Affaires sociales et santé: M= Eeva Kuuskoski-Vikatmaa (centre):

Deuxième ministre des affaires sociales et de la sante: M= Vappu Taipale (soc. dem.); - Travail: M. Urbo Leppanen (rural).

Pologne

L'épiscopat demande le rétablissement des libertés

(Suite de la première page.) Cela posé comme altant de soi, les

évêques enchaînent : c Dans l'esprit de cet espoir, ont devrait s'attendre à la levée de l'état de guerre ; au rétablissement de toutes les libertés civiles ; à la libération des prisonniers condamnés par suite de l'instauracondamnes par sume de l'instaura-tion de l'état de guerre ; à l'amnistie des actes considérés par le loi, au re-gard de l'état de guerre, comme transgressant l'ordre juridique, et à la restitution, de leur poste de travail aux personnes licanciées en raison de

Après avoir, bonne manière pour les autorités, appelé à une « respon-sabilité pour la bien commun afin de surmonter - pour se paix intérieure (...) - les différentes crises du pays », l'épiscopat insiste, toujours comme si cela alleit sans dire mais mieux encore en le disant, sur le pleine liberté qui devrait entourer le visite.

« Les évêques » est-il écrit, expriment la conviction que (...) topus les fidèles désirant participer aux ren-contres avec le Saint-Pére pourront le faire, non seulement sans obsta-cle, mais aussi dans des conditions dignes d'un événement si important. Nous nous attendons donc à ce que les autorités administratives, les entreprises et les écoles permettent à leurs amployés ainsi qu'aux jeunes et aux enfants de participer (...) à toutes les rencontres avec le chef de l'Église. » L'épiscopet, c'est bien naturel, invite enfin les fidèles à pertici-per « dans la plus grand nombre pos-sible » aux cérémonies que présidera

Le refus du pouvoir

Pas plus que le succès des dernières manifestations organisées par Solidarité, cette prise de position de l'épiscopat n'ébraniera la refus d'ouverture du pouvoir. Mardi, le porte-parole du gouvernement avait déjà, faisant état de la demande de Jean-Paul II, déclaré que les autorités n'envisageeient pas d'arnnistie pour l'instant. Il serait melheureusement surprenent qu'elles changent mainte-nant d'attitude. Le moins qu'on puisse dire pourtant est qu'elles se retrouvrent sujourd'hui, de la lettre pontificale au communiqué épiscopal en passant par les manifestations syndicales, dans une situation politique autrement moins confortable que cege du elles out courne de noveu-Durant cette période, celle de la

Durant catte ponode, calle de la négociation de la viste pontificale en-re l'Église et l'État, le primat, condannant fermement toute mani-festation, avait nettement pris ses distances, non seulement avec la clandestinité, mais aussi avec la Mélon de Schiebett M. Walesa; et Soliderité avait subi

essuyé le défi de la rencontre secrète entre M. Welesa et les dingeants clandestins du syndicat ; le primat, qui a reçu la 17 avril le président de Solidarité, s'est gardé de condamner les appels aux manifestations du 1º mai, et ses homélies se font régulièrement, depuis trois semaines,

T-100

plus critiques envers le pouvoir. On dit maintenant que l'épiscopat pourrait bientôt presser, plus explici-tement encore, les autorités de rouvrir un dialogue véritable. Les opposi-tions, reconnues (l'Église), à peine tolérées (M. Walesa) ou pourchassées (la clandestinitá), font ainsi converger, checune de leur place, les pressions sur le pouvoir. Tout cela n'est cortainement pas étranger à la violente intrusion mardi (le Monde du 6 mai) de « voyous » inconnus dans l'église Saint-Martin de Varsovie. dont le recteur est un ami personnel

La partie se serre, et ses arrièreplans, faits d'audaces et de prudents infléchissements, modifient la pers-pective de la visite pontificale. Jean-Paul II n'aura plus, en effet, en s'adressent à ses competriotes, à lever l'ambiguité initiale : il n'aura à parler à tous que de pardon et de

BERNARD GUETTA.

Union soviétique

M. TCHERNENKO SOUFFRE D'UNE PNEUMONIE

Moscou (A.P.). - M. Constantin Tchernenko, qui passe pour être le rival numéro un de M. Youri Andropov, secrétaire général du P.C.U.S. a une pueumonie, ont annoncé jeudi 5 mai ses services, confirmant ainsi les informations données antérieure ment de sources soviétiques sur a neuf jours, en réponse à des de-mandes semblables de renseigne-ments, il uvait été répondu que M. Tchernenko avait été « légère-ment eurhumé » et qu'il se remet-tait. Il avait été ajouté qu'il repren-latir drait prochainement ses activités. M. Tchernenko n'a plus été vu en public depuis plus d'un mois. Il u été notamment absent à quatre cérémonotamment absent à quatre cerémo-nies importantes, ce qui a donné lieu à des spéculations quant à sa situa-tion. Il n'a pas assisté aux cérémo-nies du le mai, sur la place Rouge. Néanmoins, son portrait figurait avec celm des autres membres du bureau politique. Il était aussi absent lors du voyage à Moscon de M. Honecker, le dirigeant communiste est-allemend, mais il continue un échec en appelant à une grève le de signer les nécrologies, avec d'an-10 novembre. Depuis, la pouvoir a tres membres du bureau politique.

rité dans le prochain Parlement, **AMERIQUES**

Le Nicaragua demande une nouvelle réunion du Conseil de sécurité des Nations unies

La situation continue de se dégrader à la frontière du Houduras et du Nicaragua, où les affrontements armés se multiplient. Le gouvernement de Managua a demandé une nouvelle réunion urgente du Couseil de sécurité des Nations unies. Cette réuniou pourrait avoir lieu samedi 7 ou dimanche 8 mai. La tension est également vive à la frontière méridionale du Nicaragua. Les commandes antisandinistes, dirigés par M. Eden Pastora, affirment avoir engagé des actions armées dans le sud du Nicaragus. Le gouvernement du Costs Rica u officiellement demandé, jeudi, l'envoi d'une force de paix de l'Organisation des Etats américains pour surveiller sa frontière avec le Nicaragua. Enfin, on affirme de source militaire que des troupes salvadoriennes et honduriennes, agissant de Marti de libération nationale à la frontière près des pouts récommen détraits par la guérilla.

De notre correspondante

New-York. - Revenant d'un voyage de cinq semaines, qui l'a mené dans les principaux pays européens, le secrétaire général des Nutions unies, M. Perez de Cuellar, a eu, pour la première fois depuis le début de son mandat, il y a deux ans, quelques échanges difficiles

Interrogé à plusieurs reprises sur sa - discrétion » à l'égard des drames qui se déroulent en Amérique latine, le secrétaire général, qui est péruvien, est resté vague. Comme on lui faisait remarquer qu'il avait été beaucoup plus prolixe sur la cinquantaine de morts de l'ambassade américaine de Beyrouth one sur les vingt mille « disparitions » admises par le gouverne-ment argentin, M. Perez de Cuellar - qui s'était déclare mercredi - très déçu » par les conclusions de l'enquête argentine - a fait valoir que sa situation ini commandait d'observer, à l'égard de Buenos-Aires, un ton plus mesuré que celui des représentants de gouvernements souverains comme la France ou l'Italie.

A propos du débat sur le Nicaragua au Conseil de sécurité, qui s'est prolongé, le mois dernier, pendant près de deux semaines sans pouvoir parvenir à une résolution, menacant ainsi de transformer, selon plusieurs velle Assemblée générale », le secrétaire général s'est contenté de trouver la comparaison - intéressante -. Dans son premier rapport annuel, à l'automne dernier, M. Perez de Cuellar avait souligné l'« usure» votes répétés de résolutions généra-lement non suivies d'effet.) Comme on lui demandait pourquoi il n'envisageait pas de faire, en Amérique centrale, une tournée d'information semblable à celle qu'il avait faite, à la fin de 1982, en Afrique, le secrétaire général a laissé entendre qu'il

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

LIBELLA

12, rue Seint-Louis-en-l'Ile, PARIS-4

pourrait, éventuellement, se rendre dans cette région si son voyage pouvait être de quelque utilité.

A l'issue du long et tumnitueux débat sur le Nicaragua, le représentant permanent du Royaume-Uni, qui présidait le Conseil de sécurité. avait suggéré de charger M. Perez de Cuellar d'une mission de bons offices auprès des différentes parties intéressées par le conflit. Suggestion suivie d'aucun effet, les Etats-Unis s'étant, disait-on dans les couloirs. opposés à une telle initiative.

L'affaire va sans doute rebondir : on a appris, jeudi soir, que le Nica-ragua a demandé une nouvelle réunion d'urgence du Conseil de sécurité et que le ministre des affaires étrangères de Managua, le Père Miguel d'Escoto, est attendu à New-York.

Concernant les rumeurs selon lesquelles la conférence sur la Pales-tine, prévue en anût prochain à Paris, pourrait être repoussée d'un an, le secrétaire général u indiqué que, e d sa connaissance, aucune mesure n'avait été prise pour en changer la date ou le lieu par l'Assemblée générale des Nations unies ». La tenue de cette conférence avait, en effet, été décidée à l'antomne dernier par un vote de l'Assemblée générale de l'ONU.

NICOLE BERNHEIM

· Le carrespondant au Honduras de l'agence de presse améri-caine United Press International (UPI) a été expulsé le jeudi 5 mai. M. John Lantigua a été accusé de travailler en violation des lois honduriennes sur la presse. Le responsable de l'immigration a affirmé qu'il travaillait sans être titulaire du permis délivré par le ministère hoodurien du travail. M. Lantigua était corres pondant au Honduras depuis août 1982. Il est le premier journaliste étranger expulsé par l'actuel gouver nement hondurien. - (A.F.P.)

· Une centaine de personnes, parmi lesquelles M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'As-semblée nationale, ont manifesté, jeudi 5 mai, devant l'ambassade d'Argentine à Paris, réciamant des explications sur le sort des disparus argentins. Une délégation de parlementaires socialistes a remis à l'ambassade un texte réclamant notamment la comparutinn devant la justice des responsables de ces dis-Tél: 326-51-09 paritions. - (A.F.P.)

ASIE

Afghanistan

« Personne ne peut nous imposer le retrait des forces soviétiques »

affirme le premier ministre

Kaboni (A.F.P.). - Aucun calendrier pour un éventuel retrait soviétique d'Afghanistan u'est en cours de discussion, et la présence de troupes soviétiques dans ce pays n'est en aucun cas négociable, car elle relève exclusivement de Moscon et de Kaboul, a déclaré le premier ministre afghan sultan Ali Kesht-

mand, dans une interview à Kaboul. Au cours de cet entretien accordé mardi dernier 3 mai à l'A.F.P. et à France-Inter, M. Keshtmand a ainsi contredit les déclarations pakistanaises, faites le mois dernier à Genève - où se déroulaient des négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad sous l'égide de l'ONU. selon lesquelles un calendrier en vue du retrait des troupes soviétiques

était en cours de discussion. Le premier ministre afghan u réaffirmé qu'un tel retrait u'était pas prévisible « tant que durerait l'ingérence de l'impérialisme - dans les affaires afghanes. Sultan Ali Keshtmand a, en outre, exclu toute participation des réfugiés afghans aux négociations afghunn-

pakistanaises de Genève. « Personne ne peut nous imposer le retrait des forces soviétiques », at-il ajouté, soulignant le fait qu'aucune pression extérieure n'aurait de répercussions sur la présence des So-viétiques sur le sol alghan, cette présence étant le fruit d'un - contrat » entre les deux pays. En tout état de cause, u-t-on appris de source infor-mée à Kaboul, les autorités afghanes n'accordent qu'un intérêt tout relatif aux népociations indirectes de Genève, qui doivent reprendre prochai-

M. Keshtmand refuse d'autre part de dramatiser la « fulte des cer-veaux » que comaît l'Afghanistan depuis l'intervention soviétique en décembre 1979. Les Afghans, qui sont partis, dit-il, - défendaient leur

seul intérêt et étaient inefficaces. Qu'ils partent. Nous formons d'au-tres cadres «.

Interrogés sur l'assise populaire de son gouvernement, M. Kesht-mand affirme qu'il a «créé des bases solides dans les provinces»; aloutant qu'il s'a processus à long terme ». Selon lui, les autorités afghanes contrôlent le pays et parviendraient à maintenir ce contrôle même si les troupes soviétiques quittaient l'Afghanistan.

Interrogé sur les relations franco afghanes, M. Keshtmand a déclaré : Nous attendions des socialistes une position plus réaliste concernant l'Afghanistan et, de la part du président François Mitterrand, un autre point de vue. Mais nous ne sommes pas très déçus. »

M. Keshtmand a en outre indiqué

que Kaboul tiendrait compte, pour

décider d'une éventuelle libération du docteur Philippe Augoyard, le médecin français condamné en mars dernier à huit ans de prison, du fait que, selon hui, • la France a une po-sition différente (vis-à-vis de l'Af-ghanistan) de celle des autres pays occidentaux ». La libération du docteur Au-

goyard interviendra « dans peu de temps », sclon M. Kestmand, qui a toutefois souligné qu'aucune décision ferme n'uvait encore été prise à

[Dans une natre dépèche, Pezroyé spécial de l'A.F.P. déclare avoir appris de source sûre à Kahoul que le sort du doctour Angoyard dépend exemtielle-ment des Soviétiques. Selon cette tource, écrit-il, la libération du médecin source, ecra-is, in interation on menecim français sera d'abord décidée par les Soviétiques et non par les autorités af-ghanes. C'est également, ajoute l'en-voyé spécial de l'A.F.P., en raison de l'opposition des Soviétiques qu'il n'a pu rancontrer le docteux Augoyard.]

Les auteurs du détournement d'un avion chinois vers la Corée du Sud vont être jugés

Les autorités sud-coréennes ont annoncé, le vendredi 6 mai, que les unteurs du détournement d'un avion des lignes intérieures chinoises vers la Corée du Sad seraient jugés selon la loi internationale sur la piraterie aérienne (nos dernières éditions datées du 6 mai)

L'appareil, de type Trident, avait décollé jeudi de Shenyang, dans le nord-est de la Chine, à destination de Shangai, lorsque les pirates de l'air, an nombre de six, ont forcé la porte de la cabine de pilotage et cu-vert le fen sur les membres de l'équipage, dont deux ont été blessés. Il semble que le pilote ait alors tenté de gagner Pyong-Yang, capitale de la Corée da Nord, mais que les pirates l'aient contraint à se diriger vers le sud. Intercepté, au-dessus de la ligne de démarcation entre les deux Corées, par des chasseurs sudcoréens, il s'est finalement posé sur la piste d'une base militaire améri-

caine, à une cinquantaine de kilomètres de Sécul

De source officielle à Tokyo, on apprend que les auteurs du détourement - le premier qui ait été reussi à bord d'un appareil commer cial chinois - chercheraient à obtemir l'asile politique à Taiwan. De même source, on annonce que le gouvernement japonsis a offert sa médiation pour permettre le retour en Chine de l'avion détourné, Pékin et Séoul n'entretenant pas de relations diplomatiques.

De Pékin, cependant, le directeur général de la CAAC (Civil Aviation Administration of China), M. Shen Tu, a envoyé une note à son homolo-gue sud-coréen pour l'informer de son désir de se rendre à Séoul pour y négocier personnellement avec les antorités. Cette requête était étudiée, vendredi, par le gouvernement de Coree du Sud. - (Reuter.



Les auto es initiativ



EUROPE

Hongrie

Les autorités commencent à s'inquiéter des initiatives des intellectuels contestataires

relatifs succès économiques et la souple tolérance dont y bénéficient les intellectuels contestataires, la Hongric paraît, aujourd'hui, amorcer un durcissement à l'égard de ses opposants. On est encore très loin de la brutalité de la répression en Rou-manie et en Tehécoslovaquie, et plus loin encore des constantes vagnes d'arrestations dans la Pologne de l'état de guerre. Pour la première fois pourtant depuis 1975, six intellectuela de Budapest sont aujourd'hui inculpés de violation des lois sur la presse : ils risquent à ce titre d'être déférés devant les tribunaux pour simple délit d'opinion.

re-gauche

sur cau cality

Mage

liber:

对证 47%

M. Gabor Demszky, le plus menacé, et M. Jenő Nagy sont les res-ponsables de la maison d'éditions politables de la maison de entidona indépendante - AB, qui public, depuis un an surtout, des ouvrages refusés par les firmes officielles ou édités à l'étranger. Deux autres, MM. Miklos Haraszti et Fereuc Koszeg, comptent parmi les animateurs de la revue samizdat Beszelő (le Parloir), qui est devenue depuis plusieurs mois une tribune de discus sion de l'opposition. Le cinquième, M. Laszlo Rajk, fils d'un ancien ministre de l'intérieur exécuté en 1948 après un procès forgé de tontes ièces, tenait dans son appartement, usqu'à ce qu'elle soit récemmen fermée par les autorités, une « boutique » où chacun pouvait, une fois rer les textes diffusés clandestinement, La sixième enfin, Mª Ottilia Solt, est membre du mouvement Szeta, qui assure une assistance fi-nancière aux couches les plus déshéritées de la société. Créé par l'opposition, le mouvement a rapidem vu s'étendre son rayonnement à des milieux beaucoup plus larges.

ll s'agit donc là d'une offensive en règle qui, pour demeurer modérée, n'en marque pas moins un tournant notable dont l'origine semble triple. Première raison : la question des minorités hongroises de la Transylvanie roumaine et de Tchécoslovaquie. Brimees dans lours droits nationaux en Tehécoslovaquie, en butie à de dures discriminations en Roumanie, ces minorités bénéficient dans la population hongroise d'une sympathie marquée qu'expliquent à la fois la renaissance, en ce moment très vive dans l'ensemble de l'Europe de l'Est, des sentiments nationaux et l'hostilité qu'éprouvent les Hongrois vis-à-vis des régimes très répressifs de MM. Husak et Ceausescu.

La tension avec Bucarest

Particulièrement embarrassante pour les antorités hongroises, cette situation crée depuis plusieurs an-nées une tension latente entre Budapest et Bucarest, qui, par presse in-terposée, en sont déjà arrivées à plusieurs reprises à des polémiques publiques. Laissant s'exprimer à intervalles réguliers mais tonjours dans des limites très contrôlées les sentiments de sa population sur le sort de la minorité de Transylvanie, y l'aisant parfois hui-même allusion en termes voilés, M. Kadar a cependant voulu et su éviter que ses relations avec la Roumanie ne s'enveniment trop.

En donnant son fen vert à l'offensive contre une opposition qui s'était faite le plus actif défenseur en Hongrie des minorités de Roumanie et de Tehécoslovaquie, il est certain, dans ces conditions, que le premier

secrétaire hongrois a souhaité ne pas laisser penser à Prague et à Bucarest que qui ne dit mot consent.

Deux événements presque simultanés semblent à cet égard avoir été décisifs : l'ouverture, le 31 janvier à Bratislava, du procès d'un géologue, M. Miklos Durzy, poursuivi pour avoir diffusé des informations sur le sort de la minorité hongroise de Tchécoslovaquie, et l'interpellation, début novembre en Transylvanie, de plusieurs intellectuels d'origine hongroise accusés d'être les animateurs d'une revue samizdat. Ellenpontok (Contrepoint), qui a déjà publié buit numéros depuis sa création an printemps 1981. Dans les deux cas, s services de sécurité roumains et tchécoslovaques ont cru pouvoir conclure que ces personnalitéa avaient bénéficié de soutiens en Hongrie même, et des représenta-tions avaient en conséquence été faites à Budapest par Prague et Bucarest (1).

L'ère de l'austérité

Deuxième raison : l'arrivée au ponvoir de M. Andropov à Moscou. On ne dispose évidemment pas là d'indications précises, mais il est hautement probable que s'est ac-crue, do seul fait de l'accession au poste de premier secrétaire dn P.C. de l'ancien patron du K.G.B., l'influence, dans leurs pays respectifs, des services de sécurité des démocratics populaires qui entretiennent des relations horizontales directes avec ceux de l'Union soviétique. Dans la mesure où les services hongrois réclamaient depuis longtemps mais en vain qu'on les laissat sévir contre l'opposition, cette évolution, même minime, des équilibres in-ternes dans l'équipe dirigeante a

Troisième raison, sans doute la plus importante : les difficultés de plus en plus grandes de l'économie hongroise. Aussi longtemps que le consensus que la politique de M. Ka-dar aveit permis depuis la fin des années 60 était conforté par une constante progression du niveau de vie, les activités oppositionnelles pouvaient être tolérées sans aucun danger par un régime dont l'image de marque bénéficiait de surcroît de cette peu coûteuse souplesse.

Un projet réformiste non subversif

Aujourd'hni, les temps ont ehangé - même si les Hongrois continuent à pouvoir se procurer, sans quenes et sans peine, tous les produits alimentaires et à peu près tous les biens de consommation, à l'exception... des logements.

Dans ces conditions, les antorités, très soucieuses de prévenir un mécontentement social ouvert, out laissé se développer - le suscitant même parfois - un très large débat sur la situation économique, les remèdes à trouver, les réformes à introduire. Il est, en ce moment, possible en Hongrie de formuler librement et sans aucun danger les propositions les plus audacieuses. Deux seules limites sont posées à la discussion : le respect de l'organisa-tion politique du régime et, par conséquent, l'interdit implicite de passer des propositions individuelles à l'élaboration d'un programme soutenu par un courant ou un groupe or-

Ce tabou, la revue oppositionnelle Beszelő l'a violé en publiant, à la mi-

mars, un ensemble de propositions de réformes très long et articulé, uo programme, done, qui, pour s'inscrire, sans jamais le remettre en cause, dans le cadre du régime, n'en est pas moins particulièrement au-

dacieux (2). Il s'agit d'une démarche réformiste et non subversive qui, dans son essence au moins, est assez comparable à celle qui présidait aux dé-buts de Solidarité. La différence est, évidemment, que contrairement à ce qui s'était passé en Pologne, la démarche n'est pas appuyée par un syndicat de dix millions de membres, mais incarnée par un petit groupe d'intellectuels. Cela lui donne, d'un côté, un caractère beaucoup moins inquiétant pour les antorités, mais limite, tout aussi évidemment, de l'autre, l'écho qu'elle

Premier point du programme présenté par Beszelő : la publicité des propositions de réformes et des données sur la situation économique. A cet effet, l'Assemblée nationale adopterait une loi définissant les suiets sur lesquels (et dans quelles conditions) le gouvernement devrait informer la population. Une fois par semestre. • ou moins •. des renseignements « démillés, comparables et intelligibles . seraient ainsi publiés, et l'opinion devrait être mise au courant de tout événement imprévu nécessitant des mesures de gestion économique exceptionnelles.

Parallèlement, le gouvernement devrait s'adjoindre un « comité consultatif d'experts indépendants ., élu pour moitié par les institutions scientifiques et les unions professionnelles, et chargé d'évaluer trois ou quatre fois par nn . la situation économique. Les avis de ce comité, ainsi que les études faites par les commissions de réforme créées par les autorités, seraient publiés par voie de presse afin que puissent en débattre « non seule-ment les individus, mais aussi des groupements d'opinion informels -qui n'existent évidemment pas an-

Transparence de l'Etat

Transparence de l'Etat, comité d'experts indépendants, valorisation de l'opinion publique et revalorisa-tion (sous-entendu par rapport au parti) du rôle du gouvernement et de la représentation nationale : le parallèle est déjà frappant avec les 30út 1980. Beaucoup plus qu'à un phénomène d' « importation » - les propositions de Beszelő sont extrêmement prudentes et graduelles, cela tient au fait que les mêmes problèmes - et les mêmes contraintes - appellent des propositions au moins similaires.

Traitant ensuite des conditions dans lesquelles devraient être définis ·les sacrifices à imposer aux différents groupes sociaux, Beszelő en vient à proposer que ehacun d'eux puisse choisir entre plusieurs for-mules et puisse donc faire entendre sa voix grace à une » indispensable réforme du système de défense des intérès ». De quelle nature ? Non pas une reconnaissance d'un syndi-calisme indépendant — la Pologne est toujours sous état de guerre, mais un - renouvellement de la hitrarchie syndicale - au niveau des eotreprises, assurant sa représentati-vité et sa totale liberté par rapport à la hiérarchie supérieure qui resterait, elle (e'est sous-entendu), dépendante du parti. Là encore, l'As-semblée nationale - revalorisation de son rôle - aurait à légiférer en donnant notamment une existence juridique à des . formes légales de pression, y compris la grève -. qui

SI VOUS MESUREZ I m 80 **OU PLUS** (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ETES MINCE **OU FORT** JOHN RAPAL

Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

60, Av. de la Républi 75011 PARIS Tál. 155.66.00 Ouvert du lundi au samedi de 9h 30 à 19h

Metro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande

n'est actuellement ni autorisée ni in-

En troisième lieu, il faudrait

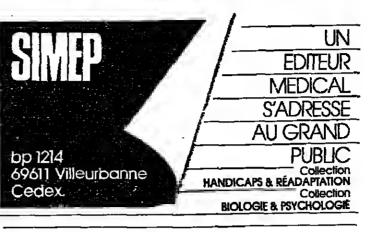
- rapprocher les institutions politiques des principes de l'Etat de droit . en diminuant le poids des décrets et des règlements au profit de l'œuvre législatire de l'Assemblée nationale . ; en permettant aux différents groupes sociaux de désigner eux-mêmes leurs candidats aux élections au lieu qu'ils le soient par la direction do parti; en accroissant le poids et l'indépendance du pouvoir judiciaire; en modifiaot et en ren-forçant enfin la législation protégeant les libertés individuelles

- Tous ces buts, est-il dit eo cooclusion, peuvent être approchés sans qu'il soit touché aux institutions fondamentales du système. C'est exact si l'on entend par là le maintien d'un parti unique, doot le rôle essentiel ne serait plus que de veiller à la pérennité des intérêts géopolitiques de l'U.R.S.S. C'est Saux dès lors que le maintien des institutions du système considérées comme fondamentales coorinue de passer par le pouvoir sans contrepouvoirs d'une caste dirigeante. C'est faux surrout si l'on pense à la réponse qu'a suscitée en Pologne cette démarche.

Si elle est pourtant suivie au-jourd'hui en Hongrie, e'est sans doute que, covers et contre tout, elle demeure la seule permettant d'espérer une évolution que commande la raison; que réclame une soif démoeratique et qu'impose - l'abcès polonais le montre - la stabilité de l'Europe, qui ne pourra être éternellement fondée sur le sileoce d'une moitié d'elle-même.

(i) Eo fin de compte, le procès de M. Duray a été ajourné, et le 24 février l'accusé a été mis en liberté provisoire el autorisé à reprendre son travail.

(2) Dont le texte intégral est publié par la revue Alternative dans son double méro qui paraîtra fin mai.









POUR BEEN CONNAITRE LE VIN.

Entrez à l'Ecole du Vin... Des animations quotidiennes feront de vous un fin connaisseur : cours gratuits de dégustation, conseils du maître de chai, tests d'aromes, conférences, Librairie du Vin...

Découvrez les vins primés au Concours de Qualité et un large choix de tous les crus, des vins de pays aux plus grands millésimes. Toutes les régions de France sont au rendez-vous. Consultez le guide de visite gratuit réalisé a votre

intention, pour vous aider à sélectionner vos vins. Avec la brochure de la "Route des Vins", participez au jeu-coricours de la Cave Idéale Le Saion des Vins, une occasion unique de tout voir

et de tout savoir pour constituer ou complèter votre cave.

FOIRE **DE PARIS** 30 AVRIL 12 MAI 83

PORTE DE VERSAILLES 10 H-19 H Nocturnes mardi et vendredi jusqu'à 22 H 30.



Les élections municipales sont fixées au 10 juin

élections des conseils municipaux et communaux auraient lieu le 10 juin. En même temps, le ministre de l'in-terieur, M. Driss Basri, a présenté deux projets de loi au ennseil des gouvernements réuni à Fès. mercredi, en présence du roi Hassan IL Le premier concerne les prochaines élections législatives prévues pour cette année, le mandat des députés marocains ayant été prorogé de deux ans en mai 1981 et veuant à échéance le 13 octobre prochain. Le second crée de muveaux cercles (sous-préfectures) et communes rurales et urbaines et fixe le nombre des circonscriptions électorales de chaque commune.

Le ramadau enmmeuçant le 12 juin, les élections législatives pourraient se tenir dans le courant du mois d'août, avant les lX¹⁰ Jeux méditerranéens prévus pour la fin de

On a appris également jeudi, à Rabat, que viugt-deux militants de l'Union socialiste de force populaire (U.S.F.P.) et de la Confederation démocratique du travail, centrale syndicale proche de l'U.S.F.P., arrêtés et condamnés à la suite des émeutes du 20 juin 1981 à Casablanca, avaient été gracies par le roi Hassan II. Cependant, les princi-

Rabat (A.F.P., Reuter. paux accusés du procès prévu et U.P.I.). – Les autorités ont anoncé, jeudi 5 mai à Rabat, que les des conseils municipalité du la C.D.T. et le M. Noubir Amaoui, secrétaire généconstamment renvoyé depuis 1981, M. Noubir Amaoui, secrétaire géné-ral de la C.D.T., et M. Mohamed Karchaoui, rédacteur en chef du journal socialiste Al Moharrir, suspendu depuis les évênements de Casablanca, n'ont pas béneficié de la grace royale. On a précisé, de source officielle, que les condamnés de la C.D.T. ont été graciés pour leur permettre de participer aux prochaines élections municipales.

L'annonce de la date des élections municipales n mis fin, partiellement, à une langue période d'attente et de rumeurs. Le gouvernement marocain a attendu le dernier moment pour fixer la date de cette consulta-tion tout en maintenant encore l'incertitude sur celle des législatives. L'apposition socialiste, dont la presse est toujours suspendue et qui attend toujours la libération des détenus politiques emprisonnés avant 1981, annoncerait à la fiu de la semaine si elle participera ou non aux élections municipales.

Enfin, un nouveau parti politique, l'Organisation de l'union democratique et populaire, regroupant des étudiants proches du Mouvement du 23 mars (en souvenir des émentes de 1965 à Casablanca), a été auto-risé. Il sera dirigé par M. Mohamed Bensaîd, ancien exilé politique de re-tour an Maroc depuis 1981.

Malawi

Le chef de l'opposition et sa femme sont condamnés à mort

De notre correspondant en Afrique orientale

de Blantyre, principale ville du Ma-lawi, a condamné à mnrt, jeudi 5 mai, le plus connu des opposants au régime, M. Orton Chirwa, et son épouse. Ils étaient accusés de . trahison », de « tentative de renversement du gouvernement par la force » et de « complot en vue d'assassiner le président à vie Kamuzu Banda . Tous deux avaient plaide

Aneien ministre de la justice. M. Chirwa avait quirté le Malawi en 1964, peu après l'indépendance, et obtenu l'asile politique en Tanzanie. En 1977, il fouda un parti d'opposition, le Mouvement pour la liberté du Malawi (Mafremo), dant il assu-mait depuis lors la présidence. Le couple Chirwa et leur fils furent arrêtés en décembre 1981 dans des conditions mystérieuses et quelque peu rocambolesques. Ils affirment avoir été kidnappés par la police secrète malawite en territaire zambien. Les autorités de Lilongwe assnreut, au contraire, que l'arrestation eut lieu au Malawi.

Il semble que M. Chirwa, agé de soixante-quatre ans et fatigué d'un long exil, souhaitait rentrer légalement dans son pays et entretenait à cet effet des contacts avec la police malawite. Il avait même écrit au président Banda à ce sujet. Sans

Nairobi. - Le tribunal coutumier doute a-t-il été dupé ou attiré dans un piège. Pendant leur procès, qui dura sept mois, les Chirwa, tous deux brillants juristes, se sont defendus pied à pied, en dénonçant no-tamment des faux grossiers.

Les accusés unt trente jours pour faire appel. Leur procès a été entoure d'une grande publicité à Blan-tyre. Des baut-parleurs diffusaient les débats à l'extérieur du tribunal et la presse reproduisait fidèlement les comptes rendus d'audience. A l'évidence, le pouvoir entendait faire un exemple. On s'attend pourtant que les Chirwa bénéficient d'une grace présidentielle.

Fin mars, un autre adversaire du régime en exil, M. Attatl Mpakati, fut assassiné à Harare (Zimbabwe) (le Monde du 5 avril). Président de la Ligue socialiste du Malawi (Lesoma), il résidait à Maputo, au Mozambique, où il tentait d'organiser l'opposition de gauebe. Le gouvernement malawite a nie, sans vraiment convaincre, être impliqué dans ce meurtre. L'assassinat d'Harare comme l'enlèvement de Chirwa mettent en lumière les méthodes peu glorieuses dont usent les services secrets malawites pour préserver l'autorité sans partage d'un autocrate octogénaire.

J.-P. LANGELLIER.

nous lutions pour le droit au voyage

74, rue de la Fédération 75015 Paris 273 25 25

7, place Clément 67000 Strasbourg 22 17 12

DIPLOMATIE

LA FIN DES ENTRETIENS DE M. MITTERRAND A PÉKIN

Français et Chinois sont parvenus à une meilleure compréhension sur le Cambodge

De nos envoyés spéciaux

Après une journée de tou-risme à Xian, M. François Mitterrand est arrivé vendredi après-midi 6 mai à Nankin, où il doit prononcer samedi matin un discoure à l'amiteratié II se ours à l'université. Il se rendra ensuite à Shanghaï pour une escale de quelques henres avant da regagner Paris, où il est attenda di

che matm.

A la fin de ses entretiens politiques, le président de la République evait tenu jendi à Pêkiu nne conférence da presse, evant d'offrir dans la soirée un banquet, à l'ambassade de France, en l'homeur du premier ministre chinols, M. Zhao Ziyang.

Pékin. — Commencé avec so-briété, voire appréhension, le séjaur de M. Mitterrand à Pékin s'est ter-miné dans une atmosphère très chaleureuse. Il régnait, jeudi soir 5 mai, dans les salons de l'ambas-sade de France, lors du banquet qui a rassemblé de nombreux mi-mistres, des écrivains célèbres, des représentants du monde des afreprésentants du monde des af-faires, des sciences sociales et des arts, une atmosphère de grande sympathie rappelant les plus beaux jours de l'amitié franco-chinoise.

Il avait suffi, eu fait, que M. Mitterrand, au soir de son arrivée, expose avec franchise les posi-tions de la France dans une ailocution d'une durée inhabituelle sur le tion d'une durée inhabituelle sur le sujet le plus épineux des relations bilatérales — le Cambodge — pour que le déelie se produise, Les Chinois ne s'y sont pas trompés. Ils ont apprécié cette façon directe de vouloir dissiper les malentendus et y ont répondu par une égale dispo-nibilité.

Jeudi soir, c'est avec « grand plaisir » que M. Zhao Ziyang, pre-mier ministre chinois, a accepté l'invitation de M. Mitterrand à se rendre en France. Il a déclaré que la visite du président de la Répu-blique avait été » réussie et fructueuse » et a félicité » chaleureusement - celui-ci pour sa contribution à ce succès.

A ce succes.

M.Mitterrand a, pour sa part, précédé l'événement en lançant une invitation au futur président de la République que se donnera la Chine le mois prochain (l'Assemblée populaire est convoquée pour le 6 juin). Il a souhaité que le vingtième appiversaire de l'établisvingtième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques eu 1984 donne lieu à une célébra-

Sur le plan politique, la meilleure compréhension des points de vue a été particulièrement perceptible sur l'affaire du Cambodge. A ce sujet, M. Mitterrand a estimé: Les dirigeants chinois et nousmêmes sommes d'accord sur l'analyse et sur l'objectif; s'll y a di-vergence, elle est sur les moyens. =

D'accord pour condamuer l'agression dont a été victime le Cambodge, les deux parties de-mandent le départ des troupes vict-

8 mai, sur Antenne 2 (1). Une promenade d'abord sur l'une des

étapes de la route de la soie,

avec l'émission de Claude Hude-lot et de Philippe Collin, « Désirs

des arts », consacrée aux frea-

Admirable, mais les person-nages des Wei, des Tang et des

Song ne sont plus tout à fait une

découverte pour ceux qui ont vi-

sité l'exposition ouverte il y a quelque temps au Muséum du

emprunte d'ailleurs une large

Plus originale est la tentative

de François-Marie Ribadeau, qui

nous fait passer une petite heure avec un artiste de l'Opére de Pé-

kin, venu tout droit de son Em-

pire du Milieu et plongé pour la

première fois dans le monde oc-

cidental. Quiconque a eu l'occa-

sion de mesurer à quel point la

musique traditionnelle chinoise

peut être déroutante pour les

mélomanes d'une autre culture

appréciera aussitôt les dangers

de ce e messager de Pékin » — a aujourd'hui une quarantaine

d'années. Fils d'universitaire,

c'est un peu par hasard et beaucoup par goût qu'il est venu à l'opèra. Mais il y a été l'élève des plus grands maîtres, qui lui ont

inculaué l'exigence extrâma

qu'impose, pour ceux qui le

connaissent vraiment, la pratique

de cet art. Aussi M. Shi Peipu se

présente-t-il moins comme ac-

teur ou chanteur - prêtendant

En dépit de sa modestie, on le voit dans trois rôles -- l'un fémi-

que comme livrettiste.

M. Shi Paipu - c'est le nom

de l'entreprise.

783 A

8 février), à laquelle l'émiss

partie de son illustration.

Jardin des plantes (la Monde du

ques et statues de Dun Huang.

Le messager de Pékin

-A VOIR-

un statut de neutralité de ce pays et le libre choix de ses institutions par le penple cambodgien. La France, en revanche, contrairement à la Chine, ne reconnaît pas le gouvernement de coalition anti-vietnamien dirigé par le prince Si-hanouk, en raison de la présence en son sein de représentants des Khmers ronges, dont M. Mitter-rand a dénoncé le comportement

sanguinaire et inexcusable ».

Mais cette différence d'apprécia-tion n'est pas jugée esseutielle par le président de la République. le président de la République.

Tenant compte de la « situation de fait » qui existe, a ajunté le chef de l'Etat français, » la France n'entend pas se substituer au peuple cambodgien pour choisir », même s'il considère qu'il est de son devoir de s'inquiéter du » retour éventuel à des méthodes condamnables ». Les Chiunis, selnu M. Mitterrand, expriment claire-M. Mitterrand, expriment clairement, eux aussi, le souhait que l' » on ne revienne plus » à l'état

Les relations Est-Ouest out fourni un autre terrain d'entente. Le président de la République a été frappé par l'intérêt que porte la Communauté économique européenne, dans laquelle elle voit un facteur d'équilibre à l'Ouest. Dans ces conditions, il est plutôt surprenant que, selom M. Mitterrand, ses partenaires et lui-même ue se soient - pas attardés - sur la quespartenaires et lui-meme ut se soient - pas attardés - sur la ques-tion des SS-20 et de l'installation possible d'ici à la fin de l'armée de fusées Pershing en Europe occiden-tale. D'antant que ce dossier pa-raissait, il y a quelques semaines, devoir donner lieu à l'expression d'une position commune. Timidité chinoise? Prudence française? Ou les deux? les deux ?

Les relations Est-Ouest out

Il o'en reste pas moins que, animés tons les deux d'une volonté d'indépendance, les deux pays manifestent une fermeté comparable à l'égard de l'Union soviétique, étant eutendu que la France sait, comme l'a dit M. Mitterrand, qu' « elle

(Dessin de PLANTU.)

doit beaucoup au peuple russe ».

Ni pour la Chine ni pour la France, il ne saurait, en tout cas,

être question d'accepter le déséqui-

libre des forces créé par l'effort d'armement de l'U.R.S.S. D'où la

nécessité, tant pour Paris que pour Pékin, de se doter d'un système de

par la société Framatome de l'équi-pement – au total quatre réacteurs de 900 mégawatts chacun – de la partie nucléaire de deux centrales que la Chine souhaite construire, la première dans la province de Canton, à 70 kilomètres à l'est de Hongkung, la seconde dans le Jiangsu. Un transfert de technologie est également prévu. Ce « con-trat » porterait sur plusieurs dizaines de milliards de francs. Diverses incommes, notamment de nature financière, planent encore,

toutefois, sur cette transaction.

W Mouroy

M.Cheysson, ministre des rela-tions extérieures, et M. Xie Weaqing, ministre par intérim de la ra-dio et de la télévision – le titulaire dio et de la télévision — le titulaire de ce département est actuellement hospitalisé, — out signé, de leur côté, un protocole prévoyant la fourniture d'équipement technique et de matériel pédagogique, pour un montant d'environ 500 millions de francs, afin de faciliter l'introduction à la télévison chinoise de cours de français. Compte tenu du délai nécessaire à la préparation des programmes, ces cours ne comdes programmes, ces cours ne com-menceraient pas avant octo-

Le dossier des cas humanitaires ne pouvait pas ne pas être abordé. Comme on lui demandait si les dé-rigeants chinois lui avaient donné des » nonvelles » de Li Shaang, la jeune artiste peintre, fiancée à un agent diplomatique français, laagent diplomatique français, laquelle purge depuis septembre 1981 une peine de détention dans nu « camp de rééducatinu ». M. Mitterrand a répouda qu'il avait eu » des nouvelles de nombreuses personnes, qui, par un geste des autorités chinoises, ont été libérées ou rendues à la france ». Il s'est cependant refusé à « faire état d'aucun cas particulier » publiquement, expliquant qu'il n'entendait pas dans ses conversations avec les dirigeants chinois élever de « polémique inopportune ». Mais il ne peut faire de doute, connaissant l'attachement du président de la République aux du président de la République aux libertés individuelles en quelque lieu que ce soit, que ce sujet a été abordé dans son ensemble.

JEAN-YVES LHOMEAU



l'abjectif des deux pays est donc le même. Convergence aussi quant au rôle que devrait jouer, à l'avenir, Norodom Sihanouk. L'ancien sou-verain serait aujourd'hui perçu par les Chinois comme « l'homme ca-pable de réaliser la synthèse des forces contradictoires». Formule dont M. Mitterrand n'a pas précisé si elle lui était propre ou si elle était le fait de ses interlocuteurs.

de choses de naguère. A son avis,

La France ne s'estime pas pour

d'une brève histoire tirée d'une ancienne légende et tournée sur

la côte bretonne. Somptueuses

images de costumes chargés de perles et de plumes de paon

dans un décor de rochers lêchés

par le moutonnement des va-

gues, qui, tout d'un coup, vous donnant l'illusion d'être sur un ri-

Autant pour le spectacle pro-

prement dit. Il se passe quelque

chose de plus subtil, lorsque ce

messager d'une tradition d'un

autre monde tente d'établir un

dialogue direct avec les musi-

ciens qu'il rencontre en France. Il

avait demandé « un pianiste so-

lide », et c'est Camille Roy, com-

pagnon de Massiaen, qui a été choisi. Et il fallait bien ça, si l'on

en juge per les longues hésita-

tions des mains au-dessus du

clavier avant qu'un début d'ac-

cord ne commence à s'établis

avec cette voix, ses brusques

changements de registre, aux an-

L'expérience est plus difficile encore lorsque Ellene Tentcheff, à partir de Wagner et de De-

bussy, tente d'expliquer la tech-

nique de son art de cantatrice à

cet autre chanteur venu d'ail-

Admattona que ce genre d'aventures intéresse princip

ment les amateurs avertis, D'au-

tres y éprouveront, à travers ces

rencontres, l'émotion d'un dialo-

l) « Le Messager de Pékin », h 40; « Désirs des arts », à

ALAIN JACOB.

que tenté entre deux mondes.

l'uniter.

tipodes de ce qui est ici familier.

vage de la mer de Chine.

et relations Est-Ouest

antant être en mesure de jouer un rôle de « médiatrice » malgré les bonnes relations qu'elle entretient avec le Vietnam, la Chine et le prince Sihanouk. Mais si elle peut être » utile », elle ne refusera pas son concours aux efforts en vue d'un règlement, sous réserve que soient respectées les conditions de bon sens » auxquelles elle tient, sur la souveraineté du Cam-bodge, l'évacuation des furces étrangères, le choix des dirigeants par le suffrage universel.

défense propre, de nature essentiel-lement dissussive. Cette question, avec celle da Cambodge, paraît avoir été plus spécialement abordée au cours de l'entretien que M. Mit-terrand a eu avec M. Deng Kiao-AU MUSÉE DE XIAN

ping. En tant que président de la com-(De potre envoyé spécial.) Xian. - M. François Mitterrand Xian. — M. Françons Mutuers and et les cinq ministres qui l'accompagnent dans son voyage en Chine out visité, vendredi 6 mai, le site archéologique du tombeau de l'empereur Qin Shi Hasungdi, près de Xian, capitale de la province du mission militaire du comité central et fervent partisan de la moderni-sation technologique de l'armée chinoise. M. Deng ne peut être que satisfait de la position favorable de principe adoptée par la France pour la vente de Mirage-2000. Il existe à ce sujet, selon l'expression Xian, capitale de la province du Sianal, au cour de la Chine da Nord. de M. Mitterrand, « une négocia-tion ambianta ». Mais la balle, au-

Les statues de six mille goerriers et de choraux grandeur pature, ré-plique de la garde de l'empereur mificateur de la Chine, ont été déconvertes ik par des paysans, prati-quement par hasard, en 1974.

M. Mitterrand a percouru le masée, où une centaine de ces sta-tues de terre cuite — généraux, ca-vallers, fautassius, arbalétriers out été mises au jour et restauré out ête mises au jour et resumment.
Les fouilles se pourmirent, et l'on
peut voir, le long des fosés - véritable armée des ombres - des
corps sans tête, des bras parfois,
qui émergent de la terre, tels des
houmes aspirés par les sables

An cours de cette risite, un bref incident a opposé un policier fran-çais, chargé de la sécurité de M. Mitterrand, à un cameraman et à des photographes chinois. Le po-licier, cherchant à empêcher le cameraman de filmer le chef de l'Etat, a provoqué sue vive bouscu-lade qui a sescité par la suite quelques remous parazi les acc guateurs chinois. — J.-Y. L.

tions - au moment de son départ pour la Chine. En réalité, la ques-tion du côté chinois ne semble pas encore définitivement tranchée la position de Pékin pourrait se ré-sumer par un » oui, mais ». Nucléaire et télévision

jourd'hui, est plutôt dans le camp des 'Chinois. Comme l'a indique M. Mitterrand, • il appartient à

ces derniers de faire savoir s'ils

désirent ce type d'armement et veulent s'adresser à la France ».

Le chef de l'Etat a noté, sans entrer dans le détail, qu'il y avait en - à travers le temps des avis

différents ». Il a pris acte de la remarque du premier ministre chinois faite mercredi aux journa-

listes français sur le prix » très élevé » de ces appareils, tout en ajoutant qu' » il n'avair pas eu du tout le même écho sur ces negocia-

Sur d'autres dossiers commerciaux, économiques et culturels plus avancés, l'accord, comme on le prévoyait, a pu finalement se faire, même si un laborieux • travall de finition - devra encore être mené avant de concrétiser les pro-jets en question. C'est, en particu-lier, le cas du nucléaire, à propos duquel M. Fibius, ministre de l'in-dustrie, et Mac Cresson, ministre du commerce extérieur et du tou-risme, pour la France, Mac Chen Muhua, ministre des relations éco-nomiques avec l'étranger et du commerce, et M. Li Peng, premier vice-ministre de l'énergie électri-que, pour la Chine, ont signé jeudi un mémorandum d'accord.

Ce document prévoit la livraison

Découvrir-

LIVRES ET REVUES EN FRANÇAIS ET **EN CHINOIS**

Libratrie LE PHENIX 72, Bd de Sébastopol 75003 Paris

272 70 31

LES ÉTATS-UNIS AURAIENT **REÇU DES PRÉCISIONS SUR** LES PROPOSITIONS DE ML ANDROPOV

Washington (A.F.P.). - Les nou-velles propositions soviétiques sur les armes eurostratégiques out fait l'objet jeudi 5 mai d'un échange de vnes entre l'ambassadeur de PU.R.S.S. aux États-Unis, M. Anatoli Dobrynine, et M. Kenneth Dam, secrétaire d'État adjoint. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée à la demande de l'ambassadeur soviétique, M. Dobrynine a fourni au numéro deux du département d'État certaines précisions sur les propositions faites mardi soir à Moscon par

M. Andropov. Le président Ronald Reagan s'était déclaré encouragé mercredi par la proposition soviétique de preudre en compte les ogives nucléaires dans les négociations de Genève sur les euromissiles : Washington refuse cependant la prise en compte des arsenaux nucléaires français et britannique dans les négociations de Genève qui reprendront le 17 mai.

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE A L'A.F.P.

M. Mauroy: notre base est toujours là

jeudi 5 mai par PA.F.P., M. Pierre Mauray n'affirme pas seniementou'il n'acceptera aucune · dérive · de la politique économique fixée le 25 mars (le Monde du 6 mai). Le premier ministre commente aussi les conflits catégoriels qui s'expriment actuellement dans le

A propos de ses concessions aux internes et chefs de clinique, il déclare: • Les propositions que j'ai faites, et qui portent sur l'organisatian du carps haspitala-universitaire et sur la spécifité des U.E.R. de médecine, sont celles du gouvernement et engagent tous les ministres (...) Elles sont concillables avec les projets préparés par le ministre de l'éducation nationale ».

. Il souligne qu' • à aucun moment il n'a été envisagé d'organiser les carrières hospitalo-universitaires en un corps unique cylindrique où tous avanceraient à l'ancienneté. . . En ce qui concerne les U.E.R. médicales, j'ai indiqué que leur specificité serait reconnue dans le projet de loi sur l'enseignement supérieur -, ajonte-t-il. A ce sujet, il confirme que le débat sur ce projet en première lecture aura lieu a l'Assemblée uationale, comme prévu, le 24 mai.

A propos du mécontentement des paysans, M. Mauroy - observe (...) que le revenu des ogriculteurs. oprès huit années de pertes. commmencé à se redresser en 1981 avec notre arrivée au pouvoir. En 1982, nous avons meme connu une année exceptionnelle, dit-il. Chacun comprend bien qu'un gouvernement de gauche ne peut toutefois rattraper en deux ans la perte accumulée pendant huit ans par des gouverne-

Le chef du gouvernement, interropé sur le fonctionnement de la nouvelle équipe gouvernementale et plus précisément sur le point de savoir si MM. Delors (ministre des affaires sociales, des finances et du budger), Bérégovoy (ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale) et Fabius (ministre de l'industrie et de la recherche) ne sont pas en fait de véritables vicepremiers ministres - répond : « ll n'y a pas de vice-premiers-ministres. Il y a des ministres qui ont des secteurs plus larges que d'autres et donc des responsabi-lités plus importantes. Mois est-ce que pour autant ils ont vocation pour trancher des problèmes qui concernent l'ensemble du gouvernement? Non. Cette fonction-là est seulement celle du premier minis-tre, qui a un rôle d'arbitrage et a autorité paur s'exprimer sur l'ensemble des problèmes.

触し311 ご

- Je tiens à ce que les ministres saient tatalement responsables, déclaro-t-il. Je suis attentif à ne pas me substituer à tel ou tel ministre, à

Dans une interwiew diffusée le jouer les maîtres-Jacques. - Il donue un exemple : . Lorsque Michel Rocard part à la négociation de Bruxelles, il en est responsable. Mon problème n'est pas de mener cette négociation à sa place. Je dois veiller à ce qu'il la mêne dans un cadre compatible avec les autres orientations du gouverne-ment. C'est pourquoi j'ai été amené, comme c'est mon rôle, à arbitrer entre le ministre de l'ogriculture et le ministre des finances sur le taux de réduction des montants compen-satoires à demander. C'est ainsi que le chiffre de 2 % a été fixé. .

Les « réflexions » de M. Poperen

M. Mauroy parle, en outre, des « réflexions » rendues publiques par le numéro deux du P.S., M. Jean Poperen (le Monde du 28 avril). Il souligne que ce document a été parfais presente, à tort, comme un · brûlot · contre l'action du gouvernemeut. M. Poperen ayant notam-ment affirmé que la majorité voit son soutien populaire s'effriter, le premier ministre indique: . La préoccupation constante du gouver-nement est d'épargner et d'amélio-rer la situation des classes sociales qui ont fait naître le socialisme et se sont identifiées à lui. » Il rappelle les mesures de justice sociale prises depuis 1981 et les allégements du plan de rigueur en faveur des foyers modestes.

« Notre base est taujours là ». assure-t-il, se référant au défilé unitaire du le mai et au voyage du pré-sident de la République, dans le Nord-Pas-de-Calais, « Il fallait voir ces emplayées de la Redoute réserver à · leur » président un accueil d'une qualité exceptionnelle, dit-il. De même celui des lycéens d'Arras, au l'ambiance de la réunion de la mairie de Lille. Les temps sont durs, on peut trainer les pieds au premier tour des municipales. Mais on se mobilise au second. Mais lorsque le président se déplace, on sent qu'll n'y a aucune tentation d'abandonner ce gouvernement. Ce sont des états d'âme.

A propos du prochain congrès du P.S., M. Mauroy souhaite qu' · un puissant courant majorisoire sou-tienne l'action du président de la République et du gouvernement ».

Enfin, invité à commenter la baisse de sa cote de popularité dans les sondages, M. Mauroy déclare:

• Je ne serais pas à ma place de premier ministre si j'infléchissais la
politique que je crois nécessaire au
pays à cause des sondages. Les
Français n'ounent pas les mesures
de rienness Couten politique est nion. de rigueur. Cette politique est neanmoins indispensable et ils en apprécieront, le moment venu, les résul-

M. Pons (R.P.R.) récuse la notion d'affrontement droite-gauche

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., commentant l'interview accordée par M. Mauroy à l'A.F.P. a estimé qu'il y avait une · contradiction flagrante » entre l'affirmation du premier ministre disant - notre base est toujours la - ct le fait que à les élections et les sondages établis sur une longue pé-riode montrent que la popularité du président de la République et du premier ministre à baisse depuis septembre 1982 et que cette chute s'est considérablement accentuée depuis le plan de rigueur. A travers les sondages, le nombre des mecon-sents est en train d'atlaindre 60 % », a ajouté M. Pons.

- Nous tenons à dire avec netteté. comme l'a souligné Jacques Chirac dans le Monde que nous souhaitons l'apaisement et que ce ne sont pas les manifestations de rue qui pourttra de via l'alternance démocratique. »

Le secréétaire général du R.P.R. a récusé avec force la notion de débat droite-gauche, car cela ne correspond à aucune réalité et parceque cela évoque un concept d'af-frantement figé et bloqué. Cela laisse croire que les frontières qui délimitent ce qu'on appelle la droite

Cette conception va d'ailleurs dans le sens des propos temus par le pré-sident de la République à Figeac en septembre 1982 et plus récemment dans le Pas-de-Calais et dans le M. HERZOG (P.C.F.) : LE PLAN

et ce qu'on oppelle la gauche sort limmuables, a-t-il dit. Il convient

donc de parler du débat entre la

majorité et l'opposition, car cela se réfère à la notion d'alternance et permet le débat démocratique.

DELORS NE PEUT RÉSOU-DRE LES PROBLÈMES.

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., explique, dans le numéro de mai des Cahiers du communisme, que - le récent plan de Jacques Delors n'est pas bon - ni - ne peut résoudre les problèmes », mais qu'e il n'est qu'un moment de l'action de la

Selon M. Herzog, « les hommes de l'opposition croient, à tort, pouvoir creuser une brèche. Ils supp tent l'échec de ce plan, ajouto-t-il. Le C.N.P.F. avance ses exigences: plus d'austérité, plus de licenciements. A tort, pensons-nous, des hommes de gauche disent que la France est obligée d'aligner ses objectifs sur ce que permet la politique des grands pays capitalistes. Pour notre part. nous agissons pour la réussite de la politique de la gauche, qui ne saurait passer par un alignement.

M. Herzog écrit encore : - Nous savons parfaitement que lo majorité de gauche traverse des heures dissiciles. Mais nous savons aussi que c'est le temps des tempètes. La crise est une question de long terme (...). Après avoir fait un premier pas, la majorité de gauche doit savoir en accomplir un deuxième. «

(P.S.D.), que préside M. Max Le-jeune, a estimé, jeudi 5 mai, que les dirigeants de la majorité out . totaent échoué - et que leur bilan se traduit par un . desastre ..

LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Il ne saurait être question que le revenu des salariés soit amputé du fait du comportement des non-salariés

déclare le chef du gouvernement

M. Mauroy a demandé aux commissaires de la République des vingt-deux régions métropolitaines, réunis, jeudi matin 5 mai, à l'Hôtel Matignon, de « faire preuve de fermeté - dans le maintieu de l'ordre public, sans porter atteinte aux « //bertés essentielles .

Evoquant - cette période de crise ou les manifestations publiques sont plus nombreuses », le premier ministre a notamment déclaré : « Il faut tout faire pour préserver la liberté d'expression de chacun, mais celle-ci doit s'exercer dans le cadre légal. Nul ne peut s'arroger le droit de dégrader le domaine public, de saccager les biens privés ou de s'en prendre à l'intégrité des per-

Au cours de cette réunion, à laquelle participaient MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et Jean Le Garrec, secrétaire d'État chargé du Plan, chaque préfet a reudu compte de la situation économique et sociale de sa région.

Le premier ministre s'est aussi adressé, jeudi après-midi, au ministère de l'intérieur, à tous les commissaires de le République des départements métropolitains. Il les a invités à se « mobiliser » pour assurer le succès de la politique économique du gouvernement. Il leur a notamment dunne les directives

- Un effort est demande aux salariés. Il ne saurait être question que leur revenu soit amputé du fait du comportement de professions non salariées qui n'accepteraient pas d'accomplir un effort compara-ble.

» D'une manière générale, les engagements souscrits par les profes-sions sur l'évolution de leurs prix en 1983 sant correctement respectés. Le taux des infractions relevées de-meure faible (inférieur à 5 %, ce qui signifie que 95 % des contrôles ne révelent pas de comportement délictueux). L'évolution des principaux postes de l'Indice des prix correspond à la mise en application des augmentations qui ont été effectivement programmées.

. C'est pourquoi il est Indispensable d'intervenir avec fermete à l'égard des professionnels qui ne respecteraient pas leur engogement el qui par leur comportement comometralent l'effort consei l'immense majorité des Fronçais (...) - La reussite de la politique du gouvernement Insplique de votre part une action ferme et persévérante dans trois domaines. D'abord, l'explication Il vous ap-

partient d'expliquer au plan local aux partenaires économiques et socirconstance la détermination des pouvoirs publics de tenir bon sur les 8 % en 1083 Il comient % en 1983. Il convient, par ailleurs, de dénoncer l'accusation sans fondements portée contre le gouver-nement de chercher des boucs émissaires. Les mesures mises en œuvre visent uniquement à mettre en place des réglementations adaptées à la situation réelle de chaque profession et à refuser que quelques pro-fessionnels isalés se mettent à l'écart de l'effort collectif. L'effort qui vous est demandé doit également porter sur l'exploitation pratique des régimes de prix qui doivent étre appliqués. Ceci afin d'éviter que la mauvaise volonté au l'hostilité de tel organisation ou syndicat professionnel ne place les commercants, les prestataires de services ou les chess d'entreprise dans une situation difficile par le simple manque d'information

contrôles, d'une ampleur exceptionnelle, ont été organisés depuis le blocage des prix de juin 1982. Ils ont nécessité que soit apportée aux services charges traditionnellement de contrôler les prix la collaboration de nombreux autres services, et en particulier des services de la gendarmerie et de la police.

. Cette mobilisation doit être poursuivie dans la phase actuelle. Le déséquilibre du rythme d'infla-tion des prix entre les deux semestres créera des tensions, voire des tentatians, dans certains secteurs. Cela sera le cas à l'évidence, cet été . Pour taute cette période, les instructions vous demandant de décharger au maximum de leurs autres tàches les services responsables des prix demeurent valobles, Il est indispensable que, conformément aux directives données à plusieurs reprises, des sanctions rapides et exemplaires interviennent chaque fois que nécessaire. En particulier, bien sur, lorsque des infractions graves ou répétées auront été rele-vées. Des instructions ont été dan-nées par le garde des Sceaux afin que le traitement judiciaire de ces affaires soit rapide.

demande de ne pas hésiter à prendre concertation qui soit préclable et les mesures de taxation individuelle | qui ne soit pas un faux-semblant. .

qui pourraient être nécessaires. Elles peuvent consister, le cas ciaux la cohérence de la politique échéant, à ramener les prix au nimenée en matière de lutte contre veau de ceux en vigueur au moment l'inflation et de manifester en toute du blocage de juin dernier pour une durée équivalente à celle de l'in-fraction dans les cas les plus graves. Ces sanctions doivent avoir un caractère exemplaire. (...)

· Les périodes de contrôles intensifs nécessitent un effort considérable de la part de nombreux agents de l'Etat. Il serait anormal et choquant qu'ils ne recoivent pas des pouvoirs publics l'aide et la protection auxquelles ils ont droit.

· Le retour à un rythme d'évolution des prix comparable à celui de nos concurrents suppose que l'en-semble des éléments de formatian des prix et que l'ensemble des prix et des tarifs soient en cohérence avec les objectifs généraux sur l'in-

. Vous veillerez en particulier à ce que les tarifs, droits, taxes, contributions de toute nature fixes par des collectivités ou autorités locales ne compromettent pas lo réus-Ensuite, le cantrôle. Des site de la désinflation. Il est vrai que les besoins de financement liés à l'augmentation de lo demande locale au aux nécessités d'investissement sont parfois importants. Mais l'augmentation des prix au-dela des normes retenues pour les entre-prises privées ne doit être que l'ultime solution une fois qu'ont été effectues tous les efforts nécessaires sur la définition et le montant des investissements comme sur la rigueur de la gestion. (...) Indépendomment des incidences directes sur les prix, il ne serait pas acceptoble que l'Etat et les collectivités locales n'accomplissent pas un effort comparable a celui qui est demande aux travailleurs et aux professionnels. Je vaus demande en particulier d'oppeler l'attention des élus lo-

> matière. « • M. Jacques Chaban-Delmas, député R.P.R. de la Gironde, a déclare jeudi 5 mai sur Antenne 2: Toute violence est à éviter. Il ne faut pas prôner l'affrontement de classes. Les gens qui descendent dans la rue ne le font pas pour leur plaisir. S'ils le font, c'est qu'ils ont été poussés à bout. Le gouvernement devrait prendre l'habitude de la eoneeriation et surtou.

caux sur leur responsabilité en cette

Ayez toujours dans votre réfrigérateur un quart Kriter brut de brut. Un ami peut arriver, il aimera Kriter bien glacé.



(région parisienne) VENTE DEPUIS 298 F/mois

Livr. gratuite dans the la France 26 MARQUES REPRESENTEES



LOCATION DEPUIS 250 F/mois (sans apport ni caution)

Garantie jusqu'à dix ans Our du lundi au samedi 9 n-19 h

227-88-34/763-24-17



TONTON MARCEL EST TRES TOO MUCH.

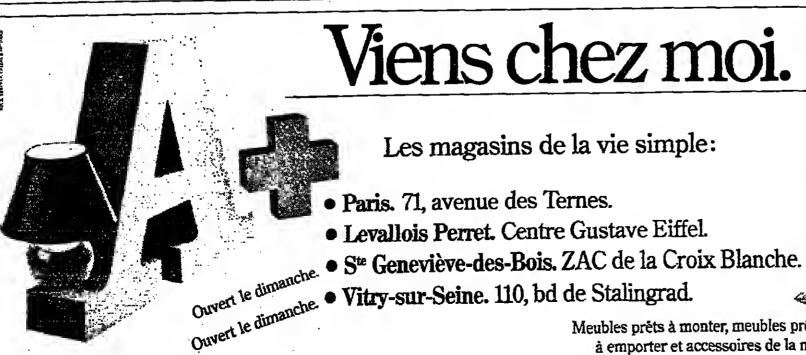


Viens chez moi.

Les magasins de la vie simple:

- Paris. 71, avenue des Ternes.
- Levallois Perret. Centre Gustave Eiffel.

Meubles prêts à monter, meubles prêts à emporter et accessoires de la maison.





LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET L'ÉTAT

Le Sénat fixe un délai de quatre ans à l'État pour rembourser aux départements les dépenses d'aide sociale

Le Ségat continue, joudi 5 mai, l'examen de la proposition de loi de MM. Girod (Gauche dém., Aisuel, Valade (R.P.R., Gironde), Séramy (Union centr., Seine-et-Marue), Madelin (Union centr., Illeet-Vilaine), et Fourcade (R.L. Hauts-de-Seiue), tendant à complèter la lai du 7 jauvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

La discussion reprend à l'artiele 7, qui prévoit le recouvrement des sommes dues par l'État aux départements au titre de l'aide sociale (ee qui représente une somme avoisinant les 9 milliards de francs). Le texte initial prévoyait un délai de sept ans pour l'apurement de cette dette. Les membres du groupe de l'Union centriste proposaient trois ans, et la commission des affaires sociales quatre. Son rapporteur, M. Madelin, n'a pas manque de rappeler que le groupe socialiste avait, dans le passé, proposé un rem-bnursement en deux ans, et le groupe communiste un remboursement immèdiat, et que M. Bonnet, alors ministre de l'intérieur, s'était engagé à y faire procéder en moins de quatre ans.

La réduction à quatre ans est décidée par le Sénat bien que M. Defferre, et M. Fourcade, au nom de la commission des finances, ainsi que les sénateurs socialistes et communistes s'y soient déclarès défavorables.

Malgrè l'hostilité du gouvernement, les sénateurs décident que toute charge nouvelle incombant aux régions du fait de la modification par l'État, par voie réglementaire, des règles relatives à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage, sera compensée financièrement par l'État. La coms'est pas, dit-elle, faite sans diffi- plaisance, de la commune.

l'année précédente, par catègorie de collectivité concernée, des dépenses non compensées (article 11), le Senat aborde le chapitre relatif aux transports scolaires. Conformement à la préférence de la commission des affaires sociales, il est décidé que le département a compétence en la matière (et non la responsabilité), que leur organisation et leur prise en charge restent du domaine du conseil général, que les enfants prolongeant leur scolarité au-delà de l'âge légal peuvent en bénéficier et que la situatinn des enfants fréquen tant des établissements situés en dehors de leur département de résidence peut faire l'abjet de couventions particulières entre les collectivités concernées. En outre, à l'initiative du groupe centriste est introduit un amendement qui a pour but de faire bénéficier de ces dispositions, à ègalité de droits, les élèves des enseignements public et privé.

Passant natre l'opposition du gou-vernement qui initialement n'y était pas favorable, et de la commission des lois, le Sénat suit l'avis du rapparteur de la commission des affaires sociales, M. Valade, qui entend donner aux régions compé tence pour les aérndromes (à l'exclusion de ceux dépendant de 'aéroport de Paris, de celui de Bâle-Mulhouse et des aérodromes militaires), l'Etat conservant ses compétences en matière de securité, de droit de trafie, de couloirs aériens et de créatinn de lignes.

L'article 14 modifie prévoit que la région est compétente pour créer, aménager et explniter les ports fluviaux et les canaux d'accès à ceuxci, les ports d'intérêt national ainsi que les voies navigables restant de la compétence de l'Etat.

Pour les ports maritimes, il est prèvu que les ports civils de commerce et de pêche relèveront de la compètence du département : les mission des finances insiste d'autant ports autonomes ou ceux d'intérêt plus pour l'adoption de cette condition que l'application dans ce aux ports militaires, de l'Etat; et cenx affectés exclusivement

Puis est adopté l'article 21, qui Après avoir approuvé la mise en transfère de l'État aux régions les place, dès 1984, d'un «indicateur aides au renouvellement et à la des dépenses induites » constitué modernisatinn de la flotte de pêche par le pourcentage moyen pour côtière et au département celles destinées aux travaux collectifs d'amé-nagement affectés aux cultures

Un conseil départemental d'éducation

La créatinn de conseils départementaux d'éducation suscite une large discussion : le gouvernement par la voix de M. Lemoine, secré-taire d'Etat aux DOM-TOM, juge que ce débat n'a pas sa place dans ce texte de décentralisation; les élus communistes souhaitent qu'un tel conseil soit doté de pouvoirs de décision; M. Sérusclat (P.S., Rhône), craint une politisatinn de ces conseils en raison de la représentation excessive des élus locaux en leur

Le Sénat décide que ce conseil, qui sera préside par un conseiller general, comprendra pour moitié, d'une part des représentants des collectivités locales, d'autre part des représentants des enseignants, des parents et des activités sociales et economiques. Ce conseil sera, par exemple, obligatnirement consulté sur l'organisation et le financement des transports scolaires, ou l'organisation des rythmes scolaires.

A l'article 24 (carte scolaire), le Senat préfère aux amendements du gouvernement, dn P.S. et dn P.C., celui de la commission des affaires eulturelles, qui stipule : - Les consells municipaux fixent l'implantation des écoles et des classes élémentaires et maternelles. Les conseils généraux, après accord des conseils municipaux intéressés et consultation du représentant de l'État dans le département, décident de la création, de l'extension et des aménagements des collèges. Les consells régionaux, après accord des conseils municipaux et des consells généraux interesses, et consultation du représentant de l'État dans la région, décident de la crention, de l'extension et des aménagements des lycées et des établissements d'enseignement profession-nel, L'État fixe, après consultation des collectivités territoriales intéressées, l'implantation et les aménagements des établissements

Pour la prise en charge des constructions scolaires par les collec-

d'enseignement supérieur. »

tivités territoriales (art. 25), les sénateurs décident de limiter la décentralisation au seul domaine immobilier, à l'exclusion du fonctionnement - poste très lourd représentant 30 milliords de francs e, observe M. Séramy. En rai-son de la dégradation de ce patrimoine, ce sont les départements qui nuront la charge de ces dépenses seules les communes qui le voudront

pourront y contribuer. La proposition du gouvernement de créer au budget de l'État une dotation régionale d'équipement scolaire pour les lycées et établissements d'éducation spéciale est repoussée par 197 voix contre 104, au motif que les sénateurs jugent que le D.G.E. est un mauvais mécanisme de transfert.

Après un long débat, le Sénat s'en tient au texte initial de la proposition de loi pour régler la répartition des charges des écoles preélémentaires et élémentaires à fréquentatinn intercommunale (art. 27). Il est ainsi décidé que - lorsque des écoles, des classes élémentaires et maternelles reçoivent des élèves dont la famille est domicilièe dans d'autres communes, ces dernières contribuent aux dépenses de fonctionnement exposées par la commune d'accueil au prornta des élèves scolarise ».

Bien que le gouvernement y soit défavorable, les senateurs décident que les maires « après avis du conseil municipal » et de l'autorité responsable de l'établissement pourront modifier les heures d'entrée et de sortie des écoles pré-élémentaires et élémentaires.

Action sociale et santé

Après avoir admis la possibilité de décentraliser des compétences du département au niveau de la commune en matlère d'aide sociale (art. 32), et l'octroi au président du conseil général de la compétence en matière d'attribution des prestations légales d'aide sociale relevant du partement (art. 33), le Sénat su le gouvernement, qui propose d'élarles compétences de l'Etat pour gir les compétences de l'Etat pour l'aide en faveur des marginaux. La propositing de loi définit les blocs » de compétence des collectivités territoriales. Les senateurs prévoient qu'un état récapitulatif annuel des dépenses supportées par l'Etat dans le département sera présenté au conseil général pour per-

cice précédent. Dans le domaine de la santé, les départements reçoivent la responsabilité et le financement des services qui assurent la protection sanitaire de la famille et de l'enfance, la lutte contre les fléaux sociaux et la santé scolaire. Dans celui de la prévention sanitaire, les enmmunes ont la faculté d'organiser et de financer les services de désinfection et les bureaux d'hygiène.

mettre la comparaison avec l'exer-

ANNE CHAUSSEBOURG.

RECTIFICATIF. - « Mitterran distes . et . rocardiens ._ L'omission d'un mot a dénaturé le sens du titre de l'article consacré aux débats au sein du parti socialiste, paru dans le Mande du vendredi 6 mai (page 32). Il fallait lire : Les débats au sein du P.S. confirment les divergences entre - mitterrandistes - et entre - rocardiens -, et non : (...) les divergences entre « mitter distes » et « rocardlens ».

Le Monde

5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 69 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS

FRANCE 341 F 554 F 767 F 980 F **TOUS PAYS ÉTRANGERS** PAR VOIE NORMALE 601 F 1 674 F 1 547 F 2 620 F

ÉTRANGER L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 779 F 1 195 F 1 430 F Par voie aéricame
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque
postai (trois voulca) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

Joindre la dermière bande d'es

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Ne pas penser qu'aux délinquants!

adopté, jeudi 5 mai, par 330 vnix (P.S. et P.C.) contre 0, le projet de loi « renforçant la protection des vic-times d'infractions » (le Monde du 6 mai 1983).

Des victimes d'infractions un peu moins victimes, mienx défendues dans le maquis judiciaire, assurées de toucher l'indemnité qui leur est légitimement due, qui ne pourrait être d'accord avec un tel programme? Le vote de sa traduction législative aurait même pu donner lieu, à l'Assemblée, à un débordement de démagogie; il n'en a rien

L'inprosition, par la voix de M. Anbert (R.P.R., Alpes-Maritimes), a même jugé bou le projet de M. Badinter, se contentant de proposer quelques améliorations — dont certaines ont été acceptées par la majorité - sans s'accorder les effets faciles, sans faire les propositions macceptables que se permet-tent souvent, maintenant comme avant le 10 mai, ceux qui ne sont pas aux affaires. Et si les elus du R.P.R. et de l'U.D.F. n'ont pas voté le texte, c'est simplement qu'ancun d'entre eux n'était en séance au moment du vote. Mais dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Aubert expliqua par la suite qu'il avait mandat de son groupe pour approuver le projet du garde des sceaux.

L'U.D.F., il est vrai, a brillé par son absence tout an long du débat. Est-ce simplement pour ne pas entendre le ministre de la justice critiquer l'action de ceux qui l'ont précédé Place Vendôme, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing? Car, si l'opposition n'a pas voulu faire de cette discussion une affaire politi-que, la majorité n'a pas manqué de souligner que ce projet, comme l'a déclaré M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saone), « s'Insère dans une politique pénale globale fondée sur la prévention et la réinsertion des condamnés, car moins Il

L'Assemblée nationale a y aura d'infractions, moins il y aura de victimes «. Elle ue pouvait laisser passer une pareille occasion de mon trer que, contrairement à ce dont elle est souvent accusée, elle ne se préoccupe pas que des délinquants.

Aussi M. Badinter a-t-il longue ment insisté sur tous ses actes qui traduisent son souci des victimes. Et, en comparaison, il a déclaré que sous le septennat précédent, « les discours - sur le sniet l'avaient emporté sur les actions concrètes, expliquent que, du fait de ses modalités restrictives, la loi de 1977 qui a introduit dans notre droit la théorie de l'indemnisation par l'État de certaines victimes d'infractions, relevait « plus de la symbolique que de la pratique ».

de violen

1.30 30 60

Was professional and supply

Charge mark there

Territoria Barrison

The state of the s

1 18 4 may 1 1 12

A STATE OF THE STATE OF

Cold

Mais pour le ministre de la justice, cette attention portée aux victimes n'est pas contradictoire evec le reste de sa politique. « Il est remarquable de constater, a-t-il dit, que ce sont les sociétés dans lesquelles la prévention de la délin-quance et la réinsertion des délinquants sont effectivement pratiquées qui garantissent le mieux les droits des victimes. » Sur ce point - an moins - le désaccord avec l'opposition est resté entier, M. Foyer (R.P.R., Maine et-Loire), même s'il a reconnu « qu'il peut sor-tir de votre texte quelque bien », a aussi affirmé que pour lutter contre la violence, des « peines automatiques et d'execution certaine - sont la meilleure solution et que la création de « réflexes pavloviens négatifs - chez les délinquants fera diminuer le nombre des victimes.

Mais, au-delà de ce désaccord fondamental, tous les députés pré-sents, jeudi à l'Assemblée nationale, semblaient partager cette opinion de M. Garcin (P.C., Bouchesdu-Rhone) : " It ne peut être de bonne justice si celle-ci cantonne la sanction sociale à la seule répression du coupable, en omettant les

THIERRY BRÉHIER.

Plusieurs modifications

repousse un amendement de M. Foyer étendant la protection contre l'organisation de l'insolvabilité du débiteur aux cas d'obligations contractuelles. - Il convient, explique Mms Cachenx (P.S., Nord), rapporteur de la commission des lois, que la puissance publique protège ceux qui, malgré eux, sont venus des créanciers et non ceux qui ont choisi imprudemment de le

A la demande de M. Aubert, soutenu par la commission, elle modifie l'article 88 du code de procédure pénale pour que le juge d'instruction modèle la consignation demandée à la partie civile « en fonction des ressources - de celle-ci.

Comme le souhaitait M. Badinter. la majorité repousse, alors que M. Jean-Pierre Michel avait annoncé que le groupe socialiste le soutiendrait, un amendement présenté par M. Anbert, et accepté par la commission, prévoyant que le juge d'instruction procède à des notes permettant « l'établissement du préjudice subi par in victime de l'incompagnement de l'incompag

A l'article 11, la commission retire, à la demande du garde des sceaux, un amendement prévoyant la possibilité de - mise en cause » du fonds de garantie des assurances devant la iuridiction répressive.

penvent tetre, a projet, les assurances. Par 324 voix (P.S. et P.C.) contre 160 (R.P.R. et U.D.F.) l'Assemblée repousse un amendement de

M. Foyer modifiant l'alinéa 1 de l'article 2 du code de procédure pénale pour permettre « l'action civile en réparation » à « ceux qui ont souffert des dommages causés par l'infraction » et non plus seule-ment à ceux qui en ont » personnel-lement souffert », ce qui aurait eu notamment pour effet de modifier la jurisprudence de la Cour de cassa-

A la demande de la commission des lois, il est précisé à l'artiele 14 que seule la vietime directe de l'infraction peut obtenir réparation d'une atteinte à « son intégrité men-

A l'article 15, créant des commissions chargées d'allouer les indemmités aux victimes auprès de tous les tribunaux de grande instance, la majorité repousse les amendements de M. Foyer, qui demandair la création d'une procédure d'appel des décisions de ces commissions et qui critiquait la désignation des deux magistrats et d'une personne « s'étant signulée par l'intérêt qu'elle porte au problème des victimes : qui les composeront par l'assemblée générale des magistrats du siège du tribunal.

Un homme en colère

Le garde des sceaux n'oublie pas qu'il fut l'un des maîtres du barreau. Agrippé au banc du gou-vernement, à l'Assemblée natioe, M. Robert Badinter fait face à M. Jean Foyer. Le ministre de la justice ne pouvait laisser pas-ser l'occasion du débat, le 5 mai, sur la protection des victimes d'infractions, sans demander des comptes à celui qui l'avait pré-cédé Place Vendôme, sur les propos qu'il avait tenus devant In Club de l'Horloge (le Monde du 6 mai). Et, bien que le député R.P.R. monté à la tribune domine physiquement l'hémicycle, il se tasse sous le poids des interpallations de son adversaire ; oui, il a bien dit qu'il faudre e nettoyer la chancellerie »; oui, iì a bien dit qu'il faudra e enlever le pouvoir à ceux qui l'ont usurpé », même s'il assure au ministre — comme pour se faire pardonner - commer n'est pas vous que je visais, mais une certaine organisation qui a usurpé votre pouvoir dans nom-

Alors le garde des sceaux se dresse, et le débit saccadé, ne cherchant pas à cacher una co-lère grandissante, il accuse : e La chancellerie, ca n'est pas seulement le ministre, c'est aussi ceux qui travaillent avec lui. Le terme e nettoyer » vise donc des per-sonnes. Or on nettoie ce que l'on considere comme quoi ?... Je

... » Et comme un avocat qui fait plier sous le poids de ses questions un térnoin important, il demande si c'était son directeur de cabinet qui était vise. Le noude cabiner qui exat vise. Le risu-veau directeur de l'administra-tion pénitentiaire ? le sous-directaur das affairna criminelles ? Chacun des *cer*tainement pas » de M. Foyer est ponetué d'un « dont acte ! » de M. Badinter. La conclusion vient qua cela veut dira ? Que lorsqu'on est magistrat, on ne peut avoir de sensibilité de gau-che à moins d'être un meuvais

L'interpellé, une fois encore, ne peut que dire : e Certaine-ment pas l ». Nouveau « Dont acte l » de l'avocat, qui ajoute : * Nous progressane ! Mais croyez-vous, monsieur Foyer, que, pour aimer la justice, il faille être de droite ? » L'ancien ministre n'n « jernais dit cala » ; le nouveau ministre, interpellé à son tour par M. Touban (R.P.R., Paris), qui s'efforce de venir au secours de son collègue mai-mené, reconneît à l'inverse qu'il

gauche pour rendre la justice. La liberté d'opinion des ma-



Le 13 mai 1958 vu d'Alger

• ÉTATS-UNIS : Dans les réserves indiennes

• ESPAGNE : Bataille pour la mairie de Madrid

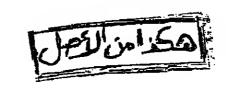
• ENQUÊTE : Les Japonais, princes d'Asie

• SONDAGE: Les Français et l'État

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.





délinquant.

société

Les manifestations contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur

Du Champ-de-Mars au pout d'Austerlitz, 8 000 étudiants out manifesté le jeudi 5 mai à Paris, à Pappel de la « coordination nationale coutre le projet Savary », animée par des organisations pro-ches de l'opposition. D'autre part, quelque 800 étu-diants out défilé à l'appel du consité de grève de Jussieu pour obtesir me « vraie réforme de gauche ». Au total, moins de 9 000 étudiants parisiens étaient dans la rue pour protester contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur, ce qui représente bien pen par rapport aux quelque 300 000 inscrits dans les

établissements d'enseignement supérieur de la capi-

· Si la manifestation de ganche a été brère et sage, en revanche, celle de la « coordination nationale », qui s'est prolongée tard dans la mit, a été marquée par de violents incidents. Une centaine de policiers ont été blessés, 113 manifestants ont été interpellés, six out été mis à la disposition de la police judiciaire, quatre d'entre eux out été déférés au parquet.

D'autres manifestations ont en lieu dans quelques villes de province. Nos correspondants nous

cine, phormacie et odontologie et environ 300 juristes out défilé et fait plusieurs « sit in » avant de s'installer sur la voie ferrée pour empêcher le départ du train de Paris. Il y a en alors des affrontements avec les C.R.S. A Poitiers, deux trains out été immobilisés, la circulation a été bloquée et l'hôtel de ville accupé. Le président de l'université et le maire de l'oltiers, M. Jacques Santrot (P.S.), out proposé aux étudiants d'organiser une assemblée générale, qui a été fixée au 9 mai. D'autre part, à

blait environ 400 personnes, des étudiants en droit ont éleve une barricade et des heurts ont opposé peu après minuit une vingtaine d'entre eux aux forces de police. Il y a en deux blessés. A Bordeaux, une centaine d'étudiants en droit out envahi les studios de FR3 Aquitaine et le journal régional n'a pas été dif-fusé. A Strasbourg, plusieurs cortèges out rassemblé 600 étudiants en droit, sciences politiques et médecine. Une centaine de ces derniers out dressé une barricade à laquelle ils ont mis le feu. A Lyon, 400 étudiants en pharmacie out défilé dans le cah relayés par une centaine d'étudiants en lettres.

Nuit de violence entre étudiants de droite et policiers

Une « manif traine-savates » ? Depuis peu, après le départ, face à l'Ecole militaire, vers 14 heures, le cortège allait à un train de sénateur. Pourtant, le percours autorisé était long. Du Champ-de-Mars à la Bastille en passant par Montparnause et Austerlitz. Mais ce n'est pas à cause de sa longueur que tout a arrêtera tout commencera? - m kilomètre avant le terme fixé.

En tête, une large banderole : « Ni droite, ni gauche ; ensemble contre la réforme ». Ca, c'était pour la télé. Car, montieur, écrivez-le bien: « Nous sommes apolitiques ». Cent fois, cette inionction sera répétée... Derrière, les huit mille manifestants groupés par université; les mêmes que la semaine dernière ; Dauphine, Nanterre, Paris-IV, Malakoff et, la fin, le gros bataillon de Paris-II-Assas, bien encadré.

Quelques mètres derrière, une banderole-balai, timidement pirate, Libérez Richard Antony »... Denx groupes se sout déplacés avec quelques-uns de leurs professeurs

Succès, Succès pour l'ex-trême droits. Le harcèlement de

en état de siège le quartier Latin

et en émoi, du coup, médias et

été ravivés, même s'ils n'ont pas

désaccord avec la réforme Sa-

vary ? C'est moine sûr. En une

semaine, ils n'ont pes réussi à

grossir leurs range : le manifesta-

tion du jeudi 5 mai n'a pes en-

traîné dans le rue plus de sympe-

Dès le semaine demière, semble-

t-il, le plein était fait du nombre

d'étudiants proches de l'opposi-

tion dans les universités peri-

faut en finir avec ce prétendu

apolitisme. Apolitiques, ces cris

d'hostilité anvers les fonction-

naires ? Apolitiques, la mépris et

la haine à destination des poli-

ciers « au service d'un régime

pourri » et juste bons à e se faire

enc... » Apolitiques, ces allu-sions au Chili pour se glorifier du

renversement du régime de

jounes filles - « Dites bien que

nous sommes indépendants i »

- le caillou à la main ? Apoliti-

que, ce rendez-vous déjà pris :

« La borine manif, ce sera le

Certes, il doit bien exister

10 mai 7 (1) >

Proches de l'opposition, car il

xisants que cello du 29 avril...

provoqué d'adhésions.

dauds. De vieux symboles ont

Succès pour les étudiants en

derrière lesquels il s'abritent : une dizzine de Malakoff et une vingtaine de Saint-Maur. Un professeur de droit international expliquera : « Nous sommes ici car la réforme va détruire l'intelligenca fran-

Parci, per-là, quelques délégnés, montés » de la province : Caen, les plus nombreux, cent cinquante, Lyon-III, une centaine, Nantes, Toulouse... L'ESSEC est là, aussi, et «la catho»... Un groupe compact, bien gardé par son service d'ordre qui interdira à ses membres de révéler aux journalistes son origine : ce sont des lycéens, de Victor-Duruy à Paris, de Saint-Charles à Athis-Mons, de Jean-Baptiste-Say, et d'antres lycées. Et ce cortège qui n'avance pea. Vollà même qu'il s'arrête à deux reprises devant des lo-caux identifiés comme appartenant à des ministères : la santé et les transports. Prétexte à un nouveau slogan: « Fonctionnaires, au bou-lot l ». C'est le plus spontané. Les autres ont moins de succès, même

'29 avril et du 5 mai des jeunes

sens maturité politique, qui croient, en toute sincérité, que

leur opposition à la réforme Se-

vary n'est que e technique ». Mais il est évident que leur aver-

sion s'adresse encore plus au mi-

qui rejettent même l'idée d'une

manifestations, il s'en trouva

pour déplorer les violences qui

les prolongent... On les croirait plus aisément si l'on ne voyait

circular entre les mains d'un de

leurs chefs - dès la mise en

pinca de la manifestation,

comme c'était le cas au Champ-

de-Mars - un plan de dislocation

qui débouche pour un groupe à

Seint-Michel, pour d'eutres, ail-

leurs dans le quartier Latin. Dis-

location en forme de rassemble-

. Ces manifestants affection-

nent de se proclamer e en co-

lère ». Pourquoi s'obstinent-ès à

dissimular qu'ils destinent cette

colore, non à un texte, non à un

ministre, mais finalement à tout

un gouvernament qu'ils récusant

(1) Des organisations d'extrême droite, dont le Parti des forces nou-

volles (P.F.N.), appellent à une manifestation à Paris, à l'occasion

8. B. et C. V.

ment, en somme.

nistre ou'à son texte, chez ceux

Parmi les organisateurs de ces

l'invitation d'un meneur: « Criez « étudiants en colère », ne fait pas

Le registre est du même tonneau que la semaine dernière, les 27 et 29 avril : « Aucu, aucu, aucune concertation »... « Savary, fumier, tu serviras d'engrais ». « Savary, si tu savais, ta réforme où on se la met? Au cul l'»... L'épitoge des professeurs de droit en rougit comme un code civil. Les pancartes font montre de plus d'invention : « Savary: un destructeur sort ses griffes », ou, sur un véhicule Range Rover : « Savary, les internes t'ont gardé un lit ».

Et ce cortège qui n'avance pas. A 16 h 15, un membre du service d'ordre lache : « On va les faire gueuler. Ca va les énerver ». Une demi-houre plus tard, les incidents éclatent, boulevard de Port-Royal. Un groupe de jeunes et de moins jeunes essaie d'entraîner les manifestants à dépasser leur propre service d'ordre. Demi-succès. Ils se retrouvent quelques dizaines, cheveux plus rasés que conrts, écusson tricolore à l'épanle, bottes rangers aux pieds, à caracoler en avant du cortège.

A l'approche de la gare d'Auster-litz, les responsables de la coordination étudiante semblent inquiets de voir des groupes se constituer. Jean-Léo Gros, dirigeant du CELF (jennes giscardiens), parlemente, d'une belle petite voiture équipée d'un radio-téléphone... La décision est prise : la dispersion se fera avant

Face à la gare d'Austerlitz, l'ordre est donné un méguphone : Pour ne pas céder à la provocation, nous vous demandons de vous disperser. Rendez-vous très biento avec nos amis enseignants... »

« Au quartier Latin »

Il n'en fallait pas plus. I h g de manifestants part en courant le long du quai Saint-Bernard, entraîné per deux «étudiants d'âge mûr», hurlant - Au quartier Latin | Au quartier Latin | » Mais la route da quartier latin est coupée par un cordon de C.R.S., les premiers visibles depuis le début de la manifestation et, à n'en pas douter, véritables objectifs de la troupe au galop. Le heurt est d'autant plus inévitable qu'il est voulu, provoque par des mi-litants comus pour appartenir à des groupes d'extrême droite. Les premiers projectiles commencent à pleuvoir sur les policiers : pierres, cocktails Molotov, billes, fumi-genes... Les C.R.S. chargent, grenades lacrymogènes en volutes acres. Ils mettront une vingtaine de minutes à remonter le quai Saint-Bernard vers la gare d'Austerlitz, manifestants et policiers emmélés, s'encercient comme les fumées bleues des « lacrymos » et noires des

Une partie du cortège des mani-featants qui ne s'étaient pas dis-persés refluent et remontent le bouevnrd du l'Hôpital, ponrsuivis jusqu'à la place d'Italie par les policiers. Une dizaine du barricades, hâ-

BOMBES LACRYMOGÈNES

ET PIQUETS DE GRÈVE

A L'UNIVERSITÉ DE NANCY-I

Nancy. - Trois individus mas-

jeudi matin, à l'U.E.R. de droit et sciences économiques de l'université

de Nancy-II, en lançant des bombes

lacrymogènes dans un amphithéaire où des étudiants de troisième année

passaient une épreuve écrite. M. Gé

rard Drucane, qui dirige l'U.E.R., e

précisé qu'à l'avenir . il ne pouvait

plus donner l'assurance que les per-

turbations apportées au fonctionne-

ment normal de la faculté continue-

rajent d'être limitées et contrôlées

comme elles l'avaient été

jusqu'alors ». Tontefois, il n'envi-

sage pas, pour l'instant, la fermeture de l'établissement. Lors d'un scrutin

organisé le 26 avril et auquel avaient

participé mille quatre cents étu-

diants sur trois mille quatre cent

soixante-quinze inscrits, la grève

avait été votée à une majorité de

57 %. Un comité de non-grévistes s'était alors créé en raison de la

proximité des examens; depuis, les

cours avaient été plus ou moins lar-

gement suivis. - J.-L. B.

és out perturbé un examen, ce

CORRESPONDANCE

Colère

Deux professeurs de l'université d'Aix-Marseille-Illi répondent à M. Debbasch

permi ces manifestants des 27 et tion de M. Mitterrand.

«L'égocentrisme d'un universitaire aixois»

MM. Loic Philia et Charles Cadoux, professeurs de droit public à l'université d'Aix-Marseille-III, nous out adressé la lettre suivante :

A propos de l'entretien que vous a necordé M. Charles Debbasch sur la réforme de l'enseignement supérieur (le Monde du 5 mai), nous nous permettons, en tant qu'enseignants dans la même université et dans la même discipline, de vous apporter les précisions suivantes :

1) M. Debbasch vous a déclaré : · Pour ce que j'ai constaté ici, à Aix et Marseille, ce sont les enseignants qui ont suivi et non l'inverse », pour notre part, nons avons plutôt constaté que ce sont certains enseignants qui ont poussé les étudiants à la grève. Si le professeur Debbase a suspendu immédiatement ses enseignements (ce qui est un moyen radical pour transformer des étudiants en grévistes), le professeur Philip, qui fait cours après lui, a poursuivi et poursuit encore ses enseignements devant ces mêmes étridiants, malgré de multiples mesures de discussion et d'obstruction.

Il nous paraît plus honnéte de reconcerne surtout, pour le moment, les enseignants. Lorsque la réforme commencera à s'appliquer (en 1985-1986 pour les étudiants de deuxième

année), nos étudiants actuels nuront déserté les bancs de la faculté et seroot entrés dans la vie active. 2) Sans nous prononcer ici sur la

valeur d'un projet qui est encore sus-ceptible d'être profondément dé, nous sommes cependant obligés de constater que sur plu-sieurs points importants il rejoint la politique menée à la faculté de droit d'Aix lorsque M. Debbasch était président de l'université d'Aix-Marseille III de 1973 à 1978 : ouverture sur l'extérieur, développemunt des formations à finalité professionnelle dans le cadre d'instituts spécialisés, introduction et développement des disciplines non juridiques dans les études de droit du premier cycle, etc.

Avant de porter un jugement définitif sur le projet actuel, il ne faut pas cublier que cette réforme concerne toute l'université et non uniquement les juristes. Il faut rappeler aussi que les réalisations opérées à la faculté de droit d'Aix-Marseille n'ont pas toujours pu être réalisées dans les entres facultés. Dans ces conditions, n'est-ce pas Il nous paraît plus honnête de re-connaître que le projet de M. Savary un juriste aixois, que de considérer cette réforme comme inutile ?

> LOIC PHILLIP et CHARLES CADOUX.

Le sage défilé de Jussieu tivement ébauchées, anssitôt aban-

Une grande banderole barre l'une des façades de l'université de Jus-sieu. On peut y lire : « Etudients en données ialonnent le parcours. Traqués par les brigades motorisées, vers 19 heures, les manifestants dislutte et en greve pour une vraie réforme de gauche. » Aux alentours, paraissent dans les rues autour de la on discute sur les motifs de la manifestation organisée à l'eppel du co-Pour reparaître une demi-heure mité de grève inter-U.E.R. de Jusplus tard dans le quartier Latin. Combien sont-ils à ce moment ? Im-

« Nous sommes la première manifestation opposée à la loi Severy, explique Vincent, en deuxième ennée d'histoire à la Sorbonne, à ne pas être chapeautée par l'UNEF indépendante et démocratique ou manipulée par l'extrême droite. » Rappelant que leur action se situe e dans la tradition des luttes estudiantines depuis 1968 », David, représentant du comité de grève, annonce « le création d'une nouvelle coordination nationsie», dont la première réunion est prévue ce vendredi 6 mai à Caen.

Il est 15 h 45 quand le cortège démarre. Environ huit cents étudiants défilent rue des Ecoles en direction du ministère de l'éducation nationale. De nombreuses banderoles soulignent l'opposition à la loi Savary; quelques drapeaux rouges ont été déployés. Dans ca sage défilé, l'atmosphère est bon enfant.

lencés lors de le manifestation de le semaine demière, la défile reprend en chœur: « Nous sommes tous des bougnoules d'Aulney (1). » Il est 16 h 30 quand le défilé arrive face aux C.R.S. Les organisateurs l'arrêtent à une centaine de mètres. Après avoir parlementé, David Assouline, un rendez-vous avec un conseiller de M. Savary pour le lundi 3 mei.

Tout en marquant leur mécontentement de ne pes pouvoir discuter tout de suite, les orgenisateurs pro-noncent la dislocation du défilé et invitent les étudiants à se retrouver à Jussieu. Un groupe d'une quinzaine d'autonomes bloque le boulevard Raspail, à la hauteur du boulevard Saint-Garmein. Oix minutes plus tard, les C.R.5. arrivent et, sans violence, dégagent la chaussée. Les demiers manifestants se dispersent dans le métro, rue du Bac.

(1) Le 29 avril, au cours d'une mani-festation à Paris, des étudiants ont invité les forces de police à s'employer · à Aulnay, contre les bougnoules », au lieu de s'en prendre à des » Étudiants français » (le Monde du 2 mai).

LAFIN

possible à chiffrer, à cause juste

ment de ce cache-cache incessant

Plusieurs centaines, semble-t-il. Pen-

dant plus de six heures, les heurts

vont continuer. La tactique du har-

cèlement : jets de pierres et de bou-

teilles sur les forces de police en

poste aux carrefours : dispersions ra-

pides. A l'autre coin de rue, quel-

ques minutes plus tard, les manifes-

tants resurgissent... derrière les policiers. A la course à pied, C.R.S.

et étudiants alternent dans la vic-

toire. Incendies de poubelles, mini-

barricades. Il y a déjà quelque

temps que les alogans sur la réforme et sur M. Savary ne sont plus en-tendes. « Chaud, chaud, primemps

sera chaud », et aussi, an hasard ;

Allende on t'a eu. Mitterrand on

Deux tactiques chez les responsa-

bles des forces de police. Au qua-

drillage de la première phase suc-cède le retrait. Aussitôt, les

manifestants - les mêmes ou au dé-

but - reprennent la rue. An carre-

four de l'Odéon, ils trainent une voi-

De longues minutes, les policiers le maintiennent, non loin des grilles de Jussien, quai Saint-Bernard. Tout autour, d'autres pierres, moins sobériques continuent de voler. Cheveux qui tombent en longues méches sur les tempes rasées, il regarde, comme hébété. Effaré de se retrouver seul, abandonné.

mettent de moins en moins de discernement au cours de leurs charges. Les badauds eccourus, les noctumbules de Saint-Germain-des-Prés regardent la noria des brigades motorisées. Tous se posent la même question : « Où sont les manifestants?

Il v n en cent treize interpellations; quatre interpellés ont été déférés au parquet. « Assas est tou-jours là », inisse tomber une manifestante, en obaissant le foulard qui lui barrait la bouche.

D'UNE PARTIE DE BILLES

Il a dû y mettre le prix, car son lance-pierres est d'un mo-dèle sophistiqué. Ce n'est pas l'une de ces rustiques fourches de bois mal dégrossi. Et lorsqu'il tire, il se penche, comme pour viser. Les deux policiers en civil étaient tout près : ils lui mettent la main an collet. Il se défend à peine. Quand les doux hommes de pierres colorées glissent de ses poches et roulent à terre.

ture abandonnée depuis plusieurs jours au milieu de la chaussée et l'embrasent. Chant de victoire : la Marseillaise, nvec drapeaux tricolores, dérobés triomphalement au fronton d'une banque...

Exténués, excédés, les policiers

SERGE BOLLOCH et CHARLES VIAL.

l'austérité e'appliquent d'abord aux

Le temps des corporations

(Suite de la première page.) Avec aussi l'epprobation du régime précédent, qui s'accommodait fort bien de cette situation proche de l'exploitation, sur fond de négligence et de lâcheté politique qui mênent tout droit à l'irresponsabilité. Une nouvelle corporation qui naît seule-

ment maintenant au grend jour at emprume les voies d'un syndicalisma plus esuvegu que celui de lu C.F.D.T., de la C.G.T. et, a fortiori. Offrira-t-on une promotion à M. Savary, qui, après M. Jack Raine, est devenu la tête de turc de toute

versitaira ? Un ministre cramponné à de minorité da jeunes qui ne pésent la cohérence d'un projet da réforme brêche eujourd'hui, puisqu'une fraction des médecins hospitaliers a fait compter les entreprises estudiantines contre ce même projet, qui ressemble en cortèges sages, agirés ou agressifs un monde universitaire (professeurs compris) de moins en moins homogène.

Pourquoi d'autres corporations ne se mettraient-elles pas à battre les estrades et les pavés de la rue ? No voit-t-on pas des professeurs de droit réclamer une spécificité que les médecins ont obtenue ?

Faudra-t-il que les infirmiers et les infirmières - dont la dévouement est toujours « admirable » et les salaires touiours dérisoires. - faut-il que les chefs de travaux, les adjoints, les attachés de toutes catégories, se constituent eux pussi en corporations tre mou où chacun peut espérer, pourvu qu'il en ait les moyens, faire

valoir son intérêt catégoriel ? C'est bien une exaspération eux relents poujedistes qui e poussé dens les rues de Paris plusieurs milliers da petits patrons, de commercants et d'artisans. Un patit commerce qui travaille dur. Mais de quel droit la principal dirigeant de ce mouvement prétend-il dicter sa politique eu mi-nistre de l'économie ? Une polhique principe - de plus en plus en honneur - selon lequel le rigueur et

Faudra-t-il nommer un ministre des corporations ? Ou mieux, autant de ministres qu'il y a de corpora-tions, et qui passeraient leur temps à défaire ce que leurs collègues au-raient mis de cohérance nationale dans leurs choix politiques ?

Voici un gouvemement socialiste. Voici revenu la temps des corporations - qu'il ne faut pas confondre et quelquefois imposent, les autres subissent. N'y eurait-il pas, du côté de la corporation militaire, une drôl guère et comprennent encore moins pourquoi le service national est toujours d'un an ? En six mois, on peut

PIERRE TREY.

SCIENCES

IRAS-ARAKI-ALCOCK LA NOUVELLE COMÈTE

Une nouvelle comète, découverte à le jumelle par un instituteur britannique en ratreite, M. George Alcock, e'approchers, le 10 mai, de le Terre, à une distance de 5 millions de kilomètres. Il est peu probable, cependent, qu'elle puisse être visible à couverte de cette comète, qui a été observée à peu près en mēme temps par un Japona M. Genichi Areki, e pu ětre confirmée par le satellite astronomique infrarouge Iras, dont le mise en orbite remonte à la fin du mois de janvier.

C'est la reison pour laquelle cette nouvelle comète - on en découvre plusieurs chaque ennée Araki-Alcock. Elle devrait faire l'objet d'observations multiples de le pert des astronomes et notamment de ceux de l'observatoire du pic du Midi, qui utilise-2 mètres qui est à leur disposi-

Depuis 39 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est le nº 1

pour la vente des fonds de commerce En verse partout 3 F et 38, rue de Meits, 750 11 PARIS - 74. (1) 806-30-30

EXTREMEORIENT 3 VOLS SUR KARACHI 3 VOLS SUR KARACHI 2 VOLS SUR KARACHI 3 VOLS SUR RACHI 3 VOLS SUR RACHI 3 VOLS SUR RACHI 4 VOLS SUR RACHI 1 VOLS SUR RACHI 2 VOLS SUR RACHI 1 VOLS SUR RACHI 2 VOLS SUR RACHI Agence de Lyon: (7) 850,69.48 152, avanue 75008 Pans: Tél: 359,31.82 75008 Pans: (7) 850.69.48

:olere

ar · · ·

, **.** .

19.19

Francisco (pro-

Cattor

Création d'un syndicat FEN dans l'enseignement privé

La FEN accueille désormais afficiellement les personnels de l'ensei-gnement privé. Le SNUDEP (Syngnement privé. Le SNUDEP (Syndicat national pour l'unification du service public d'enseignement et la défense des personnels de l'enseignement privé) a réuni, le 4 mai, son congrès constitutif. Il déclare dejà cinq cents adhérents, dont un tiers n'appartenaient à aucune organisation syndicale, Implanté dans vingtions des privatements parmi lesquels le huit départements, parmi lesquels le Maine-et-Luire, le Bas-Rbin et le Haut-Rhin dominent, il espère dou-bler ses effectifs d'ici à l'amée sco-

Le SNUDEP s'adresse à tous les personnels de l'enseignement privé, enseignants ou non, qui relèvent des lois Debré, Pompidou ou Guermeur, c'est-à-dire qui travaillent dans un établissement, y compris agricole, sous contrat au sous conventinn avec l'État. Selon M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN, sa créatinn « anticipe l'unification du système éducatif français, l'onticipe pour l'accèlèrer ». Dans cette perspective, le SNUDEP est « de nature tronsitaire » comme l'a déclaré personnels de l'enseignement privé, ture tronsitoire -, comme l'a déclaré son secrétaire général, M. Guy Champain, professeur dans un éta-blissement privé du Mans, puisque l'intégration des personnels du privé lorsque sera constitué le grand service public d'éducation unifié et larque que la FEN appelle de ses

recte aux syndicats tels que le SNI-P.E.G.C. pour les instituteurs et les professeurs de collège, au SNES pour les enseignants du second de-gré, au SNAEN pour les agents, etc.

vœux - permettra leur adhésion di-

Présent au congrès constitutif du SNUDEP, M. Jacques Pommatau, a dénoncé l'attitude de la Fédération des organismes de gestion de l'enseignement catholique (FNOGEC), qui vient d'adresser une note à ses présidents departementaux pour leur demander de s'apposer, en re-courant aux tribunaux d'instance, à la designation de délégues syndicaux du SNUDEP dans les établisse-

La naissance du SNUDEP avait été annoncée dès le congrès de la Fé-dération C.F.D.T. de l'enseignement prive reuni récomment à Marseille (le Monde du 13 avril) ; ses anima-(le Monde du 13 avril); ses animateurs sont, en effet, des transfuges de la C.F.D.T. qui ont rejoint la FEN parce que, selon M. Guy Champain, « elle est l'organisation mojoritoire dans l'éducation ». Jeudi 4 mai, M. Nicole Natat, secrétaire national de la C.F.D.T., a accusé la FEN de chercher, en créant le SNUDEP, à « limiter le plus qu'elle peut la force que la C.F.D.T. représentera dans le service public unifié ».

ISLANDE Nouvelle liaison maritime par le ferry EDDA départs hebdomadaires de Bremerhaven ou de Newcastle vers Reykjavík Traversée à partir de 715 F transport voiture gratuit pour 4 passagers payants agences de voyages ou **ALANT'S TOURS** Agent général de la Compagnie FARSKIP

75001 Paris **tél. 296.59.78**

LES ÉTUDIANTS DE « SCIENCES PO » A LYON NOTENT LEURS ENSEIGNANTS

Peuvent mieux faire

De notre correspondant régional

Lyon. - Trois étudiants de deuxième et troisième année de l'Institut d'études politiques (LE.P.) de Lyon, Anne Pellotier, Jacques Perche et Sammy Oussedik, ont pris l'initiative de... noter leurs professeurs. Cette « première », qui renverse habitudes et tabous, a été très soigneusement élaborée. Plus de 1 600 questinunaires - remplis par le tiers des étudiants choisis « au hasard » dans chaque cours et travanx dirigés de l'LE.P. ont été dépouillés et traités par ordinateur. Dans l'ensemble, le bilan est « globalement satisfaisant ». Mais la moyenne des notes attribuées aux enseignants se situe seulement à près de 3 sur 5 (soit un petit 12 sur 20). Cette appréciation que l'on pourrait résumer selon la formule « peuvent mieux faire », cache des variations très instructives selon le grade universitaire, l'âge ou le sexe des examinateurs examinés

prises, a commencer par l'anonymat des renseignements obtenus sur chacun des professeurs. Les enseignants notés par les étudients devront eux-mêmes faire une démarche pour connaître leur « score ». Précaution méthodo-Ingiqua: le questionnaira quinze questions « subjectives mais au balayaga très large > sympathie spontanée. Trais grands chapitres : la capacité pédagogique, la capacité d'innovation et les relations avec les élèves, regroupent l'essentiel, les étudiants ayant finalement refusé de prendre en compte la notation des méthodes de notation ».

Toutes les précautions ont été

« Cela ne se fait pas »

Les résultats par grade sont favorables aux professeurs (3,2 sur 5 de moyenne), qui devan-cent les assistants (2,9) et les maîtres-assistants (2,7) bons demiers, qui dépassent péniblement la moyenne. Autre sur-prise : la deuxième place, avec 3 sur 5 de moyenne, des enseignants vacataires - nombreux à l'I.E.P., — qui précèdent ainsi deux catégories traditionnelles de professeurs. « Les vacataires obtiennent la meilleure note pour la disponibilité face aux ques-tions des élèves, une appréciapédagogiques, mais... la plus mauvaise note d'ensemble à la question sur le refus de la déma-

faite sur l'ordinateur de l'Institut

supérieur d'agronomie Rhône-Alpes, dépendant de la faculté catholiqua de Lyon. A Lyon-II, faute de patronage par un pro-fesseur de Sciences-Po, on a refusé le traitement des résultats. Du côté de la hiérarchie universitaire, on semble, en effet, très soucieux de ne pas voir l'expe-Pourtant, le traitement scientifique, où toutes les « entrées » sont possibles, a pennis des analyses très intéressantes. On sait, par exemple, que les ensei-gnantes précèdent de peu leurs collègues masculins (3 sur 5 contre 2,9). Que les hommes de mains da trente ans et les femmes âgées de trente à querante ans ont les notes les plus flatteuses. Que le plus « mauvais a enseignant obtient 2 sur 5 et qu'il axiste un vacataire « super-ster » coté à 4,7 sur 5.

L'analyse par question fait enfin ressortir les points forts des enseignants, qui, dans l'ensem-ble, « respectant les élèves en tent que personnes » (3,4 de moyenne malgre des... zéros parfois attribués dans cette rubrique) et sont, avec la même note, disponibles face aux questions ». Les bonnets d'âne collectifs concernent les questions Aisance pour faire participer la classe » (2.3 de moyenne) et... < Sens de l'humour > (2,4).

de noter leurs professeurs parce que « cela ne se fait pes » repré-10 %), on ne connaît pas encore les réactions des enseignants à cetta notation inédite.

CLAUDE RÉGENT.

選.段.A. INFORMATIQUE: Langages - Prop Pour ÉLÈVES et ÉTUDIANTS débuta

SARJ

Cours part. et coll. T.L.J. et juil. à sept. 2° A TERM. 83-84 : inscr. ouvertes Test d'admission sur R.-V.

MÉDECINE

AU C.H.U. BICHAT (PARIS)

Une récente épidémie de la « maladie du légionnaire » est à l'origine d'une douzaine de décès

Le C.H.U. Bichai (Paris) vient une nouvelle fois d'être le siège d'une épidémie de la « maladie du légionnaire » — ou légionellose, — affection de nature bactérienne due à la prolifération dans l'organisme du game Legionella pneumophila. Plusieurs poussées épidémiques avaient déjà été enregistrées depuis 1981 dans cet hopital ultramoderne, inauguré en 1990. Cette fois, le phénomène avait une tout autre ampleur : de décembre 1982 à mars 1983, cinquante-deux cas de la maladie du légionnaire ont été diagnostiqués. Une douzaine de décès ont été enregistrés. Depuis quelques semaines, tout semble rentrer dans l'ordre. Rien pourtain ne permet d'offirmer que l'épidémie est définitivement invulée. d'offirmer que l'épidémie est définitivement jugulée.

Presque sept ans après avoir découvert son existence, ou n'a tou-jours pas de notiou définitive sur l'écologie de Legionella pneumo-phila, et la « maladie du légionnaire » (1) représente, à bien des égards, un véritable casse-tête pour les épidémiologistes. L'hôpital Bi-chat semble, en France, une cible partienlièrement privilégiée. En 1981 déjà, un an après son inaugura-tion, cet hôpital entièrement climaisé, connut une première alerte. En juillet, puis en août, plusieurs cas étaient diagnostiqués et deux décès enregistrés. La direction de l'Assistance publique faisait appel à des spécialistes américains du Center for Disease Control d'Atlanta, On décidait, alors, de suspendre toutes les admissions. Les malades étaient transférés vers d'autres hôpitaux. La désinfection de l'établissement et des modifications techniques dans le système de climatisation centrale étaient réalisées: on soupçonnait l'ean stagnante des caissons de cli-matisation de se transformer en réservoir de germes pathogènes. Le coût estimé des travaux — en partie subventionnés — fut de 1 646 000 f, auxquels s'ajoutait le manque à gagner de l'hôpital.

Une « flambée épidémique » d'une tout autre ampieur débuta en septembre 1982 (cinquante deux cas en trois mois et une douzaine de décès). Il faut cependant noter qu'il est difficile d'établir à tout coup un lien de causalité direct entre l'apparition de la maladie et les décès. Il s'agissait pour la plupart de per-sonnes agées ou souffrant d'infections majeures. Fin janvier, l'Institut national de la santé et de la recherépidémiologique. En dépit de l'im-portance du phénomène épidémique et de la situation jugée « alarmante » par certains responsables, aucune décision majeure ne fut prise dans un premier temps. Les informations officielles cessèrent dès la mi-décembre, après que deux décès curent été enregistrés.

Une accalmie ?

A la lecture des comptes rendus des réunions du comité de lutte contre l'infection du groupe hospita-lier Biehat-Claude-Bernard, on constate qu'il aura fallu près de qua-tre mois pour qu'une décision soit prise et appliquée. Mi-mars, on

adoptait, en effet, un protocole technique mis an point à l'hôpital Kings-ton (Grande-Bretagne), consistant à augmenter périodiquement la tem-pérature de l'eau chaude du système de climatisation à 60 °C, à chierer en permanence ce circuit d'eau et à le purger chaque semaine durant quelques minutes en cuvrant tous les ro-binets. Cette méthode fut mise en œuvre fin mars. «Force est qu-jourd'hui de constater, remarqueton au comité de lutte contre l'infectiou, que l'épidémie a brutalement cassé plusieurs jours avant le 29 mars!

Dès lors, comment faire pour ju-ger de l'efficacité du protocole re-tenu ? Comment expliquer, d'autre part, qu'aucun membre du personnel n'ait contracté cette affection de nature pourtant contagieuse?

La situation acmelle correspondelle à une accalmie? Personne n'ose; aujourd'hui, faire de pronostic. En revanche, on peut s'interroger sur les raisons qui ont à ce point retardé toute prise de décision et sur certaines incohérences, comme le fait que la solution adoptée avait, quelque temps apparavant, été présentée comme techniquement int-

Au total, I' affaire Bichat » vient, une nouvelle fois, illustrer quelles penyent être les conséquences de l'absence en France de toute structure médico-scientifique centralisatrice ayant, en cas de phénomène épidémique grave, pouvoir de décision.

JEAN-YVES NAUL -

123 Fanis gionelles. Ces germes, et l'affection qu'ils provoquent, tirent leur nom de l'American Legion Association, qui, en provoquant au total vingt-neuf décès. On démoutre de plus co plus fréquem-ment l'existence de formes inapparentes apparaissent des signes climques, le trai-tement antibiotique est souvent efficace. Le groupe des personnes à risques est constitué des personnes âgées de plus de cinquante ans, grandes consommatrices de tabae et des malades immunodéprimés ou placés sous rein artificiel.
Chez ces personnes, la mortalité varie
de 5 % à 10 % avec traitement, de 15 %
à 20 % sans traitement.

BARIVEN S.A. DE CARACAS, VENEZUELA

une entreprise filiale de

PETROLEOS DE VENEZUELA S.A

annonce l'ouverture de son bureau d'achat européen



REGISTRE COMMERCIALE 104156, LA HAYE, PAYS BAS

à partir du 9 mai 1983 dans:

KANTORENCOMPLEX LEIDSENHAGE **DUINDOORN 31, 2262 AR**

ADRESSE POSTALE: BOÎTE POSTALE 415, 2260 AK

LEIDSCHENDAM - PAYS-BAS

TEL.: (0)70 209232

TLX.: 32540 BARIV NL



lėmie

••• IF MONDE - Samedi 7 mai 1983 - Page 11



Aux hommes d'affaires français

Banzai!

L'Extrême-Orient n'est pas si loin que cela. En fait, il est proche, grâce à la Carte Diners "Société". Au Japon, la Fuji Bank et le Japan Travel Bureau sont les associés du Diners Club.

Alors allez-y en toute tranquillité. Non seulement vous pourrez régler vos dépenses professionnelles (hôtels, voitures, avions, etc.) avec votre carte Diners "Société", mais en plus vous serez accueillis selon la meilleure tradition japonaise.

Atmosphère idéale pour que vous puissiez mener à bien vos affaires.

Bonne chance et Banzaï.

La Carte Diners "Société" peut être obtenue dans les plus brefs délais:

- <u>Télexez aux nºs 630 225 630 665 630 666 660 952</u>
- Ecrivez à Diners Club International 18, rue François I^{er} - 75380 Paris Cedex 08
- Téléphonez au (1) 723 78 05, nous répondrons à toutes vos

demandes 24 heures sur 24.



L'Etat français devant ses juges

Pour la première fois, le gouvernement français va devoir répondre de ses agissements devant la Commission européenne des droits de l'homme. Cette première aura lieu lundi 9 mai à Strasbourg, où la Commission doit se prononcer sur la recevabilité d'une requête de Pierre de Varga.

Incarcéré au lendemain de l'assassinat de Jean de Broglie au mois de décembre 1976, celui-ci estime avoir été détenu, jusqu'n sa condamnation cinq ans

Nouveau phare des libertés en Europe, la France de M. Mitterrand se devait, à ses propres yeux, de reconnaître le droit de recours individuel prèvu par l'article 25 de la Conventinn européeune des droits de l'homme. Ce faisant, le gouvernement prenait le risque d'attirer l'attention sur les faiblesses du système judiciaire français, faiblesses qui demeurent, maigré le grand » nettoyage » opéré par M. Robert Badinter. Le gouvernement aetuel n'a pas de responsabilité dans la durée de détention provisoire dont se plaint Pierre de Varga, mais cette durée, souvent excessive, est un travers de la justice française. Surtout, elle est incompatible avec le « délai raisonnable » dont parle la Convention.

Malgré cela, la plainte de Pierre de Varga n'a guère de ebanee d'aboutir. La Commission et la Cour se réfèrent en effet pour décider si la durée est raisonnable ou non d'une détention provisoire, à une série de critères, dont celui de la complexité de l'affaire. Si une affaire fut difficile à instruire, e'est bien l'assassinat de Jean de Broglie. Cela ue veut pas dire qu'aucune plainte de ce genre n'est recevable. Dans une affaire Ringensen, jugée en 1973, la Cour de Strasbourg a condamné le gouvernement autricbien à verser 20 000 marks allemands (60 000 F anjourd'hni) à l'intéressé, soupconné d'escroquerie, et qui se plaignait d'avoir été détenu vingt-huit mois sans jugement.

mois sans jugement.

Lundi matin, la Commission, qui
se réuniera à buis elos au premier

plus tard à dix ans de réchusion criminelle, en violation de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prévoit qu'une personne incarcérée « a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable». Cette affaire inangure une série de contentieux dont l'origine remonte à la reconnaissance, le 2 octobre 1981, par le gouvernement français du droit de recours individuel devant la Commission et la Courde Strasbourg.

étage du Palais des drnits de l'bomme, sous la présidence de M. Carl Aage Norgaard, entendra Mª Corine et Jean Imbaeh du barreau de Strasbourg, les défenseurs dans cette affaire de Pierre de Varga. Parmi les membres de la Commission, M. Jean Soyer, professeur de droit pénal et ehroniqueur au Figaro, éin sous le précédent septennat nu poste traditionnellement

réservé aux Français.

Dans de tels cas, l'Etat poursuivi est défendu par un « agent du gouvernement », en l'espèce M. Gilbert Guillaume, conseiller d'Etat et directeur des affaires juridiques au Quai d'Orsay. Depuis la reconnaissance par la France du droit de recours individuel, une cellule spéciale a été constituée au ministère des relations extérieures, pour faire face aux poursuites engagées contre la France.

A vrai dire, sur la centaine de dossiers filtrés par le greffe de la Commissinn, eoux ndressés nu Quai d'Orsay sont encore peu nombreux : sept seulement. Mais la pompe est amorcée, la Commission ayant vu affluer un flot de requêtes, après la reconnaissance par la France du droit de recours individuel.

Des limites temporelles

La première tâche de la Commission a été de préciser les limites temporelles de ce droit de recours. Deux thèses s'affrontaient: la première tendait à déclarer recevables l'ensemble des recours ayant trait à des affaires jugées en France depuis la ratification par celle-ci de la

rigine remonte à la recomnaissance, le 2 octobre 81, par le gouvernement français du droit de cours individuel devant la Commission et la Cour-Strasbourg.

I drnits de Convention européenne des droits de l'homme en 1974. La deuxième thèse consistait à n'accepter que des requêtes portant sur des affaires

pour les Etats ayant déjà reconnu le droit de recours individuel.

Par crainte d'être submergée, la Commission a finalement ehoisi la seconde solution. Elle l'a fait à l'occasion d'une requête de M. Yann Fouéré, l'une des figures de proue du mouvement autonomiste breton. Réfugié en Irlande, M. Fouéré avait saisi la Commission pour une affaire remontant à 1975. Inculpé et incarcèré par un juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat, mais ayant bénéficié d'un non-lieu, il invoquait plusieurs articles de la Convention. Les faits étant trop anciens, la Com-

mission a finalement déclaré le re-

cours irrecevable.

tranchées depuis six mois et moins,

ce délai de six mois étant celui prévu

La requête de Pierre de Varga constitue ainsi une première. Cependant, même dans l'hypothèse in pins nptimiste, l'intéressé n'est pas au bout de ses peines. La Commission décidera en effet lundi de la recevabilité de cette requête. Non de son bien-fondé. Celui-ci ne sera examiné que dans plusieurs mois. Ensuite, le cas échéant, l'affaire viendra devant la Cour. Une course d'abstacles qui peut durer plusieurs années, et dont Pierre de Varga a peu de chances de sortir vainqueur, la perspective d'une victoire du requérant constituant néanmoins une épée de Damoclès, gage de sagesse de la justice des pays membres et, au-delà, des

BERTRAND LE GENORE.

DÉFENSE

La France accroîtra d'une centaine de chars AMX-30 le parc actuel de ses blindés en Allemagne fédérale

La France va accroître de près d'une centaine le nombre des chars de combat AMX-30 qui équipent ses divisions blindées stationnées en République fédérale d'Aflemagne.

De cette augmentation, de l'ordre de 30 %, du parc de ses chars de bataille par l'armée de terre française, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, n informé son homologue ouest-allemand récemment, par téléphone. Il doit en entretenir, le 30 mai prochain, le président de la République fédérale, M. Karl Carstens, lors d'une visite de ce dernier au corps d'armée français outre-Rhin, dans la région de Munsingen.

Ces démarches répondent à un besoin des nutnrités nuestallemandes de connaître nvec précision les effets de la réorganisation projetée de l'armée de terra française sur le dispositif allié en République fédérale d'Allemagne.

Les forces françaises se sont installées outre-Rhin des 1945, dans une zone d'occupation dans le sudouest da pays. En 1955, à la suite des necords de Paris, l'Allemagne a recouvré son entière souveraineté et, le régime d'occupation prenant fin, les forces alliées y ont désormais le statut de forces étrangères implantées dans un pays allié, avec son libre accord. Depuis 1966, date du retrait des forces de l'OTAN, la France a conclu un accord bilatéral avec Bonn.

A l'heure actuelle, les forces francaises outre-Rbin forment le Ile corps d'armée sous les ordres du général Bernard Philipponat. Outre un état-major de corps d'armée et une brigade logistique, elles comprennent principalement trois divisions blindées: la 1^m division blindée à Trèves, la 3^m division blindée à Fri-

bourg et la 5° Landau. 50 000 hommes

Ces forces comptent, au total, 51 000 personnels sous contrat militaire (48 000, dont 2 000 à Berlin, dans l'armée de terre; 1 100 dans l'armée de l'air; l 100 dans les services communs, comme le service de santé; 800 dans la gendarmerie), auxquels il faut ajouter 7 500 ouvriers et employés civils, français et étrangers. A cet ensemble se rattachent 27 500 antres Français, qui sont les familles de militaires.

La semaine dernière à Lille, le ministre français de la défense a, nots rapporte notre correspondant, tenu à démentir les rumeurs concernant une réduction drastique de ces effectifs outre-Rhin.

« Il n'est pas question, a-t-il expliqué à un congrès de réservistes, de démanteler les forces françaises en Allemagne. Dans le cas de la loi de programmation militaire 1984-1988, il n'est absolument pas prévu de ramener les effectifs militaires français en République fédérale audessous de 50 000 hommes. Il faut que les choses soient claires à ce propos. Les alliés doivent savoir qu'ils peuvent faire confiance en la parole de la France.

Cependant, il existe bien un projet de réaménagement de ces forces en vue d'en accroître la puissance de

Du « muscle »

Aujourd'hui, chacune des trois divisions blindées françaises outreRhin comprend deux régiments de
chars de combat AMX-30, deux régiments d'infanterie mécanisée
(dotés de eburs plus légers,
AMX-13 pour la plupart), un régiment d'artillerie, un régiment du géme, un escadron dit d'éclairage, une
compagnie antichars et un régiment
de commandement.

Snit, au totul, de l'ordre de 7 000 hommes et 490 véhicules blindés (dont 145 chars) par division blindée, au service d'an corps d'armée qui, sans avoir de lieu organique permanent avec l'OTAN, pourrait être utilisé en renfort de second échelon des alliés si le gouvernement le décidait.

nement le décidait.
Il est envisagé de porter chaque peloton de chars AMX-30, dans les

régiments blindés, de trois à quatre chars, sur le modèle des divisions blindées soviétiques. C'est ainsi que chacun des deux régiments AMX-30 de la division blindée française nutre-Rhin rénnira 70 churs AMX-30 (64 dans les seize pelotons, auxquels il faut ajouter 6 chars de commandement) au lien de 54 actuellement (48 dans les seize pelotons, auxquels s'ajoutent les 6 chars de commandement). L'ensemble des six régiments devrait totaliser 420 chars AMX-30, au lieu de 324 actiellées sans les seix de 324 actiellées sans les seix des 324 actiellées seix des 324 actiellées sans les seix des 324 actiellées sans les seix des 324 actiellées seix des 324 actiellées seix des 324 actiellées sei

Ce renfort de 96 chars AMX-30 français outre-Rhin devrait donner plus de souplesse, de paissance de tir et de « muscle », pour reprendre une expression des militaires, aux régiments des misses divisions blindées, qui seront maintenues selon les assurances données récemment par M. Hernu.

Après l'Allemagne fédérale, ce dispositif sera étendu aux régiments de chars AMX-30 des divisions blindées qui forment, dans l'est de la France, le 1= corps d'armée.

Dans les milieux militaires, certains cadres font remarquer que les Soviétiques pourralent profiter des circonstances pour – dans le cadre des négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale (les M.B.F.R.), où l'on comptabilise les matériels classiques de l'OTAN et du pacte de Varsovie – obtenir des contreparties de leurs interfocuteurs américains, en arguant de ce renfort français en Allemagne.

En réalité, în décisinn de la France relève de sa seule souveraineté nationale et du respect de ses accords bilatéraux avec Bonn. Significatif sur le pian politique, ce projet ne peut, en effet, espérer contrebalancet, sur le plan militaire, la puissance soviétique et République démocratique allemande, par exemple, où chacune des 9 divisions blindées soviétiques, fortes de 11 500 hommes, peut aligner jusqu'à 330 chars de bataille de plusieurs modèles différents.

L'enquête sur la voiture piégée de Marseille

UNE LETTRE DE M. JEAN-CLAUDE GAUDIN

Après la publication, dans le Monde du 5 mai, d'un article relatant l'arrestation de Marc Monge, recherché par la police à propos de l'enquête sur l'explosion d'une voiture piègèe, le 8 mars, à Marseille, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, nous écrit:

L'artiele laisse entendre que Marc Monge travaillait à coller des affiebes pour l'opposition à Marseille.

Je tiens à vous préciser ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire et d'écrire à plusieurs reprises, je ne connais absulument pas les individus concernés, ils n'ont jamais participé à mes campagnes antérieures et qu'ils sont inconnus des responsables de l'U.D.F., même si « providentiellement » des affiches de l'opposition ont, paraît-il, été trouvées dans la voiture que Monge emprantait.

Mes colleurs d'affiches sont des militants des formations de l'opposition républicaine, et bien évidemment, ils n'ont jamais perçu une rémunération pour leur actinn militante.

Je me permets de vous écrire cela, car j'apprécie votre souei d'objectivité et je sais que vous comprendrez aisèment que je ne souhaite pas que l'on puisse accréditer la thèse selon laquelle je serais lié d'une quelconque façon à ces individus.

● Un prêtre assassiné dans une forêt du Val-d'Oise. — Le corps de l'abbé Bernard Porlier, cinquante-deux ans, vicaire à Viroflay (Yvelines), a été découvert, lundi 2 mai dans la soirée, dans la forêt de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise). L'abbé Porlier avait été égorgé.

LA RÉFORME DU STATUT

Les objecteurs, déçus du socialisme

A l'oppel du Mouvement des objecteurs de conscience, une quarantaine de militants, débonnaires et sourionts, ont débaptisé le jeudi 5 mai, d Paris, l'avenue du Général-Lemonnier en avenue Louis-Lecoln, du nom du militant libertaire dont l'action fut à l'origine, en 1963, du premier statut qui fut accordé aux objecteurs. Ils enten-

La déception des nhiecteurs de conscience est aujourd'bui à la mesure des espoirs qu'ils avaient mis, il a deux ans, dans l'arrivée de la gauche au pouvnir. M. Charles Hernu, qui n'était alors que maire de Villeurbanne et député (P.S.) du Rhone, ne leur écrivait-il pas, le 12 mai 1981, que « l'objecteur devra accomplir un temps de service ègal à celui des autres gens du contingent -? Les principales organisations d'objecteurs jouèrent larement, au sein d'une commission qui siégea des mois à Matignon, le jeu de la concertation : . L'attente, raconte l'un d'eux, était confiante. .

Le projet de loi modifiant le code du service national, adopté le 6 avril par le conseil des ministres, et qui doit être discuté au Parlement incessamment, les a pris totalement nu dépouvu. « La tromperie a été totale », estime un objecteur du mouvement O.P. 20. Même à la Ligue des droits de l'homme, une organisation à laquelle appartiennent des



membres du gouvernement, la déceptinn, d'après Me Jean-Jacques de Félice, vice-président, est grande. L'exposé des motifs du projet présenté par M. Hernu, qui affirme la nécessité de créer - un service civil à vocatlon sociale et humanitaire, considéré comme l'une des formes d'accomplissement du service natio-

nal », ne saurait, en effet, tromper personne... » Marginalité

Quelques concessions sont faites,

mais elles sont jugées secondaires : Publication de la loi, caractère suspensif du recours, élargissement des conditions d'abtention à l'ensemble des motifs de conscience. Elles ue sauraient cependant masquer aux yeux des objecteurs deux graves insuffisances : le maintien de la durée du service civil à deux ans, et le fait que l'abtention du statut ne soit pas automatique, le ministère de la dé-fense étant chargé de juger du bien-fondé des demandes. Cette dernière disposition est particulièrement de oncée par les militants de O.P. 20, qui, depuis quatre ans, du hant de la tour Eiffel jusqu'à leur marche dans les Ardennes, ont dénoncé l'arbi-traire de la défante commission juridictionnelle. Il est vrai que les militaires leur paraissent les moins bien placés pour juger de la sincérité de la démarche des objecteurs. M. Jac-ques Robert, président de l'univer-sité de Paris-II, ancien membre de la commission, dont il plaida long-temps la nécessaire réforme, regrette que le projet maintienne la marginalité des objecteurs ».

"marginalité des objecteurs ».

L'effet de surprise n'explique pas,
à lui seul, le silence observé par les
objecteurs depuis quelques mois.

du gouvernement, qui, selon eux, ne changerait rien à la situation. Ils réclament la possibilité d'obtenir le statut à tout moment et sur simple demande, une durée de service civil non discriminatoire et le libre exercice des libertés constitutionnelles durant leur service civil.

Extrement, la dé: Les responsables de leurs mouveJean-Jacques de ments veulent croire encore à eleur capacité de persuasion e. Après

daient par cette action dénoncer un projet de loi

ments veulent croire encore à leur capacité de persuasion. Après tout, les élus socialistes n'ont-ils pas voté, le 7 février, une résolution du Parlement européen sur l'objection qui leur était extrêmement favorable? Des entrevues sont donc demandées auprès des parlementaires, des contacts pris avec les Eglises dont beaucoup sont sensibles aux thèses non violentes.

Les militants pacifistes, en outre, qui avaient cru à un changement possible sont largement démobilisés. La semaine d'action du Mouvement des objecteurs de conseience (MOC), organisée cet hiver, n'avait réuni que quelques dizames de participants.

Ces objecteurs n'ont pas de bataillnns à npposer au prnjet de M. Hernu. Ils ont pour eux quelques principes qui étaient en gros ceux contenus, en 1979, dans une proposition de loi du parti socialiste.

NICOLAS BEAU.



SPORTS

TENNIS

Leconte bat Lendl à Forest Hills

soixante-denx minntes, le jenne Français Henri Leconte a largement battu le Tehécoslovaque Ivan Lendl en butitémes de finale du tournoi des champions (W.C.T) de Forest Hills (États-Unis). Leconte enleva notamment neuf jeux consécutifs, passant de 2-2 dans la première manche à 5-0 dans le second set Lendl sauva alors trois balles de match sur son service pour revenir à 5-3, mais ce n'était qu'un baroud

Leconte, qui avait éliminé Bjorn Borg à Monaco pour le dernier tournoi officiel du Suédois, s'est montré au cours de cette partie plus agressif, montant an filet à bon escient, servant bien (5 aces contre 4 à Lendi), et se déplaçant habilement.

Ce fut probablement le meilleur match de la carrière du joueur français. • Leconte était imbattable aujourd'hui, il m'a dominé dans tous les domaines du jeu. S'il continue à

Venez calébrer avec.
L'AMBASSABE D'ISRAÉL
et le benié de conduction des argumentes pares
LA FÊTE BES 35 ANS D'ISRAÉL
LA GRANDE CHORALE GUEVATRON
« 35 auss de le choracon invedicione »

ENRICO MACIAS
ALLOCUTIONS: Son Excellence
M. MEIR ROSENNE, ambassadeur
d'Israel ; M. RENÉ-SAMUEL SIRAT,
grand rabbin de France ; M. THÉO
KLEN, président du C.R.L.F.
DIMANCHE 8 MAI 1983, à 20 h

GHAPITEAU PORTE DES LILAS
Autonus du Docteur-Glay
(Méro: Porte des Liles - Perking)
PRIX DES PLACES: 50, 100 et 200 f
c/o lungs les organisations intres et 200 f
33, me Turbigo, 75003 PARIS-TE.: 274-00-55

En deux sets (6-2, 6-3) et jouer ainsi, je ne vois vraiment ausoixante-denx minntes, le jenne cun joueur capable de lui tenir tête, Français Henri Leconte a largement pattu le Tehécosloyaque Ivan Lendl déclare Lendl.

En quarts de finale, Leconte sera opposé an néo-américain Juhan Krick,

CYCLISME. – Avant une difficile étape de montagne qui devait conduire les concurrents du Tour d'Espagne de Salamanque ò Avilo (225 kilomètres et trois cols à plus de 1500 mètres d'altitude) la seïzième étape, disputée le 5 mai et gagnée par José Laguia, n'a pas apporté de changement au classement général : le Français Bernard Hinault restait à 1 min 16 sec du leader, l'Espagnol Julian

Gorospe, Les organisateurs de la course ont du lancer un appel au calme à la radio et d la télévision, pour que les coureurs êtrangers soient respectés par le public.









CANNES 1983

SÉLECTION OFFICIELLE

LA LUNE DANS LE CANIVEAU de JEAN-JACQUES BEINEIX

L'HOMME BLESSÉ de PATRICE CHEREAU

NOSTALGIA de ANDREÏ TARKOVSKI

CARMEN de CARLOS SAURA

LES RÉCIDIVISTES de ZSOLT KEZDI-KOVACS

ÉQUATEUR de SERGE GAINSBOURG (hors compétition)

PERSPECTIVES DU CINÉMA FRANÇAIS

LA PALOMBIÈRE de JEAN-PIERRE DENIS

LIBERTY BELLE de PASCAL KANE

SEMAINE DE LA CRITIQUE

LE DESTIN DE JULIETTE de ALINE ISSERMANN



cinéma

SPECTACLES

BURES-SUR-YVETTE, MJC (907-74-70), 21 h; Bagatelles explosives.

CERGY-PONTOISE, CC A-Malraux (032-79-00), 21 h; h Danie de mort;

Danie de mort;

MARNE-LA-VALLÉE, som chapitean (005-92-24), 20 h 30; Carte de séjour-Civils, rock.

MASSY, Centre P. Bailliart (920-57-04), à Th. des Louvrais, (030-46-01), 21 h : la Clémence de Titus.

CHELLES, Théitre (421-20-36), 20 h 45: LES-CLAYES-SOUS-BOIS, Maison pour

toms (055-31-06), 21 h: G. Frémy.

CORREZIL-ESSONNES, CAC P.-Neroda, (089-00-72), 20 h 45: H. Bourde, Bolem Quintet, D. Levallet, Swing Strings Sys-CRÉTEIL, Maison des arts A.-Mairanx (899-94-50), 20 h 30 : M. Le Forestier.

ENGHIEN, Thiûtre du casino (412-90-00), 20h 45 : Merci Prévert. ETAMPES, Théâtre municipal (494-80-90), 21 h : N. Lee, Ch. Ivaldi (Schu-

bert, Brahma).

GENNEVILLIERS, Theatre (793-26-30),

JOUY-EN-HOSAS, C.L.C. (956-33-09), 21h: Beau temps sur la province. JUVISY-SUR-ORGE, Salie des fêtes (921-36-10), 21 h: 1936, les Mille et Un Jours.

La Cinémathèque

Les exclusivités

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, l'Appel du Nord, de C. B. de Mille; 19 h, Florilège de la Quinzaine des réalisateurs 1969-1982 : Fuera de agmi l. de J.Sanjines; 21 h, la Selamandre, d'A. Tanner.

BEAUBOURG (278-35-57)

Nouvelle-Zélande 1928-1982 : Middle Age Spread, de J. Reid; 17 h, In Spring One Plants Alone; A State of Seige, de V. Ward; 19 h, Panorama du cinéma Indicat; 36 Chowringhee Lane, de A. Sen.

L'AFRICAIN (Fr.) : Ambassade, 8 (359-

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.)
(**): Rio Opéra, 2* (742-82-54).

15 h, Panoramu do cinéma de

MASSY, Centre P. Bailliart (920-57-04), à

MONTROUGE, Royal Jazz (253-45-08), 22 h : C. Canavesc, A. Jean-Marie, J. Catoire; C.C. J. Lurgat (287-50-08), 20 h 30 : P. Villaroel ; TEM (858-65-33), 20 h 30 : la Ronde.

NANTERRE, M.J.C. D.-Féry (721-74-09), 21 h 30 : Shamrock ; Salle des congrès (373-18-68), 21 h : Arrêt d'urgence. SAINT-CLOUD, M.J.C. (602-34-12), 20 h 30 : The Southerners.

SAINT-MAUR, Anditorium J.-Ph.-Rameau (889-22-11), à 21 fi : Musique polonaise ; Studio Radiguet, 21 h ; Belli. SURESNES, Théâtre Jean-Villar (772-38-80), 21 h : B. Deraime.

VILLENEUVE, C.C.M. (389-21-18), 21 h : Los Calchelia. VILLEPREUX, Théâtre du Vai de (462-49-97), 21 h : Arcor. VITRY, Théâtre L-Villar (680-85-20), 21 h : Don Juan.

ATOMIC CAFÉ (A., v.o.): Mories, 1* (260-43-99); Saint-Séverin, 5* (354-50-91): Marbeuf, 8* (225-18-45); Olympic Entrepôt, 1* (542-67-42).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap.,

v.f.): Templiers, 3 (272-94-56), LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.f.): Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.): George V, 8 (562-41-46): Maxèville, 9 (770-72-86); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

BANZAI (Fr.): Berlitz, 2º (742-60-33); Richelien, 2º (233-56-70); Marignan, 8º (359-92-82); Nations, 12º (343-04-67); Montparnasse Pathé, 14º (320-12-06). LA BELLE CAPTIVE (Pr.): Clumy

LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bo-

BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Ma-

BEYROUTH LA RENCONTRE (Lib., v.o.): Cisochet St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*); Opéra Night, 2* (296-62-56); Paris Loisira Bowling, 18* (606-64-98).

naparte, 6 (326-12-12).

rais, 4 (278-47-86).

(A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11' (700-89-16) ; Cinoche St-Germain (H. sp.), 6' LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné

BRISBY ET LE SECRET DE NEMH

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.): Ciné
Beauboarg, 3º (271-52-36); U.G.C.
Odéon, 6º (325-71-08); U.G.C. Rotonde,
6º (633-08-22); U.G.C. ChampsElysées, 8º (359-12-15); 14 Juillet Bestille, 11º (357-90-81); 14 Juillet Bestille, 11º (357-90-81); 14 Juillet Bestille, 11º (575-79-79) - V.f.; U.G.C.
Montparnasse, 6º (544-14-27); U.G.C.
Boulevards, 9º (246-66-44); Magic
Convention, 15º (828-20-64).

TRECULEZ Y A RIEN A VOIR (Fr.):

Convention, 15° (828-20-64).

CIRCULEZ Y A RIEN A VOIR (Fr.):
Gaumont Halles, 1s' (297-49-70): Berlitz, 2s' (742-60-33): Richelieu, 2s' (233-56-70): Hautefeuille, 6s' (633-79-38): Ambessade, 8s' (359-19-08): U.G.C. Gare de Lyon, 12s' (343-01-59): Fanvette, 13s' (331-60-74): Mintral, 14s' (539-52-43): Montpernasse Pathé, 14s' (320-12-06): Gaumont Convention, 15s' (828-42-27): Victor Hugo, 16s' (727-49-75): Pathé Wépler, 18s' (522-46-01): Gaumont Gambetta, 20s' (636-10-96). m Gambetra, 20t (636-10-96)

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoches, 6 (633-10-82).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Gaumon COUP DE POUDRE (Fr.): Gaumont Halles, 1" (29749-70); Saint-Germain Studio, 5" (633-63-20); Danton, 6" (329-42-62); Marignan, 8" (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8" (337-25-43); Français, 9" (770-33-88); Nations, 12" (343-04-67); Fauvette, 13" (331-56-86); Gaumont Sud, 14" (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14" (320-12-06); Gaumont Convention, 15" (828-42-27); Bienwente Montparnasse, 15" (544-25-02); Paramonn Maillot, 17" (758-24-24); Clichy Pathé, 18" (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20" (636-20-96).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.): U.G.C. Opéra, 2" (261-50-32); Ciné

MANS I.A VIII.LE BLANCHE (SOBL.):
U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Ciné
Beaubourg, 3º (271-52-36); 14 Juillet
Racine, 6º (326-19-68); 14 Juillet Parnasse, 6º (326-58-00); Biarritz, 8º (72369-23); 14 Juillet Bastille, 11º (35790-81); 14 Juillet Beaugreneile, 15º
(272-78-79)

(575-79-79). DE MAG A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 114 (700-89-16).

DAR LTNVINCIBLE (A., v.o): Forum, 1 (297-53-74); Daoton, 6 (329-42-62): Ermitage, 8 (359-15-71). -- V.f.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); Français, 9 (770-33-88); Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magle, 15 (828-20-64); Murat, 16 (651-99-75); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

DARK CRYSTAL (A., v.o.): Movies, !*
(260-43-99); Paramount Odéon, 6
(325-59-83); Paramount City, 8* (562-45-76) - V.f.: Paramount Opera, 2 (742-56-31); Paramount Montparname, 14 (329-90-10); Tourelles, 20 (364-51-98). LE DEMON DANS L'ILE (Fr.) (**) : Lumière, 9 (246-49-07).

LE DERNIER COMBAT (Fr.): Gau-mont Halles, 1et (297-49-70); Colinée, 8et (359-29-46); Parmansiens, 14et (329-83-11).

LES DERNIERS MONSTRES (It., v.o.): Forum, 1st (297-53-74); Quintette, 5s (633-79-38); Le Paris, 8s (359-53-99): Parmessiens, 1st (329-83-11). — v.f.: Impérial, 2s (742-72-52); Richeliou, 2s (233-56-70); Mistral, 1st (539-52-43); Montparmes, 1st (327-52-37).

LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA LES DREUX SUNT TOMBES SUR LA TÈTE (Bost.-A., v.o.): Quintotte, 5-(633-79-38); George-V, 8- (562-41-46); Marignan, 8- (359-92-82). - V.f.: MaxVelle, 9- (770-72-86); Français, 9-(770-33-88); Athéna, 12- (343-00-65); U.G.C. Gobelins, 13- (336-23-44); Montparnos, 14- (327-52-37); Gaumosi Convention, 15- (828-42-27): Pathé Ci-chy, 18- (522-46-01).

DIVA (Fr.): Panthéon, 5 (354-15-04); Marboaf, 8 (225-18-45); Palace Croiz-Nivert, 15 (374-95-04).

EDITH ET MARCEL (Fr.) : Forum, 1= (297-53-74); Rez. 2* (236-83-93); Paramount Odéon, 6* (325-59-83); Pablicis Elysées, 8* (720-76-23); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Paramount Bestille, 12* (343-79-17); Paramount Galaxie, 13* (580-18-03);

Paramount Orléam, 14 (540-45-91); Paramount Montparasse, 14 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15-(579-33-00); Passy, 16 (288-62-34). EFFRACTION (Fr.) (*) : Paramonn City, 8* (562-45-76).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : E. I. L'EATHA-TEMMESTRE (A. v.f.):
Trois Haussmann, 9- (770-47-55);
Grand Pavois, 15- (554-46-85).

FANNY ET ALEXANDRE (Snéd., v.o.):
Pagode, 7- (705-12-15); Ölympic Balzec, 8- (561-10-60); Saint-André des
Arts III, 6- (326-80-25); Ölympic Entrepôt, 14- (542-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (AL, v.o.) (**): Marais, 4* (278-47-86). FUCKING CTTY (AlL, v.o.) (**): Marzis, 4 (278-47-86).

GAUIN (Bre., v.o.) : Olympic Luxem-bourg, 6 (633-97-77) ; Denfert, 14-

GANDHI (Brit., v.o.); Gaumout Halles, 1" (297-49-70); Clury Palace, 5" (354-07-76); Hantefeuille, 6" (633-79-38);

LES FILMS **NOUVEAUX**

DERRIÈRE LA PORTE (*), film italien de Liliana Cavani, v.o.: Ciné-Beanbourg, 3 (271-52-36); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Parnassiens, 14 (329-83-11); vf.: Rez., 2 (236-63-93); U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Magio-Convention, 15 (823-20-64); Murat, 16 (651-99-75); Images, 18 (522-47-94). DIALOGUE DE ROME, film français de Margacite Duras: Olympic-Laxembourg, 6 (633-97-77); Olympic, 14 (542-67-42). L-EVENTREUE DE NEW-YORK

Olympic, 14 (542-67-42).

LÉVENTREUR DE NEW-YORK

(**) film américain de Lucio Falci,
v.o.: U.G.C.-Ermitage, \$\(\frac{3}{2}\)\$

15-71); v.f.: U.G.C.-Rotonde, 6

(633-08-22); U.G.C.-Boulevard, 9

(246-66-44); Maxéville, 9: (770-72-86); U.G.C.-Gare de Lyon, 12

(343-01-59); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01); Scerétan, 19

(241-77-99).

LA FILLE DE TRIESTE, film italian

LA FILLE DE TRIESTE, film italien LA FILLE DE TRIESTE, film indien de Pascale Festa Campanile, vo.: Paramount-Odóm, 6 (325-59-83); Paramount-Mercury, 8 (562-75-90): v.f.: Paramount-Marivanx, 2 (296-80-40); Paramount-Opéra, 9 (742-56-31): Paramount-Bastille, 12 (343-79-17); Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount-Montparasse, 14 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount-Maillot, 17 (758-24-24); Paramount-Montpar

34-25).

FAURAI TA FEAU, (*) film ambricain de Richard T. Helfron; v.o.:

Forum, 1* (297-53-74); Quintette,
5* (633-79-38); Ambassade, 8*
(359-19-08); v.f.: Berlitz, 2* (74260-33); Bretagne, 6* (222-57-87);

Maxéville, 9* (770-72-86); Athéma,
12* (343-00-65); Fauvette, 13*
(331-56-86); Mistral, 14* (53952-43); Images, 18* (522-47-94).

LES SEPT SALOPARDS (*) film italien de Bruno Fontana, v.f.:
Concordia, 10 (208-32-05); SaintAntoine (307-55-22), Cigale, 18
(606-11-75).
ZIG ZAG STORY, film français de

ZIG ZAG STORY, film français de Patrick Schulmann: Gaumont-Halles, 1" (297-49-70); Richelieu, 2" (233-56-70); Hantefeuille, 6" (633-79-38); Marigana, 8" (359-92-82); George V, 8" (562-41-46); Saim-Lazare-Pasquier, 8" (387-35-43); Français, 9" (770-33-88); Nations, 12" (343-04-67); Fauvette, 13" (331-60-74); Gaumont-Sud, 14" (327-84-50); Montparasso-Pathó, 14" (329-12-06); Parassions, 14" (329-83-11); Gaumont-Couvention, 15" (828-42-27); Mayfair, 16" (525-27-06); Paramount-Maillot, 17" (758-24-24); Wepler-Pathó, 18" (522-46-01). (758-24-24) (522-46-01).

Gaumont Champs-Elysées, 8 (359-04-67); Parmaniens, 14 (320-30-19) -V.f.: Richelien, 14 (233-56-70); Pran-çais, 14 (770-33-88); Gaumont Sad, 14 (327-84-50); Miranar, 14 (320-89-52); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96). IDENTIFICATION D'UNE FEMME (1t., v.o.): Epés de Bois, 5* (337-57-47).

L'IMPÉRATIF (All., v.o.) : Lucernaire, 6' (544-57-34).

6 (544-57-34).

L'INDIC (Fr.): U.G.C. Opéra, 6 (261-50-32); Biarritz, 8 (723-69-23); Paramount Montparasses, 14 (329-90-10); Magic, 15 (828-20-64).

PAI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.): Ambassado, 8 (359-19-08); Lumière, 9 bassade, 9 (359-19-08); Lumière, 9 (246-49-07); Montparasse Pathé, 14 (320-12-06).

MAYA L'ARETILE (Azzr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11° (700-89-16). LE MONDE SELON GARP (A., v.o.):
Gammont Halles, 1" (297-49-70); Quintette, 5" (633-79-38); Ambasande, 8" (359-19-08); Parnussions, 14" (320-20-19)

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; U.G.C. Montparnesse, 6 (544-14-27) ; Biarritz, 8 (723-69-23).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.): Marbeuf, 8 (225-18-45) - V.f.: Trois Hanssmann, 9 (770-47-55). L'EIL DU TIGRE : ROCKY HI (A, v.f.) : Gaité Boulevard, 2 (233-67-66).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.): Studio Cnjas, 5 (354-89-22): Paramoant Odéon, 6 (325-59-83); Olympic Balzac, 8 (361-10-60); Miramar, 14 (320-90.83)

48 HEURES (A., v.o.): Ciné Bembourg, 3° (271-52-36): Studio Alpha, 5° (354-39-47); Paramount Odéon, 6° (325-59-83); Ermitage, 8° (359-15-71); Pu-blicis Elysées, 8° (720-76-23), - V.f.: Rex. 2° (236-83-93); Paramount Mari-vaux, 2° (296-80-40); U.G.C. Opéra, 2° (742-56-31); Paramount Bastille, 12° (343-79-17); Paramount Gabalice, 13° (580-18-03); Paramount Gabalice, 13° (343-79-17); Paramount Galaxie, 13(580-18-03); Paramount Gobelius, 13(707-12-28); Paramount Gobelius, 13(707-12-28); Paramount Montparasase,
14(329-90-10); Convention Saint-Charles, 15(579-33-00); Paramount
Maillot, 17(540-45-91); Paramount
Montmartre, 18(640-45-91); Paramount
Montmartre, 18(606-34-25); Socrétan,
19(241-77-99).

RAMBO (A., v.o.) (**); Sundio des Uruslines, 5(354-39-19); Normandie, 8(359-41-18), -(354-39-19); Normandie, 8(359-41-18), -(233-54-58); Rotonde, 6(633-63-20).

REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS
(A., v.o.); Saint-Germain Village, 5(633-63-20).

SANDY (Fr.); Berlitz, 2(742-60-33);

SANDY (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33); Chury Palace, 5 (354-07-76); Mari-gaan, 8 (359-92-82); Maxéville, 8 (770-72-56); Montparaos, 14 (327-

SARAH (Fr.): U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Ciné Beaubourg, 3º (271-52-36); U.G.C. Montparensse, 6º (544-14-27); U.G.C. Odéon, 6º (325-71-08); Normandie, 8º (359-41-18); U.G.C. Gare de Lyon, 12º (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13º (336-23-44); Parnessiers (3), 14º (320-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (575-79-79); Marxt, 16º (651-99-75).

SUPERVIXENS (A., v.a.) (**): Bufte à Films (H. sp.), 17 (622-44-21).

SURPRISE PARTY (Fr.): Borlitz, 2^a (742-60-33); Marignan, 2^a (359-92-32); Miramar, 14^a (320-89-52).

THE VERDICT (A., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3 (271-52-36); Cinny Ecoles, 5-(354-20-12); Biarritz, 8 (723-69-23).

(334-26-12); Barrinz, & (723-69-23).

TÉNÉBRES (It., v.a.) (**): Publicis Saint-Germain, 6* (222-72-80); Paramount City, & (562-45-76); Moute Carlo, & (225-09-83). - V.f.: U.G.C. Opéra, 2* (261-50-32); Paramount Marivaux, 2* (296-80-40); Max Linder, 9* (770-40-04); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Paramount Galaxie, 13* (580-18-03); Paramount Montparnase, 14* (329-90-10); Paramount Montparnase, 14* (606-34-25); Secrétans, 19* (241-77-99).

T'ES FOU JERRY (A., v.o.): Quintette, 5 (633-79-38); Coliste, 8 (359-29-46).

- V.f.: Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41); Lamière, 9 (246-49-07); Pasvette, 13 (331-56-86); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montparnos, 14 (327-52-37); Images, 18 (522-47-94).

TOOTSIE (A., v.o.): Stadio de la Harpe, 5 (634-25-52); U.G.C. Odéen, 6 (325-71-08): Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08); Biarritz, 8 (723-69-23); 14 Juillet Besngrenelle, 15 (575-79-79). - V.I.: U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Brotagne, 6 (222-57-97); U.G.C. Boule-vard, 9 (246-66-44).

LA TRAVIATA (IL., v.o.) : Vendôme, 2^a (742-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6^a (325-71-08) ; Colinée, 8^a (359-29-46). TRON (A., v.f.) : Napoléos, 17 (380-

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.f.) : Impérial Pathé, 2 (742-72-52) ; Parnessiens, 14 (329-83-11). LA ULTIMA CENA (Cub.) : Epécde-Bois, \$ (337-57-47)

UN DEMANCHE DE FLIC (Fr.) : Normandie, 8º (359-41-18). LE VENT (Mal., v.a.): Gaité Boulevard, 2 (233-67-06): St-André-des-Arts, 6 (326-48-18); Olympic Balzac, 9 (561-10-60): 14-Juillet Bastille, 16 (357-90-81); Olympic Entrepot, 14 (542-67-42)

67-42). VICTOR, VICTORIA (A., v.o.): St-Michel, 5 (326-79-17): Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14): Grand Paveis, 15 (554-

46-85. ~ V.f. : Capri, 2º (508-11-69).

46-85. — V.I.: Capri, 2° (508-11-69).

LA-VEE EST UN BOMAN (Fr.): Forum,
1° (297-53-74); Impérial, 2° (74272-52); St-German Huchette, 5° (63363-20): Pagode, 7° (703-12-15); Marignan, 8° (359-92-82); Elyafea Lincoln, 8° (359-96-14); St-Lazare Pasquier, 8° (387-35-43); Nations, 12° (343-04-67); Mistrai, 14° (539-52-43); Parsassions, 14° (329-83-11); P.L.M. St-Iscopnes, 14° (589-68-42); 14-Juiller Beangrenelle, 15° (575-79-79); Bienventle Montparmasse, 15° (544-46-01); Pathé Clichy, 18° (522-46-01).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS Y A.T.-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.): Saint-Michel, 5-(326-79-17); Publicis: Matignon, 8-(359-31-97) - v.f.: Paramount Mari-vaux, 2- (296-80-40); Paramount Opéra, 2- (742-56-31); Paramount Montpar-nasse, 14- (329-90-10).

300 millions supplémentaires pour la création

(Suite de la prendère page.)

D'autre part, M. Georges Fillioud demandé que soient appliquées au plus tôt des méthodes comptables et budgétaires qui permettent de contrôler en cours d'exercice, mois par mois, l'affectation des dépenses effectuées dans les divers secteurs de l'activité. Ce « suivi », qui fait partie de la routine administrative dans les sociétés privées d'une certaine importance, ne semble pas être mis en application uniformément dans les sociétés de l'audiovisuel pu-

 $\sup_{t \in \mathcal{T}_{k}} (\pm \Delta)^{(k)^{\frac{1}{2}}}$

5 mm.

 $\tau_{i,j}(\tilde{\beta}_i), \tilde{\beta}_i$

الاستانية والموارية

555 >> 4 Avi

S --taras as

Time and

المراهد وماذاته

TIME THE

Alberta de las

a impasser to ma

A44 (1.5)

ere i se la com

FERE CHAINS IN L

" Aufte fen wied is all title seguite

A Secretary

A

1 > at an 4; ·

G staries.

يعو المحود Har Les

Petre A ;

40--Z

والمسترجد بر

...

THE CHARLE THE

la muit c

Continue and agreement

Sen Comment

The state of the second of the

STORY DESCRIPTION OF THE

The state of the state of The second of the second

Beet to the party

Fig. 1. 1 to the major

See the see at the water and

THE STATE OF THE PARTY OF THE PARTY OF

the same because

The way in the constraint of

-20 .7

: :: :::

Arrage or the state of

.....

المداح الاعامانية

Transmitte to the programme 👫

Pile a la torriba e that comode

Company of the

Carter and a second

i i mesakanan menangan menangan

-..-

prestation seems

La contrepartie de ces exigences, dont M. Fillioud paraît vouloir faire l'un de ses chevaux de bataille pour l'année, est une réponse gouvernementale à la grande question de l'heure : la faiblesse de la production française dans le domaine de la créstion d'œuvres pour la télévision (séries, téléfilms, etc.). Il est prévu pour le budget de 1984 d'affecter un crédit supplémentaire de 300 millions de francs (en « mesures nouvelles ») pour la création (2). Cette somme viendra s'ajouter aux 1,5 milliards de francs évalués aujourd'hui dans ce domaine et sera inscrite sur une ligne budgétaire spéciale, afin qu'elle ne puisse être utilisée à autre chose qu'à une augmentation de la production de fictions et de dessins animés : cette mésaventure était arrivée lors du budget de 1982, où un crédit spécial de 130 millions de francs s'était ensuite volatilisé dans les dépenses géné-

rales des chaînes. Cette volonté réaffirmée du gouvernement correspond en fait à une stratégie d'ensemble pour la défense du service public de l'audiovisuel, au moment où les projets d'extension du système (quatrième chaîne privée, réseaux câblés...) vont lui poser de redoutables problèmes. · Nous voulons que le service public soit en état sur tous les plans, y compris celui de la productivité. d'affronter ces no rences, nous a déclaré M. Georges Fillioud. Il ne devra pas se replier sur lui-même, mais au contraire être capable de proposer ses programmes aux autres chaines. » Il est fort à craindre, en effet, que si une meilleure gestion de l'appareil public n'est pas rapidement mise ca œuvre, celui-ci ne continue de se dégrader: ses adversaires auront alors beau jeu de sonner l'hallali.

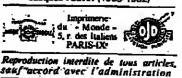
(2) Selon na rapport parlementaire de M. Jean Cluzel, sénateur, une heure de fiction sur TF 1 cofitait 900 000 F au premier somestre de 1982.

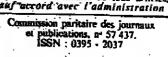
 Harmonisation des chaines. -A la suite de la mise en garde de la Hante Autorité sur le grave défaut d'harmonisation qui existe entre les chaînes, en particulier dans la soirée du jeudi 28 avril (le Monde du 4 mai), la direction d'Antenne 2 a fait savoir que son magazine « Résistances », programmé jusque-là le jeudi à 20 h 35, sera reporté en rai-son de l'amériorité de l'émission «Cinéma sans visa » (FR 3). Il sera diffusé dorénavant le mercredi à 22 h 30. Le prochain « Résistances » est prévu le mercredi 25 mai à la place de « Rock à Berlin ».

· Radio-Convergence, la première radio locale privée poursuivie en justice depuis mai 1981, a été re-laxée par le tribunal de grande ins-tance de Nantes. Cette station, qui utilise au centre de Nantes un émet-teur de 2,3 kilowatts, avait été accuace, en mars 1982, par Télédiffusion de France, de violation du monopole et brouillage de radios du service pu-blic. Le tribunal a estimé que la loi de juillet 1982 a aboli le monopole de radiodiffusion et que, la radio ayant changé de responsable depuis les faits, T.D.F. ne pouvail poursai-vre le nouveau président. Le prési-dent du tribunal a toutefois précisé que cet acquittement était une décision ponctuelle qui n'engageait pas l'avenir.

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs: Huburt Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauver (1969-1982)







UGC NORMANDIE - UGC BOULEYARDS - UGC OPERA - UGC ODEON

UGC MONTPARNASSE • LES PARNASSIENS • UGC GOBELINS • 3 MURAT

en V.O. : GAUMONT AMBASSADE - QUINTETTE PATHÉ FORUM LES HALLES - on V.F. : BERLITZ - MAXEVILLE - BRETAGNE LES IMAGES - MISTRAL - ATHÈNA - FAUVETTE - PATHÉ CHAMPIGNY ALPHA ARGENTEUIL - 4 TEMPS LA DÉFENSE - ULIS ORSAY CYRANO VERSAILLES - CERGY PONTOISE - U.G.C. POISSY DOMINO MANTES - GAUMONT-OUEST BOULOGNE 3 VINCENNES - FLANADES SARCELLES



BEYLIE &

Les auteurs de ce "cinéma" sont deux spécialistes reconnus du 7 art : Claude BEYLIE est rédacteur en chef de "L'avant-scène cinéma" et conservateur à la cinémathèque universitaire, Philippe CARCASSONNE est rédacteur en chef adjoint de la revue "cinématographe.

A la fois histoire du cinéma et réflexion sur ses rapports avec la société et la culture, l'ouvrage de Claude Beylie et Philippe Carcassonne aborde les multiples aspects de l'acte cinématographique considéré comme un art, une technique et une industrie.



Il donne le point de vue des théoriciens, analyse les films les plus marquants, trace un portrait des hommes et des femmes qui ont marqué le 7° art. Un livre abondamment illustré ssionné et passionnant. 256 pages,

format 250 x 320, 300 illustrations en noir et en couleurs, relié sous jaquette. Prix 295 francs. Prix de souscription jusqu'au

30.6.83: 259 F.

Bordas

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 6 mai

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

and the second s

20 h 35 Variétés : Formule 1. De M. et G. Carpentier. Spécial Dalida

the stage of the s

74

de estado en la composição

filmstall in

4 ...

ķ.

w

A. V. C.

. . ..

Dir.

. ..

September 1

36

and the second s

0.00

21 h 40 Série : Lucien Leuwen. n 40 Serie : Lucian Louwen.
D'après le roman de Stendhal, Réal. Cl. Antant-Lara, avec B. Garcin, N. Jamet, A. Lucidi... (redif.)
Lucien Leuwen devient aide de camp du ministre de l'intérieur, M. de Vaise. Il n'oublie pas Mathilde de Controlle.

Chasteller, qui, croit-il, l'a trampé.

22 h 45 Histoires naturalies : Michel Duborgel, homme de pêche.
Emission de E. Lalou, I. Barrère et J.-P. Fleury.

23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 Feuilleton : Secret diplomatique. De D. de la Patellière et A. Kantof. Nº 2. Une vague histoire d'esplomage sur fond poli-tique. Un héros pâlos, des jeunes filles sulfureuses, le tout noyé dans une intrigue d'une lenteur désespérante.

21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot.

Sur le thème: A la française? Sont invités: F. Filinger et S. July (La vie to paries), S. Prou (le Pré aux narcisses), G. de Rothschild (Contre bonne fortune), Th. Zeidin (les Français).

22 h 55 Journal. 23 h 5 Ciné-club (cycle Michel Simon): la Chienna. Film français de J. Renoir (1931). Avec M. Simon, J. Marère, G. Flament, M. Berubet, Gaillard, J. Gahret (N. Rediffragion)

(N. Rediffusion). Un caissier d'âge mûr, marié à une harpie, s'éprend d'une fille des rues qui lui joue la comédie de l'amour a une jute ues rues qui un jone la conteneur. Inspirée par pour le gruger, au profit de son souteneur. Inspirée par un roman de Georges de la Fonchardière, cette étude de mœurs est annoncée comme une « comédie à tendances morales », comédie de la vie où, selon Renoir, chacun a ses raisons, quelles que sajent les situations sociales. C'est filme d'une façon originale et superbement inter-prêté.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Palerme, la chronique noire des narcolires. Magazine d'information d'A. Campuna. Palerme (en Sicile), une ville aux mains de la Maffia :

raterne (en state), une vive aux mains ac le integral.

exécutions sommaires, trafic d'héroine, énormes enjeux
financiers... L'État italien a engagé une lutte dont les
héros sont d'abord les juges, puis certaines personnalités du monde politique. Un reportage de Françoise Lifran. 21 h 35 Journal. 21 h 55 Magazine da la photo: Flash 3.
De J. Berdin, P. Dhostel et J. Egner,
Revue de presse: les coulisses du grand reportage;
Les archives de la P.J.; Portrait: Alain Bizos; Flash

pratique : le portrait. h 38 Une minute pour une image. 22

D'Agnès Varda. 22 h 40 Prétude à le nuit. Octuor pour instruments à vent d'Igor Stravinski par les solistes de Marseille.

FRANCE-CULTURE

20 h, Indochine 1941-1954: l'engrenage, par E. Laurent. 21 h 30, Riack and bine: Earl Hines. 22 h 38, Nuits magnétiques: Arrêts fréquents.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 Pour les jeunes.

Les jeux.

19 h 10 Journal. 19 h 15 Emissions régionales. 19 h 50 Dessin animé : Tintin.

Les fernmes celtes
 Diffusion en Bretagne et Pays de la Loire.

Les bêtises de lycéennes anglaises.

minute

21 h 56 Journal

22 h 15 Musiclub.

FRANCE-CULTURE

b 5, Le pont des arts. L. Sons.

22 h., Ad lib. 22 h 5, Le fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

22 h 13 Une D'Agnès Varda

20 h 20, Concert (en direct de Baden-Baden) : Sérénade n° 1. Quataor poar piano et cardes de Brahms par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. M. Bamert.

nce de mit : Mozart, avec Sade, de

20 h 35 Tous ensemble ou à chacun son pro-

gramme.

Chennault et les Tigres volants.
Diffusion en Alsace, Bourgogne, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Picardie, Provence-Côte d'Azur,

Diriuson en Bretagne et rays de la Lore.

La Clémence de Titus
Diffusion en Paris-Normandie, Centre-Aquitaine.
Spectacle municipal d partir de la Clémence de Titus,
de Mozar, avec la participation de l'Orchestre de l'Ilede-France et le Chœur national sous la direction de
Jacques Mercier.
1 h 30 Série : Jackie et Sera.
Le bisses de brésmes avelaises

Léonard Bernstein, ouverture Candide et West Side

Story par l'Orchestre philharmonique de New-York.

7 h 2, Marinales : La Croix-Rouge française ; le yoga. 8 h, Les chemins de la commissance. 8 h 30, Comprendre sajourd'hai pour vivre demain : les

14 h. 5043.
14 h 5, Les samedis de France-Calture : à la recherche de Brunius, gentleman surréaliste.
18 h. La deuxième guerre mondiale : la France captive, avec P. Mermet et O. Wormser-Migot.

avec F. Normal et al. 19 h 25 Jazz à Pancienna.

19 h 30, Radio-Canada présente : Vivre à Washington.

28 h, Hold-up, de M. Niculescu, avec F. Gamard, M. Garrel, R. Leduc...

23 h. Pâques orthodoxes, retransmises de la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevsky, à Paris.

d'Evian.

10 b. Braims et la musique ancienne : Couperin, Buxto-hude, Bach, Haendel.

la la Weibrenne Saal, Kurhaus de

11 k, Concert (en direct de la Weibrenne Saal, Kurhaus de

den-Baden) : œuvres de Brahms par le Duo de pianos

Rhône-Alpes. Tactiques révolutionnaires de la guerre aérienne selon Claire Lee Chennault, pilote de l'aviation américaine en

Samedi 7 mai

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

9 h 45 Vision plus. 10 h 15 La maison de TF 1 (et ± 13 h 35).

12 h Bonjour, bon appétit.

Magazine de la cuisine avec M. Oliver.

12 h 30 La séquence du spectateur. Journal.

Documentaire : Les grands explorateurs. Alexandre von Humboldt.

16 h 55 Série : La kumière des justes.

Trante millions d'amis. 18 h 30 Pépin câlin.

18 h 35 Magazine auto-moto.

19 h 10 D'accord, pas d'accord. 19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 S'il vous plaît.

20 h Journal. 20 h 35 Série : Dallas. On découvre ou J.R. a conduit la société familiale : à la

21 h 35 Droit de réponse. Emission de Michel Polac. L'hôpital malade. Avec des médecios, des infirmières, des étudiants et des

22 h 50 Etoiles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterpand. En direct du l'e

reportages: « Ces gens qui font le festival, M = Louisette Fargette et M. Favre le Bret » et « la Quinzaine des réapieurs fêtê sex quinze ans ». 23 h 40 Journal

DEUXIÈME CHAINE: A 2

11 h 15 ANTIOPE. 11 h 10 Journal des sourds et des melentendants.

11 h 30 Platine 45.

A nous deux.

12 h 45 Journal. 13 h 35 Série : Colorado.

15 h 10 Les jeux du stade. 17 h Rócré A 2.

17 h 50 Les carnets de l'aventure.

a De Chevaline à Coufin », de M. Luquet ; « Un homme, une femme, un 8 000 « de M. Barrard.

18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19 h 10 D'accord, pas d'accord.

19 h 15 Emissions régionals

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal 20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.

Avec les Compagnons de la chanson, G. Bécaud.

21 h 50 Téléfilm : Diene Lanater.
D'après l'œuvre de J.D. Wolfromm, réalisation B. Queysanne, avec A. Alvina, J. Spiesser, J. Parest...

(1ª partie).
Un jeune homme handicapé rencontre une jeune fille de bonne famille, très belle es très blonde. Queysame a bien rendu le climat de maiaise, l'ambiguité de cette étrange rééducation semimentale, qui avait valu à Wolfinse du film est mains. errange recaucation semimentate, qui avait vaiu a wol-fromm le prix Interallié. L'écriture du film est moins subtile, le regard plus appuyé. 22 h 50 Gymnastique: championnat d'Europe.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

12 h Objectif entréprises. Emission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).

13 h 30. Horizon. Magazine des armées.

Baden-Baden): œuvres de Brahms par le Duo de pianos Aran. 12 h 35, Brahms le progressiste. 13 h, Aimez-vous Brahms ? Brahms et Clara Schumann. 15 h, Le Lied de Brahms (et à 22 h 30). 16 k, Concert (en direct de Vianne): «Requiem» de Brahms, per l'Orchestre symphomique de Berlin, dir. H. von Karajan, sol. B. Hendricks et J. Van Dam. 17 h 15, Brahms et la misique de chambre. 18 h 30, Julius Katches interpréte Brahms. 19 h 35, Brahms et la misique de chambre. 20 h 30, Concert : «Concerto pour violon et orchestre». Symphonie nº 4 « de Brahms par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol., C. Altenburger, violon. 23 h, Le cinb des archives : les chefs d'orchestre brahmssiens.

DIMANCHE 8 MAI

TRIBUNES ET DÉBATS

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est l'invité de l'émission le « Grand Jury-R.T.L.-la Monde » sur R.T.L. å

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., participe au « Club de la presse » d'Europe I à 19 heures

M. Georges Fillioud, socrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, est rocu à l'émission « Psycho-test : A la recherche de ... - sur R.M.C. à 19 h 15.

Polémiques sur la religion

(Suite de la première page.) Le problème est justement de tra-cer la frontière entre un irrespect lé-

gitime et un recisme religieux. Il ne e'agit pas d'instituer la censure, toutefois, et la création par un certain nombre d'autorités morales et religieuses d'un Comité pour le respect des consciences à la télévision devait nécessairement provoquer le lancement d'un contre-comité pour le la « seuvegarde de l'irrespect ». lioud, dans une réponse à une question posée à l'Assemblée nationale le 20 evril, « la question se situe au car-refour où l'exercice d'une liberté peut heurter une autre liberté : la liberté du créateur a rencontré la liberta de croire. Il faut respecter la liberté de

l'un et le conviction de l'autre ». Il ne faut pas oublier, enfin, que les catholiques convaincus sont devenus une minorité dans ce pays et que d'autres sensibilités y ont droit de cité. «Les croyants sont beaucoup plus agressifs et méprisants à l'égard des athées que les incroyants envers eux, dit per exemple M. Albert Beaughon, président de l'Union des athèes. Comme en témoignent certaines déclarations, par exemple celle du pape qui affirmait qu'un monde sans Diau est un monde sans hommes, ou encore cella du cardinal Marty qui déclarait que l'ethéisme est une maladie sociale.»

Un manque de concertation

La religion est-elle devenue le parent pauvre de la télévision depuis l'arrivée de la gauche ? Ceux qui l'affirment fersient bien de consulter les programmes avant de lancer des généralisations. Pendant le week-end pascal, par exemple, il y evait un re-portage è TF 1, le vendredi saint, sur les pélerins à Jérusalem ; le portrait d'un savant jésuite, le Père Leroy ; un prisur de monastère mvité à «Sept sur sept»; des interventions de Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, et de Mgr Decourtray, archevêgue de Lyon : une séguence sur un monastère particulièrement vivace sans parler des informations qui ont retransmis, en direct, le chemin de croix de Jean-Paul II au Colisée, la vendredi saint, puis les messages pascal ainsi que la bénédiction urbl et

orbi, le jour de Pâques... Bernard Chevallier, chef de la rubrique e raligion - droits da 'hommes à TF 1, est formel : la couverture des sujets religieux n'est pas moindre qu'euparevant, Lors du voyage de Jean-Paul II en Espagne mbre 1982), l'envoyé spécial de TF 1 avait effectué trente-deux « passages » à l'écran, dans les différents journaux télévisés; or la voyage du pape en Amérique centrale (mars 1983) a donné lieu à trente-trois «passages», ellent de 25 secondes 2 minutes. Quent à l'ouverture de l'Année sainte, l'événement fut traité

8 h 36, Compressive impossion images de la science.

9 h 7, Matinée du monde contemporala.

10 h 45, Démarches avec... Philippe Blon pour « le Voyage on Laponie » de C. vou Linné.

11 h 2, Minsique: Schubert, d'autrefois à aujourd'hui, les symphonies inachevées (et à 16 h 20.) an imeges dens le journel da 20 heures sur TF 1, Bref, pour Bernard Chevallier, qui est eussi président de l'Association professionnelle des informateurs relipieux, le changement de majorité en 1981 ne s'est pas traduit par un changement de politique concernent la religion è la télévision. Ce qui peut expliquer des lacunes, ou des doubions, en revenche, c'est le manque de concertation entre les chaînes, dans ce domaine. Mais, é recenser les sujets religieux récemment traités par TF 1 - la mosquée du Havre, un aumônier des gitans à Avignon, une Interview du delei-lama, un reportage sur Maximilien Kolbe, l'assemblée des évêques à Lourdes, le document des évêques sur «Les nouveaux modes da vie », - force est da constater que les critiques deman-

6 h 2, Samedi matia : œuvres de Berlioz, Schubert, Lully, Philidor, Massenet, Locke...
8 h 5, Brahnas et Schumann.
9 h, Carnet de notes, émission de P. Bouteiller en direct dent à être nuancées. La question de fond, tant pour la presse écrite que pour la télévision, est de savoir non seulement quelle place réserver à la religion, mais iet souvent « délicat ». S'il est normal de privilégier une religion dont se réclame une majorité de Français, il n'y a pas de raison d'ériger les volontés de l'Eglise en prérogatives ou en tabous, ni de négliger les minorités spi-

rituelles, comme les protestants, les juifs ou les musulmens. Finalement, le meilleure approche ne serait-elle pas de traiter la religion

comme n'importe quel fait de so-ciété, per un journaliste qui, pour être sé, est d'abord un journaliste comme les autres ?

ALAIN WOODROW.

La librairie flammarion vous invite

le Samedi 7 Mai 1983 à partir de 16 heures à rencontrer

Philippe SOLLERS.

qui signera son livre

« FEMMES » à la Librairie Flammarion

Palais des Congrès Porte Maillot, PARIS (17e) Téléphone: 758-22-31

_A VOIR-

Auto en kit

Embouteillage, accrochage, enqueulade, constat et visite au garaga pour une niln cabossée ou un phare dont la vitre e pété. Verdict du spécialiste : il faut changer le pièce endommagée. Toute la pièce ? mais le projec-teur n'a rien, il suffirait de rem-placer la vitre ! Désolé, c'est à prendre ou à laisser, on ne vend pas de vitre isolée. A tous les coups, c'est pareil. Et savez-vous pourquoi ? Tout bêtement parceque le constructeur consent, par contrat, une ristourne eu carrossier calculée eu prorata du nom-bre de pare-chocs ou de grilles de calandres ainsi imposés aux cochons de peyants dans

Et ces bricoles coûtent des fortunes (1). C'est bien simple : si vous achetez au détail - pas chez un casseur, bien sûr, chez un concessionnaire - les mille six cent pièces nécessaires à la fabrication d'une Peugeot 504-GR, per exemple, ça vous reviendra deux fois plus cher qu'une voiture neuve. Si malgré ca vous vous evisiez d'en monter une, il y a peu de chances pour que le service des Mines, très à cheval sur les chevaux vapeur. vous délivre le permis de circuler. Certains revendeurs indépendents essayent bien de s'approvisionner en Italie ou au Japon, où l'on trouva des copies évidemment meilleur marché. L'ennui, c'est que c'est extrêmement risqué. La loi protège, en effet, énergiquement le droit de proprieté littéraire, pardon, industriel

Un vrai scandale, ce monopole, un scandale justement dénoncé dimanche en fin d'après midi par la megezine d'A 2 (« Les chères captives ») (2). Essayez de ne pas âtre derriéra votre volant mais devant votre télé à 18 h. Ne serait-ce que pour le pleisir d'entendre un res-poneable d'une compegnie d'assurances accuser carrément les constructeurs de fabriquer des autos irréparables et d'orga-

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Vair le Monde du 10 novem-(2) * Dimanche magazine », A 2, 18 h 10.

CARNET

Réceptions

- L'ambassadeur des Etats-Unis et M= Evan Galbraith ont donné une réception, jeudi, à l'occasion du passage à Paris d'un groupe de directeurs de journaux américains.

- M. Jamil al Héjailan, ambassadeur d'Arabie Saoudite, a donné une récep-tion, joudi, à l'occasion de la première Journée franco-saoudienne,

- M= Louis Bertolus, son épouse, Mª Anne Bertolus, M. et Mª Joseph Bertolus,

M. et M= Maurice Burel,
M. et M= François Jullien de Pom

M. et M[∞] Nicolas Bertolus, M. et M[∞] Jean Bertolus, M. et M[∞] Michel Bertolus,

M. et M= Raoul de Crécy, M. Luc Bertolus, M= Françoise Bertolus,

M. et M. Marc Bertolus, M. et M. Peter Brandt, es enfants, Ses trente-trois petits-enfants et trois

Ainsi que M. et M. André Bertolus, M. Maurice Rivière, et toute leur famille

ont la douleur de faire part da décès de M. Louis BERTOLUS, survenu, en sa quatre-vingt-unième

année, le 2 mai 1983. Les obsèques ont eu lieu à Villaroux (Savoic), le 4 mai 1983, dans l'intimité.

Mª Cécile Beker, Denise Garbarz, Michel et Cetherine Garbarz-Lahausse et leurs enfants, La famille Ajchenbaum

ont la douleur de faire part du décès de Aron GARBARZ,

survenu le 4 mai 1983. L'inhumation aura lieu nn cimetière parision de Bagneux, lundi 9 mai, à

Cot avis tient lieu de faire-part.

~ M. et M= Fernand Joubrel M. Michel Joubrel et sa fiancé Mª Nathalie Vavasscur, ont le chagrin de faire part du rappel à

M. Henri JOUBREL

officier de la Légion d'honneur, de l'ordre national du Mérite, ancien magistrat, président d'honneur

leur frère, beau-frère et oncie, décédé le 27 avril 1983, à Saint-Malo, où ont lieu, dans l'intimité, la cérémonie religieuse

de l'Association internationale

des éducateurs de jeunes inadaptés

et l'inhumation. - M. Pierre Leboulleux, M. et M= Michel Leboulleux,

M. et M. Jean Béliard, M. Mad Leboulleux, ses enfants, petits-enfants et belle-sæur, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 1 mai 1983 à Ottawa

(Canada), de M= Gaston LEBOULLEUX. née Jeanne Borrien.

La cérémonie religiouse a été célé-brée dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

52, rue de Docteur-Blanche, 75016 Paris. 4, allée Murat, 78150 Rocquencourt Ambassade de France à Ottawa. 42, promenade Sussex, Ottawa. Ontario K IM2C9, Canada.

14, rue Edmond-Roger, 75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une reduction sur les insertions du · Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- Avignon. M. Franck Rietsch. M. Jean-Marie Pasquer et Mar, née Patricia Rietsch.

ont la douleur de faire part de décès de Mar Omer RIETSCH, nec Margnerite Coste,

le 1º mai 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en Avignon, dans la plus

M= Louis SCHMTTTHEISSLER

s'est endormie dans l'espérance de la résurrection le 29 avril 1983. Marie-Thérèse et Michel Anquez, Denise et Jacques Chauland,

Marie-Antoinette et Michel Le Bonteiller, Agnès et Jean Hirtz, Monique et Claude Pelletier, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

demandent de prier pour elle. Ses obsèques ont eu lieu a Briouze (Orne).

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 7 mai 1983, à 12 h 13, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, Paris-13.

Anniversaires

A l'occasion du deuxième anniversaire du décès de

M- Dyna ZLOTKIN. sa famille et ses amis se réuniront le dimanche 8 mai, pour se recueillir sur sa

Rassemblement à 11 heures précises

à la porte principale du cimetière pari-sien de Bagneux.

Avis de masses - Une messe solennelle sera célébrée à l'occasion de la fête de Notre-Damodu-Liban, le dimanche 8 mai 1983, à 11 heures, ea l'église Natre-Dame-

dn-Liban, 17, rue d'Ulm, 75005 Paris.

Messes anniversaires

A l'occasion de troisième anniver-saire du décès de

Elia Farès ABOUJAOUDE, nne messe sera célébrée à Notre-Dame-du-Liban, rue d'Ulm, à Paris, le dimanehe 8 mai 1983, à 11 heures. Pour tous ceux qui l'ont conon et

aimé, une pensée pieuse et amicale sera la bienvenue.

Communications diverses La soirée inaugurale da séminaire
 Humour juif et inconscient :
 animé par Max Kohn
 et Richard Zrehen,

aura lieu au centre Rachi, le mardi 10 mai 1983, à 20 h 30, 30, boulevard Port-Royal, 75005 Paris.

- Le symposium - Guérir l'esprit -, organisé par l'association Zen Interna-tional les 7, 8 et 9 mai, e lieu an château de Chamarande (Essanne), natio-nale 20, sortie Etréchy.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSÈQUES

CURE THERMALE 1983 Elle sera plus agreable et plus efficace

sı elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'OCEAN à la MÉDITERRANÉE, choisissez les stations de détente de la

Chaine Thermale du Soleil. Documentation gratuite (hebergement et cures): CHAINE THERMALE DU SOLEIL. Marson du Thermalisme, 32, av. de l'Opera 75002 PARIS, tel. 742.67.91 + .

pour le Comte Megroni).



Januarie d

= .

. .

27 - 28 - 1 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 - 1900 -

188 - 1884 P.

A. 40 . 1 . 1

CALLET BOOK

an last of

1000

1 . The St. 18

redución la electrica.

200 000 000 Students and a second

GFBG Start 18

100

 $\mathcal{F}_{W_{\mathcal{A}},\mathcal{F}_{\mathcal{A}},\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}^{-1} = (\mathbf{x}_{\mathcal{A}_{\mathcal{A}},\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}^{-1})$

The Section Section 5 A second second

Take the second

Margarith W. P. W.

21----

Sam 30 - 1 1 14

1 52 . .

Fr. 200 - 10

way

the term of the 14.49

Charles e.

T 1 - 1 - 1

4 4 5 5

1.

4

....

. . .

. . . .

10 mg/

100

200.00

· 7 30-4

4 61 Page 25

1114 5

7 ... E

10 1980

1016

OFFRES O'EMPLO) EMANDES O'EMPLOI MMOBILIER JUTOMOBILES	14 igw* 77.00 22,60 52,00 52,00 52,00	91,32 27,04 61,67 61,67 81,87
ROP. COMM. CAPITAUX	151.80	180,03

ANNONCES CLASSEES

14 111			
ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Lecon/Sp. T.T.C.	
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47	
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42	
MIMOBILIER	33,60	39,85	
AUTOMOBILES	33,60	38,85	
AGENDA	33,60	39,85	
Dégressifs selon surface ou nombre de	parutions.		

L'immobilier

2º arrdt PRÉS PLACE VICTORES i mº sous les toits, asc ime, soleil. 440.000 F, trav 320-04-11, apr. 20 h, w

4° arrdt ILE SAINT-LDUIS 14, rue St-Louis-en-l'ila. su-perbe 6 pose, tout conf., 150 m². Sur place asmed 7 mei de 14 h 30 à 18 h 30.

5° arrdt M° LUXEMBOURG Son immeuble, ascens., ceu, ht. 1 pièce. Prix intéressant, l.5, rue des Ursulines, semedi, ilmenche, jundi 15–18 h.

M° CENSIER

2 pièces, petits cuis., baine w.-c., chauffage central indivi-duel, calme. Prix intéresant 138, rue Mouffatard, samedi dimanche, lundi 15-18 haures

Mº VAVIN, 5, rue Chevreuse, Imm. en cours réhabilitation. Ppteire vend studio 2 et 3 P., e/pl., sam.. dim.. 16/18 H. 828-72-71. bourg 7 p., 354-42-70

SUR JARDINS parkg. solell, 102, r. d'Assas. S/place samed: 13 h à 17 h. 17, R. DES ST-PÈRES

3 pièces, 60 m² à rénover, imm. rénovation 2° ou 4° ét. Samedi 14 h-18 h 30.

12° arrdt

MONTGALLET Perit immeuble neuf standing du studio au 3 pièces, parking Prix à pertir de 260.000 F l'uraison septembre 1983 COGEFILM 347-57-07. appartements ventes

M- MOUTON-DUVERNET nm. récent, tout ctr. perkin ljour, 2 chambres, entrée, cr ne, bains. Prix (ntéressar rue Llancourt, same dimanche 16-18 heures.

15° arrdt M- EMILE ZOLA 35, AVEN. LAUMIÈRE 117, RUE DU THÉATRE GRAND STAND. 2 PCES

BUREAU DE YENTE i/place 14-18 h tous les jours, auf mercredi. Tèl. : 578-84-42 ou MICHEL LAURENT S.A. 723-63-12.

M° VAUGIRARD imm. pierre de taille sur jardin 2 pièces, entrée, quisine, cebi net toil., w.-c. Pris inforessant 11, rue Robert-Fleury, samedi dim., lundi 15-18 heures

16° arrdt RUE BOILEAU Gd 2 P., 11 conf., 1= 6t., clair 64 m². 550.000 F. GARBI. 587-22-88.

A MUETTE 5 PCES, cuis., mins, BALCON, SOLES, chipre serv, 830.000 F, 322-31-20.

Près Foch, gde décoration, APPT 169 m², cible séj., 3 ch. services, Tél. 984-19-82,

17° arrdt BD PEREIRE, 100 m² our double, 2 chambres , beins, 3° 6t., ascensed GARBI, 587-22-88. SCEAUX stdg 8 p., tt cft, 67 m², balcane, parking, 850.000 F. URGT 278-77-83.

PUTEAUX

LA DÉFENSE

94 Val-de-Marne

VINCENNES

M* Château ou RER Vincennes, imm. récent, bon stand., perk., séjour, s. à manger, 2 chères, cuis. équipés, bains, 85 m² + 15 m² balc. sur jardin. Prix très intéressant.

32, rue Commandant-Mowat Sam., dimanche 16/18 heure

NOGENT S/MARNE

SG, Très bells affaire 83 m², SG, dale + 2 chares + cuis, smithement aminagé + très bells s. de bains + park, 400 METRES RER ET BOIS DEMECHELL 873-80-22.

Province

NRCE (Côte d'Azur), Vende per-ticulier à particulier, très bei ap-partement, type 4, avec garage et cave, grande terrasse, vus mer, irrameuble luce, deux pis-cines, grand jardin, quartier ré-sidentiel. Litre irranscissement. Prix : 880.000 F. Tél, pour visi-ter au (92) 31-35-06.

CANNET-CANNES

DIEPPE FRONT MER

PETIT IMM. EXCEPTIONNEL. Appt de 30 à 80 m² + man rasse. Tél. (18-1) 366-11-10.

Rél VM 10838 A.

R& VM 9833 A

telen appt 3 P., 74 m², ter-see 28 m², traveux, bas prix Tél.: (16-1) 366-11-10.

RARE IMPECCABLE 6 P. sur BUTTES-CHAUMONT, vue panoremique, étage élevé, solell, avec terrasse de plain-pied. Le 7 de 14 h à 18 h habitable immédiatement 8 pièces, 85 m², 7° étage, 543.000 f + perking. Prêt conventionné possible. Sur pisce du jeudi au lundi 94, avenue du Pdt-Wilson. 761: 778-98-30 ou SINVIM 500-72-00. 28, RUE DU PLATEAU.

19° arrdt

Beau 2-8 pièces, terr., perk. 8/pl. semedi, dim. 14-18 h. 20° arrdt

GAMBETTA rare meison indé-pendante 5-8 p. 8/2 niveaux, studio contigu. se-sol, jardin privatif, ét. nf. calme absolu, 1.980.000 F. T. 278-77-63. 78-Yvelines

Part. vd appt Saint-Germain-on-Lays 70 m² + log-gia et perking, très ensolellé, vue imprenable sur forêt de Marty, 420.000, 873-84-30, 91 - Essonne

DRSAY CENTRE 5 pièces, 103 m² + balcons, 1º étage asc., Ouest, séjour double, 3 chembres, a beine, s, d'esu, cave, 2 parkings sou-terraine, 750.000 F dont prê C.F. éventuellement cesable fél. : 928-68-00,

Hauts-de-Seine CHATILLON M° immeubl standing s/jard., gd 3 p., bald Px 575,000 F, 858-61-59,

BOULDGNE BDIS 6, RUE BARTHOLDI
Potaire vd ds bei krwn. pierra

— Dible living, chbre, cuisiria
beins, refait Juse, 420,000 i

— STUDIO, kitchenette, beins,
w.c... refait pour, 125,000 F appartements achats

locations non meublées offres

Paris 8 p. STAND. jamais occupé imm. neuf. 6 asc., perk., cav., qual de Valmy gere de l'Est. 4.000 + charge, 004-22-03.

locations non meublées demandes

Paris DIRECT A PARTICULIER, Pr GRANDE ADMINISTRA-TION Cadres supérieurs et per sonnel muté, rech. APPTS 2ª 10 P. ou villes prix indiffér. P. ou villas prix indif 504-01-34, posts 24.

(Rágion parisienne Pour Stés européennes cherch villae, pavitions pour CADRES Durée 3 et 8 ens, 283-57-02

> meublees offres

Province NICE (Côte d'Azur) à loue meublé, très bel appartement type 4, immeuble standing 2 piscines, grands terrasse, Tél. : (92) 31-35-06.

COSTA NATURA

immobilier information

Qui a aussi acheté un appartement ? (Echange d'expériences.)

Ecrire nº 262.512 M - RÉGIE PRESSE "

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

locaux commerciaux

Ventes XVIII*; RUE MARCAGET Propriétaire vend boutique louée 40.400 F net par an 350.000 F. Tél. heures bursau 294-81-16 soir 962-32-29,

ILE SAINT-LOUIS Murs, lock cciaux 215 m² + sous-tol occupé ball 8 ans, bon rapport. Téléph. : 800-54-00.

villas MOUGINS MARITIMES

exceptionnel, très lucueuse vills 8 pubbes, jardin paysagé, vue panoramique. Px 2.900.000 F, (1) 561-00-96 (1) 325-11-25 max. terrains

PROVENCE, Part, vend urgent raison familiele beau terr., 1 km Saint-Saturnin-d'Apt (Vau-cluse) 3,000 m' chânes werts, jolie vue campagne et village, plein aud, eau, EOP, Tét., permis de construire 200.000 F demandé, poss. poursuivre résissation projet prévu condit très intèr. Tél. : (90) 75-65-28 w.-s. ou houre bureeu.

propriétés

SOLDGNE A vendre pour chasse et placements forestiers, quelques territoires + ou - grands avec ou sans étangs et bâtiments.
Etrice n° 201.104 AGENCE HAVAS, 8,P. 1618, 45006
ORLEANS Cadex.

MAISON FORESTIERE, etyle, 100 m², 18 hs, Landes, except, chess, atte unique. Gorges du Tarn, 350.000 F, MAISON RUPALE, carac-tère, 5 plèces, 1,5 he ver-gers, cadre site remarque-ble, 400.000 F. Taliéph.; (1) 828-47-85.

PRÈS HONFLEUR CHAU-MTÈRE + bật, à rest., gás her bages, très belle vue, vallés. (1) 637-14-40 (31) 89-26-63.

domaines

VASTE PROPRIÉTÉ DE CHASSE EN 80L0GNE. Ecrire tous néf. 281,185 M RÉGIE-PRESSE. 85 bis, rus Rédumur, Paris-24.

77480 BRAY-S/SEINE DANS PARC CLOS 28 HA CHALETS EN BORD ÉTANG DE 12 HA

DOMAINE DE LA

GOUJONNE

PÊCHE, VOILE, TENNIS TERRAINS DISPONIBLES lord étang, superficie au choi

PLUARURE TYPES DE CHALETS 1 à 3 ch., séi., + topole, cuis. éq., w.-c., bains, chauffage électr., terresse, appendis PARTIR DE 235.000

T,T,C, TERRAIN COMPRIS 067-13-97.

OFFRES D'EMPLOIS

Labo. recherche physiologie I.N.S.E.R.M. rech. informaticien (e) niveau minimum mannise (3 A) expérience P.O.P. ou temps réal 203-84-28, poeta 385.

automobiles

divers RS TS 62. 35.000 km, tokt ouvrent, vitres teintées, 5 vitesses, gris métellisé. Prix argus — 6 %.

SMW 628 1. 79 modèle 90, gris foncé 100.000 km. Moteur entièrement refait par 8MW, vibres trainées 4 vitages, autoradio, prix argus.

T.: 603-38-32 heures de bur.

capitaux propositions commerciales

propositions diverses.

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplâme. Demandez une documentation sur natre revue apécialisée FRANCE CARRIÉRES (C 18), Boite Postale 40209 PARIS.

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a

CHEF DE PROJET

à l'export

• JEUNE INGENIEUR Adjoint au Directeur des Exploitations

Ugine Aciers

INGENIEUR COMMERCIAL

Rél VM 23477 S

• INGENIEUR RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

REL VM 14622 B RESPONSABLE SERVICES COMPTABLES RM VM 19787 A

• RESPONSABLE DU PERSONNEL **REL VM 25797 A**

 RESPONSABLE DE PRODUCTION Bois stratifié et dérivés

REL VM 15815 A Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR 8 rue de Berri 75008 Paris. 8 TUR DE BETTI 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULDUSE MILAND PERUGIA ROMA DÚSSEL DORF LONCON MADRIO MONTREAL

Boite Postale 40209 PARIS.

Les emplois à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés (apécielletes, tachriciens, cadres).

Demandez une documentanon aur le revue epécielles MRGATIONS (A 14),

Boîte Postale 29109 PARIS.

Cherche programmeur analyste expérimenté sur IBM 34, GAP II interactif + UGPI, Envoyer c.v. Ets Frankel, à l'attencion de M= N. Intbert, 38, rue N.-D.-de-Nezareth, 75003 PARIS.

RESTAURANT

COMMIS de SALLE Fermé samedi et dimanche Tél. : 506-05-48.



emplois régionaux

I.N.R.A.
INSTITUT NATIONAL
DE LA
RECHERCHE AGRONOMIQUE
envisege de recruber sur
concours pour NANTES à partir
d'octobre 1983 1 CHIMISTE/

BIOCHIMISTE (ingénieur gde école ou D.E.A.) pour compléter équipe structure et propriétés

URGENT (clòture des dossters le 1-6-1983) : Env. curric. vitae au Laboratoire de Biochirnie et Technologie des Glucides, rue dels Géraudière, 44072 Names codex. Tál. : (40) 78-23-84. ENSEMBLE INSTRUMENTAL RÉGIONAL DE BASSE-MORMANDIE

UN VIOLONISTE

BANQUE recherche **CAISSIERS** DE CHANGE pour Lyon

Ecrire evec nº de téléphone au nº M 59,886 BLEU, 17, rue Lebel, 84307 Vincennes cedex, qui transmettra.

issement public à Besence CHARGÉ(E)

d'Études Économiques

supéneur, maîtrise sciences économiques ou E.S.C. Esprit d'analyse et de synthèse, Pre-mière expérience professionnelle mere expension professionnesse en entreprise ou organisme en rapport avec les entreprises. Adresser candidature avec let en manuscrite, C.V., photo et présentions sous pil personnel à M., Jean-Pierre DEXEMPLE, Chambre régionale de commerce et d'industrie de Franche-Comté, 30, avenue Carnot, 25043 Besances

LE DÉPARTEMENT DES ARDENNES ORGANISE un concours sur épreuves pour le recrute

attachés du cadre départemental, ouvert aux candidats des ux sexes âgés de moins de 36 ans au 1º janvier 1983 et ulaires de l'un des diplômes requis pour le premier concours Date des épreuves écrites : 13 et 14 juin 1983.

Epreuves orales en juillet. Date de ciôture des inscriptions : merc. 26 mai 1983 inclus. Pour tous renseignements, s'adresser à : Moneigur le Président du conseil général des Ardennes Bureau du personnel Hôtel du Département, 08011 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES. Tél. : (24) 37-22-11, poeta 8121.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, salon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Bijoux FABOR 280-41-55

eu meilleur prix. Direct aux particul, Rachat de tout, vieil or, bijoux. BRILLANTS. 51, r. La Feyette. Métro : Cadet.

Carrelages

Les plus beaux de tous les carreaux du monde sont vendus aux prix les plus bas chez BOCAREL 357.09.46 +

Canapés

COURT CIRCUIT SUR CANAPÉS

CAP, spécialiste réputé de cana-pés hout de gamme, vous fai profiter du circuit court et béné ficier de sea prix sur se vest rollection collection. • EN TISSU: 100 qualités et

EN TISSU: 100 qualités et coloris différents.
 EN CUFF: 8 qualités et 44 coloris différents.
 Toutes les possibités soistant: 3 places, 2 places, feuteuil, déhousebles, reversibles, convertibles (sommiers à lattes), Par exemple: Un ravissant carsepé 2 places tissu à partir de 3.250 F. Un coseu 8 places en cuir véritable à 5.590 F, en veau pleine fisur à 7.900 F,

Alors, mettez le cap sur CAP vous verrez, c'est direct.
PAP 37, rue de Citesux,
GAI , 75012. T. 307-24-01

Enseignement LA CALIFORNIE

L'AMERICAN CENTER SUREMENT 633-67-28 **ENGLISH FOR**

EVERYBODY

PEUT-ETRE.

de cours (2 h par jour du lundi su vendredi pendant 2 semaines RENOUVELABLES TOUTES LES 2 SEMAINES

Apprenez l'allemand a Heidelberg Cours payable on francs fr. COLLEGIUM PALATINUM E., 6900 HEIDELBERG, RFA, Hoelderliewey 8, Tél. 1949,6221,46289.

Mode

POUR L'HOMME LES ERIFFES DE LUXE

Maisons de retraite

Sanitaires

BROYEUR POUR W.-C. S.F.A. 1.950 F. Sanitor 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6°, Ou-vert le santed 222-44-44.

Psychanalyse CURE DE PSYCHANALYSE

Répondeurs téléphoniques

LE SPECIALISTE DŲ REPONDEUR

TÉLÉPHONIQUE LOCATION IMMÉDIATE A partir de 68,50 F par mois Vente — Réparation — Reprise 6, rue Mangert, 75009 Peris 874-24-13 - 285-44-24.

Vidéo

en um minimum de temps et per vous-mêms, 786-48-90; CAMÉRA 7 7, rue La Fayette, 75009 Photo-cipé-son

VIDEO VHS - HITACHI 180 mn : 85 F Par 10 : 800 F 120 mn: 69 F

Per 10 : 600 F

CORSE, LOCATIONS VILLAS ET APPTS disponibles toutes dates, CORSAGENCE, 24, av. Opérs, 75001 PARIS, Télépho-nez: 296-14-12 - 296-06-68.

Saint-Hilsire-du-Hercoult

(Manche)

A louer de mei à octobre, à le semaine ou su mois. Roz-de-cheuseée s/jdin. 1 p. de 40 m² avec chemisée, coin chambre, selle d'esu. Possibilité chires supplémentaires. Téléph. su : 16 (33) 49-20-24.

LOCATIONS ESTIVALES
A LOUER
BRETARIE (FINISTÈRE)
Presqu'ile de Crozon
juin, juillet, septembre
Propriété bordure directe de la
rade de Brest.
Cuielne, séjour, 8 d'harrières.
Tut confort. Jerdin
Téléphonez au (98) 81-81-05.

Vacances - Tourisme - Loisirs

INVESTISSEZ MAINTENANT A VOTRE SANTE, DONNEZ PLUS DE VIE A VOS ANNÉES VACANCES-SANTE EN ANDORBE AU CENTRE THERMAL

Programmes de revitalisation avec les suivants traitements alternatifs (on combinés);

— CELLULOTHÉRAPIE (méthode du Prof. P. Niehans);

— THÉRAPIE GÉROVITAL (méthode D. A. Askan);

— OXYGÉNOTHÉRAPIE (méthode du Prof. V. Ardenne);

— THÉRAPIE TONIFIANTE (méthode du Prof. Bogomoletz);

— THÉRAPIE ANTI-RHUMATISME.

Aussi bica, notre Centre a un cadre médical spécialisé en thermalisme, gériatrie, avec des techniques d'électro-physiohydrothérapie, anti-stress, sempuncture et thérapie de boue.

Ouvert toute l'année. Handicapés déconscillé. Information; Hôtel
Roc Blanc, place Contrincens, 5 Fecaldes, porté d'Accepte sét dis-

Roc Blanc, place Coprisceps, 5 Escaldes, ppt6 d'Andorre, tél. dir. (16078) 21486, télez 224 AND, votre Agence de Voyages on Maison d'Andorre, 111, rue Saigt-Honoré, PARIS (1°).

VACANCES AU SOLEIL EN MÉDITERRANÉE

location tente toute équipée tout confort sur camping 3 ***
à partir de 900 F/semaine.

TOURISME et CAMPING rue Rimbaud, 66700 Argelès-sur-Mer. Téléphone : (68) 81-02-67.

WIGWAM, 62, av. Grande-Bretagne, 68000 Parpignan. T. (68) 61-20-77. Campagne Barbantane, mes tt. cft, 5 P., piscine. A louer juil.-soût-sept. Tél. (90) 95-50-22.

Rateaux Voller challenger Horizon 1980, 7 m merbm DL, 4 * cat. H.B. 7,5 nombrx équip, remorque, Prix 75.000 F. BASTE 605-08-09, H8 603-64-00 après 19 h.

Chasse CHASSE - Pāche VEXIN, 90 km Paris pleme et bois Tabletu steurs Actions disponibles Prolongation 31 mars PRIX: 3.000 P

Tél.: 208-98-34.

LOREZ uns TENTE ou une CARAVANE installée et entiè-rement équipée : sélection de 22 cemplings et et est entiè-partir de 780 F/sem. pr 4 pers. A lover juin et septembre, à la semeine, maisan parti culière, 5 personnes, proche EROUY. (98) 41-44-97. A louer mai, juin, septembre Praequ'ils de Ruys (59) meleon indir., 8 poes cula., s. de brs, w.-c., jardin, terrames, 50 m de le piege. Tél.: (97) 53-52-00.

> Caravanes RAPIDO CARAVANE ET CAMPING-CARS NEUF

(toutes merques sur commands). OCCASION - REMORQUES, begagères et utilitaires ACHAT FERME de caravanes et remorques d'occasion. cossocies - Poss d'attalages. SOCIÉTÉ ACAGIL S.A.R.L. 87, rue Benoît-Melon; 94250 GENTALY Tâléphonez eu : 588-76-07. Cuvert de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30. Forné dimanche et lundi (seuf rendez-vous).

Part. cherche Sud France, pour solit ou éventuell. le quirzaine, maison 4/8 personnes, jerdin, piscine ou accès direct à la mer. T. 634-58-50 soir et week-end. CHALIMIÈRIE NORMANDE sur 3 hs. Perticulier lous solt maison tout confort. Living, cheminde, 5 chores, jeur. 150 km Paris, en pieine campagne. Mer 2 25 km.
Téléphonez au (3) 955-41-13. Loue juillet/août ville bord mer, Corse Sud, 8 pers. (SO) 70-70-93. Zafrille. Le Puy-Couritezon-84.

Près Abren-Provence, du 18/7 au 13/8, loce villa F5 avec pla-cine, pool, grand terrain, très belle vue. Téléph. (42) 22-17-26 le soir. Loue 16 km Abr-en-Provence, de juin à septembre, villa grand stending, 6 ch., placins 14 x 7, 5.000 m², jardin décoré. JUIN et SEPTEMBRE 18,000 F. JUINLET et AOUT 30.000 F. Téléph. : 16 (42) 28-03-19. SAINT-MANDRIER (83)
Juin à septembre loue 3 pièces
+ terrain 35 m², tout cft. Pis-cine, terrains. Vue extra sur mer Téléphonez au : 016-23-17, DORDOGNE: Maison périgour-dine à louer sur tarrain 1 ha. 4/8 personnes. Cheminés. Calma. Vérdura. Vus. JUIN 4.000 F. JUILLET 5.000. F. 1º quinzaine AOUT 3.000 F. SEPTEMBRE 4.000 F. Téléph. le soir au 743-19-18. Dans le journée su Z36-78-96. LUBERON, au pled de GORDES. Site 6 pose GRAND CONFORT. Loc. serraine, cap. 8 pers.; ter-rasse, barbacue, pisc., ternis. Tél. (90) 72-04-72, heure bur.

L'antiquaire du vitrail

de ce nom, la apéciatiste du vi-

trail s'efforce de sauver les œu-

vres anciennes de la dégradation

du temps. Elle a étudié scientifiquement le processus de détério-ration du verre pour en arrêter le

cours. Exposé depuis des siècles aux intempéries, le verre se cor-rode, modifie se gamme chrome-

tique, perd le translucidité qui faisait jadis l'essence de sa

beauté. Les vitraux endommagés

passent par un atelier de restau-ration avant d'être remis en lu-

la Galerie du vitrail propose des

vitreux enciens du XVº eu

XVIII siècle, comme une scène du Nouveeu (Testement (16×23 cm) à 1 000 F, un cou-

ronnement de la Vierge (55×47 cml à 2 000 F ou une

grande descente de croix (140×222 cm) à 35 000 F. Les

ritraux des XIXº et XXº ont aussi

leur attrait, notemment parmi les

floraisons de l'Art nouveau,

comme des paysages aquati-ques, des capucines, des vus et

des pavots, de 500 à 3 000 F

selon les formats. Des peintures

sur verre symboliques ou des médaillons en griselle sont ac-cessibles à partir de 1 300 F.

Autant d'éléments qu'une

source lumineuse peut mettre en

valeur dans une pièce, ou qui s'intègrent avec bonheur dans un

ole architectural. La Gelerie du vitrail, c'est

aussi la vitrine des maîtres ver-

riers contemporains, qui sont en-

core près d'une centaine, atten-

tifs à capter la lumière pour faire jaillir, chacun selon son talent, des arcs-en-ciel de couleurs dans

la masse vitrifiée. Les œuvres

contemporaines exposées valent de 2 000 francs à 4 000 francs.

A la demande, la Galerie du vi-

trail réalise, d'autre part, des

compositions originales de 1 500 francs à 3 500 francs le

mètre carré, sulvant la surface à

Enfin, la Boutique du vitrail

comporte un centre de documentation avec une librairie qui regroupe tous les ouvrages conse-

cres à l'art et aux techniques du

vitrail, ancien et moderne, des présentations de dispositives sur

les étapes de la création du vi-

trail, des jouets éducatifs à partir

de supports de verres multico-

portance pour faire comprendre le rôle du vitrail des origines à

nos jours, mais l'essentiel de-

rechercher sans cesse, dens

toute la France, les pièces qui, après restauration, et souvent

après un véritable sauvetage, viendront garnir les vitrines de la

Anciens ou récents, parce

qu'ils itluminant de leurs faux la

plema et le béton, les vitraux mé-ritent une place de choix dans l'habitat d'aujourd'hui.

* La Galerie du vitrail, 17, rue du Cloître-Notre-Dame, Chartres (face an porche nord de la cathé-drale). Tél.: 16 (37) 36-10-03.

* Deux autres restaurateurs

nous sont signalés : Galcrie d'art (Railland-André-Anriel), 54, rue Pharaon, à Toulouse ; Cellier, place

F. GERSAINT.

Parmi les couvres d'autrefois.

mière dans la salle d'expositi

Les emateurs d'antiquités cherchent avec ardeur des meubles haute époque, des bois dorés, des portes sculptées, des faïences ou des boules de verre, mais qui songerait à e'offrir un vi-trail pour y retrouver les couleurs du passé ?

Il existe pourtant, au pied de la cathédrale de Chartres, une spécialiste inspirée qui peut mettre sur sa carte de visite « Antiquaire en vitrail». Parmi tous les marchands de passé, Micheline Loire est unique en son genre et sans doute la saule au monde.

Certes, l'on peut parfois découvrir chez des brocenteurs des vitraux ou des fragments de vi-traux plus ou moins endom-magés, tirés de quelque démolition, mais ils sont proposés tels quels, «dans leur jus», le plus souvent brisés et dessertis de leurs plombs. Il faudrait toute la technique d'un verrier pour les restaurer comme font les entiquaires d'un meuble ou d'une

Micheline Loire avait commencé une carrière scientifique (en passant par l'Ecole polytechniquel evant de rencontrer un maître verrier, lui-mârre fils de maître verrier... et de l'épouser. Mais elle épousait aussi tous les vitraux de Chartres, de France et de Navarre. Elle e'est longuement initiée à l'art religieux du Moyen Age, aux techniques tra-ditionnelles du verre serti de plomb, à le dalle de verre, jusqu'au jour où elle s'est sentie assez savante pour «inventer» un nouveau métier. C'est en 1976 que Micheline Loire a dé-

建工工工程

cidé de créer la Galerie du vitrail. Mais qu'est-ce qu'un vitrail ? Un support de verre, une cloison tecture d'un édifice et lui apporte les ressources d'une composition picturale traversée de lumière.

Sauvetage du verre

Parce qu'ils s'adressent directement aux sens, les vitraux parlent un langage universel, alors que les signes écrits s'opposent à la communication immédiate. Aussi n'est-il pes éconnant que la gelerie, qui fait éclore ses poèmes de verre au flanc de la cathédrale, ettire tent d'étracgers qui viennent en péletinage des bords du Rhin, des Etats-Unis ou du Japon. Capitale du vitrail. Chartres offre aux regards une fabuleuse verrière : plus de drate en 172 vitraux, auxquels s'ajoutent les chefs-d'œuvre les XIV et XVª siècles de l'église XVIII siècle de l'église Seint-Aignan. Lieu d'accueil du Centre international du vitrail. Chartres atteste la vitalité de cet art que continuent à pretiquer, dans la vitle et aux sientours, les maîtres verriers d'aujourd'hui, en quête d'un style nouveau, s'efforçant d'intégrer leurs créations au dé-

cor contemporain. Le vitrail tel que le concçoit Micheline Loire n'est pas une couvre statique, mais un art en mouvement, un art religieux au sens fort du terme : ce qui relie les hommes dans le culte de la beauté, et ce qui les rapproche à

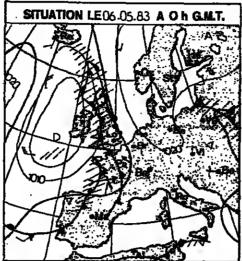
ANIMAUX

UNE JOURNÉE SUR L'ADOP-TIONL - L'association EDUCA-2001 organise una journée d'adoption pour les animaux au 78240 Chambourcy (R. N. 13), le

pour venir en aide au refuge de la Lique pour le respect des animeus

★ EDUCA-2001, 17, rue des Prê-

MÉTÉOROLOGIE-

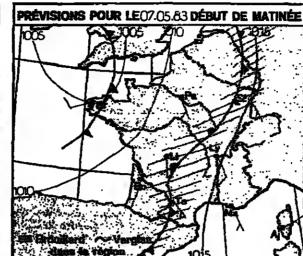


entre le vendredi 6 mai à 0 houre et le samedi 7 mai à missit.

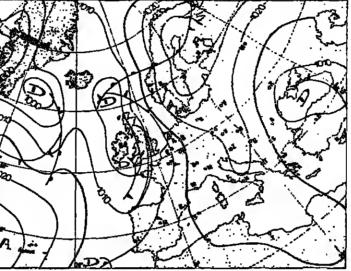
La dépression centrée sur l'Irlande dirige toujours sur la France un finx de sud-onest instable et oragenx; un front froid ondulant traversera les régions de la moitié sud-est, avec l'arrivée, samedi matin, d'une ondulation plus importante qui apportera une aggravation pluvio-

Samedi, un temps médiocre, avec une nébulosité importante et des précipita-tions locales à caractère orageux, prédo-minera sur la moitié sud-est du paya, des Pyrénées au Massif Central et au Nord-Fyreness an Massir Central et 3a Nord-Est, ainsi que sar les Alpes, la vallée du Rhône et le Sud-Est. Un renforcement des précipitations sers observé par le sud-onest dans l'après-midi, et elles pourraient être fortes sur les versants and à sud-onest du relief. Sur les autres régions, du nord de l'Aquitaine au Bas sin parisien et au Nord, ainsi que sur le Nord-Ouest, après une matinée souvent nuagease, le temps sera agréable maigré quelques averses temporaires près de la Manche. Les températures maximales, toujours supérieures à la normale, seront toutefois en légère baisse. Les vents seront faibles, exceptés sous les orages. La pression atmosphérique, réduite

au niveau de la mer, était à Paris, le 6 mai, à 8 heures, de 1014,3 millibars, soit 760,8 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre ndique le maximum euregistré au cours indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 mai ; le second le minimum de le neit du 5 mai se



PRÉVISIONS POUR LE 7 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



et 15; Borneaux, 27 et 14; Bourges, 25 et 12; Brest, 18 et 12; Caen, 20 et 11; Cherbourg, 17 et 10; Clermont-Ferrand, 24 et 12; Dijon, 21 et 9; Grenoble, 23 et 9; Lille, 20 et 9; Lyon, 23 et 11; Marseille-Marignane, 22 et 11; Nancy, 18 et 5; Nantes, 25 et 12; Nice-Che 1/2 and 18 et 18 et 19 Côte d'Azur, 18 et 12; Paris-Le Bourget, 20 et 12; Pan, 28 et 13; Perpignan, 20 et 15; Rennes, 23 et 11; Strasbourg,

TIRAGE NY8

Ajaccio, 21 et 8 degrés : Biarritz, 27 19 et 8 : Tours, 23 et 12 : Toulouse, 26 et 15 : Bordeaux, 27 et 14 : Bourges, 23 et 14 : Pointe-à-Pitre, 30 et 27.

Températures relevées à l'étranger; Alger, 21 et 12 degrés; Amsterdam, 15 et 7; Athènes, 22 et 13; Berlin, 11 et 4; Bonn, 19 et 7; Bruxelles, 18 et 9; Le Caire, 30 et 23; îles Canaries, 22 et 14; Copenhague, 14 et 5; Dakar, 23 et 20; Djerba, 26 et 17; Genève, 20 et 8; Jérusalem, 21 et 5; Lisbonae, 17 et 13; Loadres, 19 et 12; Luxembourg,

17 et 8 : Madrid, 22 et 12 : Moscon, 13 et 8; Nairobi, 25 et 17; Muscou, 13 et 8; Nairobi, 25 et 17; New-York, 18 et 12; Palma-de-Majorque, 22 et 8; Rome, 22 et 14; Stockholm, 12 et 1; Tozeur, 34 et 22; Tunis, 22 et 15.

Prévisions pour la journée du dispanche 8 mai

Un vaste couloir dépressionnaire terre et à l'Espagne et dirige sur la moi-tié est de la France des perturbations

Le temps, dimanche, restera lourd, très mageux et menaçant sur la Cham-pagne, l'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne, le Centre-Est, la Provence, le Roussillon, le bas Languedoc, les Cévennes et la Corse.

Des pluies d'orages sont à prévoir, iocalement fortes et accompagnées de violentes rafales de vent.

Sur les autres régions de France, un temps variable et un peu plus frais s'éta-blira par l'ouest. Les venus faibles domineront du nord-ouest. Quelques faibles averses pourront encore se produire vers la Manche et la mer du Nord.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés eu Journal officiel du vendredi 6 mai :

DES DÉCRETS

Modifiant le décret du
19 février 1970 reletif à l'ordre des

experts-comptables et des comptables agréés. Modifiant le décret du 29 septembre 1962 portant réforme du baccalauréat de l'enseignement du

second degré.

PARIS EN VISITES -

DIMANCHE 8 MAI

Manet -, 11 heures, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs), - Hôtels de l'île Saint-Louis .. heures, metro Saint-Paul, Ma Haul-

Synagogues rue des Rosiers, couvent des Blancs-Manteaux e, 16 heures,
 3, rue Malher, (Vieux Paris).

CONFÉRENCES -

14 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Brumfeld: « la Fin-lande », et 16 h 30 « la Norvège » (Andiovisuels). 15 h 30, 15, rue de la Bücherie, A. Leroy: « La vie passionnante de Dickens », (Artisans de l'Esprit).

DU 4 MAI 1983

NUMERO COMPLEMENTAIRE

NOMBRE DE GRILLES

RAPPORT PAR GRILLE

10,70 F

3 349 226,10 F

223 281,70 F 9 175,90 F

156,60 F BONS NUMEROS

SUPER CAGNOTTE DU 7eme ANNIVERSAIRE

3 BONS NUMEROS 2 700 385

20 000 000 F

POUR LE TIRAGE DU 11 MAI 1983 VALIDATION JUSQU'AU 10 MAI 1983 APRES-MIDI page 22

Les mots croisés se trouvent

dans son numéro du 8 mai

Klaus Hornig, martyr de l'article 47.

Un officier allemand qui refusa pendant la demière guerre d'obéir à des ordres illégaux. (Une enquête d'Alexandre Szombati)

Capricorne pour les tropiques :

La chèvre, arme stratégique ?

Michael Harrington, socialiste marxiste américain.

Nouvelle: Mouvement perpétuel d'Augusto Monteiroso.

Les rubriques : Associations, Audiovisuel, Disques.

Bienvenue dans notre royaume

Chronologie du mois d'avril.

La voie royale: chaque semaine, 9 TriStar vers Djedda et Riyad. Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia, 55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.



La Commission propose une majoration des ressources propres et une modulation des contributions des Etats

que les pays ayant une agriculture de dimensions relativement mo-

paient. Des compensations très subs-tantielles ont été accordées aux Bri-

tanniques en 1980 (1,175 milliard

d'ECU) (1), en 1981 (1,4 milliard

d'ECU) et en 1982 (850 millinns d'ECU) pour alléger cette « contri-

Afin de parvenir à une meilleure répartition de la charge de chacun,

T.V.A. Un taux module de T.V.A.

serait ètabli selon trois critères, avec

comme résultat de frapper davan-

tage les pays agricoles riches, et se-rait applique à une partie des re-

cettes. La fraction des recettes ainsi

enncernée serait égale à un peu moins de la moitie des dépenses de

soutien agricoles (2). Dans l'état ac-

tuel des choses, environ 25 % du budget serait couverts grâce à cette

recette de T.V.A. ainsi modulée.

Etabli à partir des dannées ac-tuelles, ce taux modulé comparé au

taux normal serait défavorable aux

pays suivants: France, 27.8 % (au lieu de 23.7 %); Italie, 14.5 % (12.7 %); Pays-Bas, 7.5 % (5.8 %);

Bruxelles (Communautés européeunes). - Eviter l'asphyxie financière de la Communauté, tel est l'objectif de la Commission européenne, qui vient de soumettre aux Dix des propositions qui visent tout à la fois à acccroître les ressources propres de la C.E.E. et à faire en sorte que la répartition de la charge de l'impôt communautaire entre les Etats membres soit mieux èquilibrée.

Les ressources propres de la C.E.E. sont composées des prélèvements agricoles et des droits de douane perçus aux frontières sur les importations en provenance des pays tiers ainsi que d'une fraction plafon-plaint des déséquilibres du budget Ces ressources s'épuisent. En raison en particulier de la pression du Parlement europèen, des crédits de plus en plus importants sont affectes à la politique régionale, à la politique so-ciale, bref à ce qu'on appelle les politiques nouvelles. Surtout, après deux années de calme, un assiste à ce que M. Thorn, le président de la Commission, a appele jeudi une explosian des dépenses agricoles . Elles croissent sensiblement plus vite que ces recettes, si bien que les ressources propres risquent d'être épuisées en 1984. Comme l'a la Commission propose d'appliquer souligné M. Thorn, une telle situation, s'il n'y était porté remède, tie des recettes plafannées de la - rendrait impossible l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, ne permettrait plus d'assurer la continuité des politiques existantes et de développer des politiques nauvelles -.

On pourrait, il est vrai, imaginer de bloquer la progressinn des crédits affectés à des politiques dites com-munes, telle la politique régionale. Mais c'est une vnie illusoire. Aueun gouvernement membre a'aura l'audace de dire qu'elles ne servent à rien et qu'il faut couper dans les cré-dits qui y sont affectés.

La Communauté a done besoin de ressources propres nouvelles. La Cammission prapose en cansequence de faire passer de 1 % à 1.4 % le plafand des recettes de T.V.A. pouvant être affectées aux dépenses de la Communauté.

Une telle décision exige non seulement l'unanimité des gouvernements membres, mais aussi la ratification des dix Parlements nationaux. Or deux pays, la R.F.A. et le Royaume-

Ces propositions out donc l'ambition de régier en le seule fais les différents problèmes que posent les finances de l'Europe, y compris celui de la réduction de la « contribution nette » du Royaume-Uni au bodget européen (la différence entre ce qu'il verse et ce qu'il reçoit en retour). Le Conseil européen, qui se tient début juin à Stuttgart, devra se prononcer sur ces propositions qui vont se trouver au centre du débat européen au cours des mois à venir.

allégement de la contribution britan-De notre correspondant nique d'environ 450 à 500 millions d'ECU, par un allégement de 100 à 150 millions d'ECU pour l'Allema-gne, et par alourdissement d'environ 250 millions d'ECU de la facture à Uni, ont pris jusqu'ici une position européen : les dépenses sont affec-tées pour environ 60 % à la politique payer par la France. D'un point de vue français, comagricole commune (PAC) si bien

ment apprécier la proposition de la Commission? Elle empêche l'asphyxie financière de la C.E.E. et. en particulier, de la PAC. C'est important. En effet, dans l'esprit de la Commission, les Britanniques n'obtiendront désormais une correction de leur contribution que s'ils acceptent le déplasonnement des res-sources propres. La France, bostile à toute idée de juste retour, a insisté dans le passé sur le fait que la compensation accordée au Rnyaume-Uni devait être provisoire et dégressive. La proposition de la Commission revient à offrir aux Britanniques une correction permanente mais limitée.

On peut done se demander si la proposition de la Commission ne constitue pas, même si elle altère le principe de la solidarité financière tel qu'il a ètè défini en 1970, une base de négociation satisfaisante pour la France. A condition toute-fais et cette condition - on le vérifiera bientot, est loin d'être remplie,
- que Ma Thatcher s'en contente et que, le mécanisme correcteur empoché, elle ne réclame pas en plus un chèque pour réduire davantage une « contribution nette » qu'elle considererait encore comme trop èlevée.

PHILIPPE LEMAITRE.

(12.7%); Pays-Bas, 7.3% (3.8%);
Danemark, 3.6% (2.3%); Grèce,
1.8% (1.6%); Irlande, 0.8%
(0.7%); indifférent pour la Belgique (4.1%), mais favorable au
Royaume-Uni, 11.1% (au lieu de
19.1%), et à la R.F.A., 28.5% (au (1) ECU = 6.82 F. (2) Le texte de la Commission indique que les recettes provenant ce taux modulé de la T.V.A. - seralent égales à la différence entre les dépenses de la unie du LECCA (Fonds eu-En prenant les chiffres du budget ropéen d'orientation et de garantie auri-de 1983. l'instauration de ce méca-cle) et 33 % des dépenses budgétaires nisme correcteur se traduirait par un

« La hausse des prix agricoles sera de 8 % en France, et pas plus », déclare M. Rocard

M. Michel Rocard a - vivement déploré », jeudi 5 mai, la décision de la Commission européenne sur les montants compensatoires monétaires. En refusant de soumettre immédiatement la demande française d'un démantèlement de points au conseil des ministres de la Communauté. . la Commission a estime ne pas pouvoir s'écarter du strict terrain des procédures ». M. Rocard le déplore d'autent que plusieurs de ses collègnes de l'agri-culture, qui comme lui, à la diffé-rence des membres de la Commission, - sont sur le terrain », avaient laissé espérer une réponse favorable à la requête française.

Commentant les résultats obtenus par l'agriculture française l'an passe, M. Rocard a estimé, au regard des cours du premier trimes-tre qui ont diminué de 0,3 %, que

l'objectif de hausse de 8 % serait difficile à atteindre pour les prix à la production en 1983. - Cela aidera certainement à la lutte contre l'inflation, mais comme ministre de l'agriculture je dots affirmer que c'est l'agriculture qui a payé le plus cher les dérapages inflationnistes dans notre pays. »

Enfin, le ministre a tenu à préci-ser avec beaucoup de fermeté que son abjectif, en matière de hausse des prix sur le plan communautaire, était totalement conforme au plan de rigueur du gouvernement : • La hausse des prix sera de 8 % en France, et pas plus. - La divergence avec M. Delors, arbitrée par le premier ministre, ne portait donc pas sur l'objectif final, mais sur la question de savoir si le démantèlement de 2 points demandés par la France, giouté aux hausses communantaires venir et au démantèlement antérieur déià acquis, ferait sauter cette barre des 8 %.

Les deux ministères divergeaient sur trois critères de calcul : la prise en charge totale ou partielle du pre-mier démantèlement d'avril 1982 pour la campagne 1983-1984, l'ampleur de la hausse prèvisible pour la part des productions françaises (13 %) qui ne sont pas soumises à des règlements communautaires, la correction à faire dans le calcul du revenn annuel du fait du retard de sept semaines au moins apporté à la fixation des prix. Le tout conduisait à une différence d'estimation d'environ 1,8 point. Le ministre de l'agriculture, soutenn par Matignon, a fait prévaloir le calque son 8 serait 8.

Industrie chimique

PROCHAINE RÉUNION A BRUXELLES **POUR DISCUTER** DES SURCAPACITÉS

Les dirigeants des grands groupes chimiques européens se réuniron dans les prochaines semaines à Bruxelles, afin d'étudier les moyens de réduire les énormes surcapacités existant encore dans la pétrochimie.

MM. Etienne Davignon, commis saire de la Communauté pour les af-laires industrielles, et Franz An-driessen, chargé de la concurrence, assisterout aux débats.

La situation de la pétrochimie enropéane reste très préoccupante. Rien que dans l'industrie des matières plastiques, les pertes enregis-trées en 1982 ont dépassé 9 milliards de francs. Les surcapacités sont en moyenne de l'ordre de 30 %.

ques s'étaient déjà réunls à Bruxeiles - vainement - pour ten-

Des objectifs difficiles à concilier

M. Michel Rocard poursuit des objectifs difficiles à concilier. D'abord, il indique qu'en 1983 il faudrait un retournement de pente inespéré sur les marchés, pour atteindre 8 % de hausse. Il précise qu'un point de hausse des prix à la production a une faible incidence à la consommation (0,055 point).

Auparavant, il s'était engagé devant le congrès de la F.N.S.E.A. à maintenir le revenu en 1983. Enfin, il fait part de sa volonté de revenir de Bruxelles ou de Luxembourg avec une augmentation des prix agricoles garantis en francs de 8 % et pas plus. Mais il précise encore qu'en moyenne, sur plusieurs armées, les prix de marchés sont inférieurs de 1 à 1,5 point aux prix garantis. Si l'on comprend bien, il fera alors en sorte d'obtenir au plan communautaire une hausse qui satisfait aux exigences du plan de rigueur, mais qui ne peut assurer correctement une relance des prix de merché, ni le maintien du

C'est que, en réalité, le ministre

8 % soit interprété par les autres catégories socio-professionnelles comme une entorse à la rigueur, un favoritisme qui doit obligatoirement appeler un alignement sur le traitement le plus favorable.

L'autre logique est celle du calcul économique. Pour assurer una hausse du revenu identique à l'inflation et surtout pour dégager des capacitás d'investissements, il faudrait des prix garantis plus élevés.

Comme M. Rocard veut être un bon ministre de l'agriculture, mais qu'il ne peut se dépertir de son souci de rigueur pour lutter contre l'infla-tion, il choisit une ligne médiane : les agriculteurs paleront leur juste part dens la lutte contre l'inflation, mais pas plus, car ils ont déjà beaucoup donné. Fassent alors le ciel - donnèe climatique importante même pour les fabricants d'indice, - la tenue des marchés et leur gestion aussi, sur laquelle le ministre fonde des espoirs, que cette justa part soit jugée acceptable par tous et compa-

JACQUES GRALL

POUR UNE POIGNÉE DE DEVISES.



TOUTE LA ZONE FRANC, TRANQUILLE

Les vacances en zone franc, c'est tranquille! Tranquille parce que vous ne touchez pas à votre allocation devises, quelle qua soit la durée de

Tranquille parce que Air France-Vacances vous y emmène à des prix pour tout le monde. Tranquille parce qua Air France-Vacances vous assure le transport aerien sur des lignes régulières. Prix du transport aerien aller-retour :

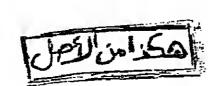
LA RÉUNION : 6180 F LA GUADELOUPE:.......... 3975 F LA MARTINIQUE:............ 3975 F DAKAR:..... 3300 F AJACCIO:...... 930 F BASTIA: 930 F NICE: 820 F

Vous pouvez réserver, des l'achat de votre billet d'avion, une chambre en demi-pension pour le nombre de jours que vous désirez. Cette possibilité vous est proposée sur de nombreuses destinations soleil où la vie n'est pas chère et où vous n'aurez pas a depenser toute votre allocation devises.

Air France-Vacances + hôtel, facile ! Exemple : Prix du transport aenen aller-retour... Prix du transport senen aller-retour.

AIR FRANCE-VACA

DES PRIX POUR TOUT LE MONDE





C.E.E.

1,3 milliard de dollars pourraient être consacrés à la coopération dans l'informatique

 $(x, Y_{i_1}, \dots, x_{i_{n-1}}, \dots, x_{i_{n-1}},$

thous - agricoles suivent les dissen-sions monétaires. Thomson renonce à Grundig et se tourne vers les magnétoscopes du japonais J.V.C., Philips adopte les technilogies de l'Américain A.T.T., les Britanniques décident de renoncer aux normes européennes dans les radiotéléphones pour choisir les américaines.

Chaque mois, chaque semaine, l'Europe semble se déchirer un peu plus. Invité par l'Executive Club à Paris le jeudi 5 mai, M. Etienne Daviguon, vice-président de la C.E.E. chargé des questions industrielles, est très inquiet. « L'Europe est en grand danger. A l'heure des difficultés, chaque pays a du mal à accepter les contraintes communautaires. Le débat est difficile, car chacun a l'impression en s'en libé-rant il retrouverait une meilleure situation individuelle. .

es à cons

. 5 . 5 . 5

Inquiet sur le présent, M. Davi-gnon l'est aussi pour l'avenir. La dé-gradation de la situation dans les industries de la communication (informatique, électronique) est manifeste : une balance commer-ciale européenne équilibrée en 1975, un déficit de 5 milliards de dollars en 1981, et proche de 10 milliards en 1982, selon les premières statisti-ques de la C.E.E. M. Davignon sou-haite donc vivement que les États membres donnent une vive ampleur au programme ESPRIT (European Strategic Progran for Research and Development in Information Technology), qui vise à établir des coopérations entre les laboratoires de recherche en Enrape, dans ces domaines de pointe. Aujourd'hui très limité avec un budget de 11 millions de dollars, ESPRIT pourrait déboucher sur un plan de cinq ans doté de 1,3 milliard de dollars, financé moitié par la C.E.E., moitié par les industriels.

Les États membres seront appelés à se prononcer, lors du conseil européen d'octobre, pour un démarrage en janvier 1984. C'est déjà dans cet esprit, si l'on peut dire, que trois firmes d'informatique, l'anglaise 1.C.L., l'allemande Siemens et la française CII-Honeywell Bull ont décidé de créer un laboratoire com-mun (le Monde du 23 mars).

L'Europe, qui échoue lorsqu'elle se cherche dans les grandes fusions taculaires, se retrouverait grace

Tandis que les éprouvants « mara- 1990. Tel est l'objectif de M. Davigaon. Pourtant, l'ambition apparaît bien timorée. Le budget des Bell La-boraturies (A.T.T.) a dépassé 1,7 milliard de dollars pour la seule année 1982. Et comment espérer année 1982. Et comment espèrer qu'une convergence se réalise en 1990 quand les divergences s'accentuent aujourd'hui? Curieusement, pour M. Davignon, les accords A.T.T.-Philips ou Thomson-J.V.C. ne sont pas anti-européens. « Tout dépend des produits futurs. »

Les lendemains qui chantent donc. Cette indulgence vis-à-vis des entreprises, M. Davignon l'explique ainsi : » Surrout pas d'accord de cartélisation entre les Européens, » Ce que souhaitait M. Chevènement, an travers de l'accord Thomson-Grundig-Philips, c'est-à-dire une en-tente pour reconquérir le marché intérieur des Dix, présente à ses yeux un risque considérable . Les Japonals font l'inverse : concurrence à l'intérieur et entente à l'extérleur ., explique-t-il.

Etnnante théorie ponr nn homme qui, pour sanver la sidérurgie européenne, n cartélisé la production européenne an point que chaque kilo d'acier produit est décidé à Bruxelles... Les statistiques citées ne prouvent-elles pas la « crise manifest de l'avenir européen ? gies et de l'avenir européen ?

ERIC LE BOUCHER.

LA RÉDUCTION **DU TEMPS DE TRAVAIL**

A DIVISE LES MINISTRES EUROPÉENS

La deuxième conférence des mi nistres du travail des pays membres du Conseil de l'Europe, réunie à Paris, s'est achevée, le 5 mai, par la publication d'un communiqué fina reprenant l'état des débats.

Pour latter contre le chômage, les ministres se sont accordés à reconministres se sont accordes à recon-naître la pécessité de la convergence c des objectifs et des moyens de la politique économique et financière, d'une part, et de la politique du marché du travail, d'autre part ». Ils ont souligné le besoin d'une coor-dination accrue des services interve-part en la merché de l'emples. nant sur le marché de l'emploi, no tamment pour les jeunes et les chômeurs de longue durée.

Si les ministres - ont considéré de façon unanime que la farmation initiale et continue était un élément fondamental de la politique de l'emploi », ils se sont montrés plus divisés sur la réduction du temps de travail, chacun poursuivant des politiques différentes.

. Dans le communiqué, les minis tres insistent done sur . le rôle essentiel (qui) appartient aux parte naires sociaux (de) négocier les formes et les modalités de la réduction et la réorganisation du temps de travail. Certains gauvernements acceptent toutefuis de

jouer un rôle d'encadrement et
d'incitation - pour de telles négocia-

	COURS	NUOL UC		UNI	HOES			DEUX	MO	15	SEX MOIS					
	+ has	+ bact	Re	p. +0	d D	έρ. –	ē	p +0	u D	i p. –	R	p. +o	u D	бр. -		
SE-U Scan. Yea (100)	7,3536 6,0010 3,1259	7,3560 6,0049 3,1285	+++	220 128 162	+++	260 185 188	+++	460 309 333	+++	525 386 371	+++	1390 1013 1002	+++	1511 113 196		
DM Florin F.R. (100)	3,6102 2,6760 15,0522	3,0127 2,6775 15,0645	+++	198 154 286	+++	214 173 424	+++	385 317 623	+++	421 347 843	+++	1135 948 1887	+++	266 100 220		
F.S	3,5816 5,8494 11,5736	3,5843 5,0529 11,5835	+	242 163 202	+ - +	271 104 296	+ - +	496 325 461	+++++++++++++++++++++++++++++++++++++++	538 241 601	+-+	1518 1134 1607	+-+	159 98 184		

TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-U	8 7/8 9	8 3/4 8 15/16	8 3/4 8 15/16	8 7/8 '9
BM	413/16 5	413/16 5 5 3/8 5 7/8 9 1/2 10 1/8 4 3/16 4 1/2 15 5/16 16 1/8 10 3/36 10 1/2	4 7/8 5 1/8	5 1/8 5 3/8
Florin	5 5 1/2	5 3/8 5 7/8	5 7/16 5 7/8	5 5/8 5 7/8
F.B.(100) .	3 7/8 9 3/4	9 1/2 10 1/8	9. 5/8 10 1/8	9 13/16 10 1/4
F.S	2 3	4 3/16 4 1/2	4 5/16 4 1/2	4 1/4 4 3/4
L(1 000)	14 15 1/2	15 5/16 16 1/8	15 3/4 16 1/4	10 11/10 17 1/5
£	10 3/8 10 1/4	19 3/10 10 1/2	10 1/10 10 3/8	16 3/8 17 3/8
L'iranc.	12, 1/4 13 3/4	12 3/4 13 1/2	14 15	10 3/4 1/ 3/4

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en mars : + 0,9 %

		V	ariation (e	%) an cou	ur\$
		des 12 derniers mais	des 6 derniers mois	des 3 derniers mois	du dernier mois
÷			(mars 83/ sept. 82)		
i	• ENSEMBLE	+ 9	+ 5	+ 2,6	+ 0,9
a	ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 83	+ 4.4	+ 2,3	+ 8.9
*	Produits à hase de céréales	+ 7.7	+ 6,8 + 4,5 + 2,4	+ 2,1	+ 9,7
- e	Porc et charenterie Volnilles, japins, gibiers, produits à base			+ 0,4	- 8,3
a	de viande Produits de la pôche Laits, fromages	+ 10.8 + 10	+ 6,6 + 6,2 + 5	+ 22 + 33 + 33	+ 1,1 + 0,6 + 1,2
z.	Cerns gres et begres	- 0,2 + 2,6	+ 5,9	+ 1,2	+ 3,2 + 1,8
	Azires produkts alimentaires	+ 81 + 85	+ 1.7 + 3.7	+ 0.9 + 2.3 + 3.3	+ 0,3
٥- ٥-	Beissons alcoolisées	+ 13,6	+ 41 + 8,7	+ 5,3	+ 1,3 + 2,6
2:	PRODUITS MANUFACTURÉS 1) Habiliument et textiles		+ 4,3	+ 1,8	+ 6,7
le -	Vétements de dossus		+ 52 + 59	+ 2.3 + 2.9	+ 1.4
11	Articles chanssants Autres articles textiles	+ 8.8	+ 48	+ 1.7	+ 0.8
LE	Astres produits manufacturés	+ 8 + 9.5	‡4	+ 1,6	+ 0,6
1	gaz Antres articles d'équipement du mé-	+ 7,1	+ 3,8	+ 2,8	+ 1,1
9-	Savons de mêmage, produits déteruifs	+ 9,2	+ 4,8	+ 3,7	+ 1,5
-	Articles de toilette et de soins	+ 8,8	+ 4.5	+ 3.7	+ 0,8 + 2,4
2	Véhicules Papeterie, Ebrairie, journam Photo, eptique, électro-acquetique	+ 7,2 + 8,3 + 2,4	+ 5.5 + 5.5 + 1.2	+ 2,4 + 3,5 + 0,8	+ 0.9 + 1.3 + 0.2
s	Autres articles de loisir Combustibles, énergie	+ 9,6	+ 4.8 + 2.2	+ 25	+ 1
c	Tabacs et produits manufacturés di-	+ 8,7	+ 6.9	+ 4,6	+ 0.8
7 -	SERVICES Services relatifs an logement	+ 18,6	+ 6,6	+ 43	+ 1,3
_	dont : loyers	+ 9,7	+ 6,3	+ 4,5	+ 0,7
5	ment (1)	+ 11.5 + 10.7	+ 6.4 + 10.4	+ 26	+ 0.4
	Transporte publics Services d'utilisation de véhicules	+ 11,5	+ 5,8	+ 6.7	+ 0,5
Ξ	privés (2) Héiris, cafés, restaurants, cantines	+ 12	+ 57 + 67	+ 22 + 44 + 24	+ 1.1
	Autres services (3)	+ 9,4	+ 4,3	+ 44	+ 0,4

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 338,7 en mars, contre 335,6 en février. En rythme annuel calculé sur trois mois (janvier, février, mars 1983), l'inflation est de 10,8 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les déposses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de colffure.

coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-ecrvice, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi autoécoles), spectacles, vacances, aports, camping, locations d'appareils, frais de réparation
des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

· La table roade sur l'insertion 1-il précisé, les einq centrales et la formation professionnelle des jeunes de 16-25 ams se tiendra le 20 mai prochain à l'hôtel Matignon sous la présidence du premier minis-nales. L'assemblée permanente des tre, a annoncé M. Pierre Mauroy le
4 mai, au cours de la séance consacrée aux questions d'actualité à l'Aschambres de métiers seront égale-



Des lampadaires qui éclairent toute une pièce Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage

38 et 40, rue Jacob

Tel. 260.84.25 et 28.01.

Jean-

Lanis

LEYET.

75006 PARIS.

₩₽₩23

docteur essciences éconamiques, chargé de missinn au ministère de l'industrie et de la recherche, reçoit, dans la cadre de son émission hebdomadaire, « L'ÉCONOMIE PARMI NOUS », Christian PIERRET, rapporteur général da la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Le SAMEDI 7 MAI 1983. à 11 heures, sur la thème :

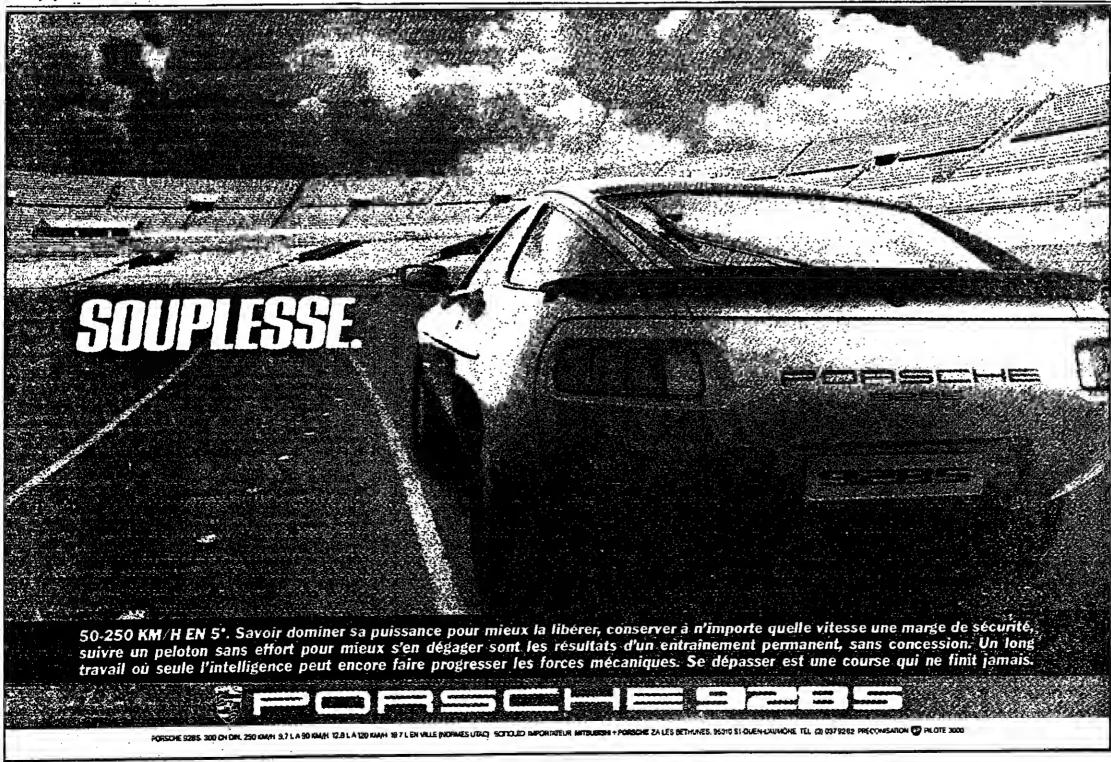
LE SECOND PLAN **DE RIGUEUR DU GOUVERNEMENT**

Vient de paraître un catalogue de 64 pages de 2 630 livres anciens ou épuisés sur l'ASIE.

Envoi contre 20 F (déductibles du premier achat).

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75016 PARIS Tél.: 288-58-06 - 288-73-59.



Les difficultés de l'emploi au centre de plusieurs manifestations syndicales

Les menaces pesant sur l'emploi dans plusieurs secteurs industriels ont provoqué, le 5 mai, plusieurs manifestations. A l'appel de la C.G.T., une cinquantaine de salariés de l'usine Azote et produits chimiques de Grand-Couronne (Seine-Maritime) ont bloque pendant une beure l'aumroute de Normandie au pêage de Bourg-Achard (Eure). Lis voulaient attirer l'attention sur les risques de suppression, selon eux, de 250 postes de travail.

A Roanne (Loire), environ 3 500 personnes ont manifesté, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN, pour protester contre la situa-

 A propos de l'entretien publié dans le Monde du 5 mai : le nom du ministre espagnol du travail était M. Joaquim Almunia, et non Almuna comme il a êté êcrit par erreur. Nous présentons nos excuses à

tion de l'emploi dans la règion. Ils ont demande à être reçus par M. Auroux.

Près de Liancourt (Oise), environ 300 des 1 250 salariés de l'usine Isover Samt-Gobain de Rantigny ont, à l'appel de la C.G.T., bloqué la circulation ferroviaire, entrainant pour trois trains un retard de vingi minutes. Ils voulaient ainsi protesier contre le plan d'adaptation de l'entreprise, qui prévoit plus de 1 500 suppression d'emplois d'ici à 1985, dont plus de 700 à l'établisse-ment de Rantigny.

A Paris, la Fédération C.G.T. des services publics a organisê une manifestation du métro Duroc à la rue de Varenne, afin d' - aider le gouvernement à prendre la mesure du mècontentement des personnels et à faire en sorte qu'il applique d'abord rigueur et austêrité aux vrais privilègies de la fortune -.

Réunie en assemblée générale à Mulhouse (Haut-Rhin), l'Union na-

tionale des retraités C.F.T.C. n affirmé qu'elle envisageait de . descendre dans la rue - pour la défense du pouvoir d'achat.

 Vingt-neuf bâtiments de cités de transit vont être détraits à la suite de l'incendie du foyer de Colombes. - Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État à la famille, à la population et à l'immigration, a annoncé, le 5 mai, la destruction de vingt-neuf bâtiments juges · fran-chement dangereux · dans des cités de transit hébergeant notamment des travailleurs immigrés. Le secrétaire d'Etat a précisé que les cinq cent cinquante-deux familles habitant dans ces foyers seraieot relo-

gees d'ici à la rentrée scolaire 1983. Cette décision de Mme Dufoix, en liaison avec le ministre du logoment et de l'urbanisme, M. Roger Quilliot, intervient après l'incendie, le 23 avril, d'un foyer Sonacotra à Colombes qui avait fait deux morts.

Près de vingt mille artisans et commerçants ont manifesté dans Paris

Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont marque, le jeudi 5 mai dans l'après-midi; à Paris, le défilé de quelque vingt mille (soixante mille pour les organisateurs) commerçants, artisans et petits patrons. La manifestation, qui s'est déroulée entre l'esplanade des Invalides et le Champ-de-Mars, via le quai Branly, avait été prêparée par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) pour protester publiquement contre des jugements portes contre ces professionnels accusés de pratiquer des prix trop éleves.

Comparée à la manifestation du Syndicat natianal du patranat maderne et indépendant (S.N.P.M.I.), présidé par M. Gérard Deuil, le 1^{er} mai (trois mille personnes encadrées de plusieurs dizaines de militants politiques de droite). le cortège de jeudi a été un succès. On y vit même dans les premiers rangs plusieurs panneaux dant les porteurs se rèclamaient de Gérard Nicoud et du CID-Unati, des ennemis traditionnels de la

A Paris, dans les quartiers populaires surtout, des magasins sont restés fermes jeudi après-mldi.

Au contraire des précédentes manifestations de la C.G.P.M.E., celle de jeudi a pris un taur politique après que le cortège n'eut pu accéder au quai Branly aù se trouve la direction générale de la concurrence et de la consommatian. . Mitterrand, fous le camp », devint alors le leit-motiv de ceux, hommes et semmes, qui défilaient. Plus révélatrice encore est cette petite phrase pronancée par

M. René Bernasconi, le président de la C.G.P.M.E., au micro d'Europe I. lors de la dispersion de la manifestation. L'attitude des forces de l'ordre, devait-il dire en substance, a été, face aux petits patrons, différente de celle qu'elles ont lorsqu'elles s'opposent aux « Maghrébins dans les usines »: Une phrase aui surprend.

Sans doute aurait-on tort de « liquider » le dossier des artisans et commerçants en parlant de poujadisme. Le ministère de l'économie et des finances semble l'avoir bien compris, qui, dans un communi que diffuse dans la soirée de jeudi, précise qu'« il n'v a pas de catégorie socioprofessionnelle responsable de l'inflation ..

Selon nos correspondants, des manifestations ont aussi eu lieu dans de nombreuses villes de province. A Rennes, le cortège, qui rassemblait plus de deux mille personnes, a été rejoint par environ trois cents étudiants en médecine, droit et dentaire. A Nancy, une voiture cherchant à forcer un barrage de manifestants interdisant l'accès à la préfecture a renversé et blesse deux personnes avant de dispa-

Dans les rues de Lille (cinq cents personnes), Bordeaux, Metz, Dijon, Tours, Caen, Nevers et Mende, plusieurs centaines de petits potrons om désilé sans incident et déposé des motions en préfecture ou à la direction locale de la concurrence et de la consammation.

.....

.

. 3 4

WESTAY

LE LEREME NECES

AVIS D'APPEL D'O

MONAL ET INTER

4 A. P. A. S. L. S. C. L.

× .

The second of the second secon

ें ² * **श∃**^

1202551283

gar For gray and

jiversification i

deviennent les

.

1. 1 Sec. 18. 1

N° HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Guide pratique retraite à 60 ans

- Les Profits des Banques
- Offensive mondiale contre Reagan
- Les petits % font les gros impôts
- Investissez aujourd'hui dans l'industrie de demain

CITROËN & TUTAL

LA VIE FRANÇAISE, UN PLACEMENT SÛR chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

« Nous ne cherchons pas la révolution »

Au son de Taut va très bien madame la marquise et de la Vie en rose, le cortège des petites et moyennes cotreprises s'était mis en branle dans la bonne humeur, précédé d'un boue, symbole pour ces petits patrons des boucs émissaires qu'ils prétendent être.

Les banderoles, comme à l'habitude, réclamaient . Moins de charges et plus d'emplais «, « Moins d'État, plus de liberté », ou encore « Plus de bon sens, moins d'ideologie ». Plus loin, on pouvait lire: . M. Mitterrand, prenez des ministres compétents ou démission-

Le changement de ton intervient pratiquement à la hauteur du quai Branly, siège de la Direction gené-rale de la eoocurrence et de la durs, plus politiques aussi, étaient elamés : « Mitterrand faus le camp! ., repris très souvent et longuement, donnant le ton.

Le bat premier de la manifestation était de déposer une motion d'avertissement à la direction du quai Branly, ce qu'a fait M. René Bernasconi, président de la C.G.P.M.E., en compagnie des res-ponsables de cette organisation.

Commentant et cette rencontre et cette manifestation, M. Bernasconi devait déclarer peu après . Dore-navant, ce sera la solidarité qui nous fera bouger, et l'on n'atta-quera plus les uns sans que les autres réagissent, sans que l'ensemble du pays mantre ce que nous sommes. [...] Nous ne cherchons aucune revolution, le pays doit se redresser par la vitalité de ses entreprises et avec des gens qui sont conscients de ce qu'est l'économie. Que les gouvernants, les bureaucrates en solent persuadés, sinon on

C'est sur le quai Branly que des heurts se produisirent, les forces de

l'ordre, très nombreuses, étant placées derrière des barrages qui empêchaient les manifestants de s'approcher. Après avoir repoussé plusieurs tentatives de passage en force, les C.R.S. ont tiré des grenades lacry-mogènes, tandis qu'une partie des manifestants refluaient vers le pont de l'Alma et que le cortège conti-nuait en direction du Champsde-Mars par l'avenue Rapp. Une barricade était dressée et les manifestaots lançaient des pierres ou des barres de fer ou arrachaient des panneaux. Une dizaine de personnes ont été légèrement blessées.

Le cortège, qui avait quitté l'es-planade des Iovalides vers 16 b 30, s'est dispersé près de la tour Eiffel vers 19 h 30, après que M. Bernas-coni eut annoncé en substance qu'il ferait faire une enquête pour connai-tre les raisons du comportement des t-il dit, dans l'après-midi, la même attitude que celle qu'elles ont géné-ralement lorsqu'elles rencontrent des è maghrèbins dans les usines ».

1 916 emplois seront supprimés dans la chimie de P.C.U.K.

Les suppressions d'emplois chez P.C.U.K. toucheront 1916 per-sonnes nu total, soit 16 % des effectifs du groupe (12 000 personnes). Les dirigeants de l'entreprise l'ont annoncé jeudi 5 mai, lors de la réunion du comité central d'entreprise.

Cette très importante réduction de personnel s'effectuera en deux temps: 1 139 postes seront sup-primés d'ici à 1984, puis 777 à l'horizon 1986. Elle est consécutive à la décision de fermer de nombreux ateliers devenus obsolètes, notamment dans le Nord à Wattrelos (fermedans le Nord a Wattretos (ferme-ture complète – 285 emplois), La Madeleine (164 emplois + 62 à terme), Chocques (17 à terme), Harnes (39 + 40), Loos (86); en Hante-Normandie, à Notre-Dame-de-Gravenchoo (2); dans l'Ouest, à Paimbœuf (73 à terme); dans la résion Rhône-Alpes, à Bridans la région Rhône-Alpes, à Bri-gnoud (44 + 20), à Jarrie (130 +

100), à Pierre-Bénite (35 à terme) ; en Lorraine, à Saint-Avold (57 + 5), à Dieuze (138 + 34); en Picardie, à Villers-Saint-Paul (115 + 305); dans les Pyrénées, à Lannomezan (137 + 16); dans le Midi, à L'Estaque (30 + 11)...

Quelques postes, enfin, scront supprimés à Epierre (12), à La Chambre (2) et à Prémont (8).

Le comité central d'entreprise se réunira à nouveau le 18 mai afin de prendre connaissance plus à fond de ce volet social, qui prévoit une nouvelle convention avec le Fonds natio-nal de l'emploi et des reclassements. Naturellement, les syndicats protes-teot. La C.F.D.T. relève « quelques incohérences industrielles » et refuse l'arrêt d'activités sans reconversion simultanée. Elle estime que le report à la mi-mai de la définition des modalités de départ est « inac-ceptable » et exige l'ouverture im-médiate de négociations.

F.O., pour sa part, refuse de siéger le 18 mai avec les seuls représentants de la direction de P.C.U.K. et de servir de caution à un plan dit « social » doot l'aboutissement sera les guichets de l'A.N.P.E. La centrale exige « la présence de respon-sables qualifiés des sociétés repreneuses des dépouilles résultant de la balkanisation de P.C.U.K. ... Quant à la C.G.T., elle juge que les conséquences sociales des nouvelle répartitions ne sont pas ac-ceptables - et invite ses adhérents à

[N.D.L.R.: Dans l'article sur la réorganisation de l'industrie chimi-que paru dans le Monde du 6 mai, des lignes sautées ont rendu difficilemeot compréhensible une partie du texte. A la fin du deuxième paragraphe, il fallait lire : « Son action-naire unique, toujours i Etat, ia iui apportera par souscription. Compte tenu des longs délais impartis pour réaliser ce mantage sinancier, P.C.U.K. recevra pour quelques mois un prêt bancaire-relais de 2 milliards de francs, de façon d pouvoir très vite restaurer ses comples. L'apération financière de-vra être complètement terminée le 30 septembre prochain.

Dans ces conditions, il est bien entendu que les groupes acquereurs reprendront non seulement les actifs aux damaines industriels de P.C.U.K. leur revenant.]

Les élections professionnelles à la Régie Renault

LA C.F.D.T. RECULE LA C.G.T. PROGRESSE F.O. ET LA C.G.C. **GAGNENT DES VOIX**

Les élections de délégués du personnel ont en lieu récemment dans divers établissements de la régie Renault. Sauf à Flins, dans le premier la C.G.T. progresse dans les autres usines et consolide ses positions. A Choisy, tontefois, elle perd vingu-quatre points dans le deuxième col-

ège, an profit de la C.G.C. La C.F.D.T., elle, recule partout, que ce soit dans le premier on le deuxième collège, et notamment à Flins, où elle perd 0,86 point chez les ouvriers. F.O., dont l'audience demeure souvent modeste, améliore ses scores, tandis que la C.G.C. avance dans l'encadrement

• A Flins. Dans le collège « ou-vriers », la C.G.T. a perda 2,46 points par rapport au précèdent scrutin de 1982. La C.F.D.T. perd également 0,86 point. C'est Force ouvrière qui bénéficie de ces mouvements, gagnant 3,33 points.

Inscrits: 15 293; exprimés: 9 303, C.F.D.T., 46,90 % (au lieu de 47,76 %); C.G.T., 41,12 % (contre 43,58 %); F.O., 11,97 % (8,64 %). Dans le deuxième collège (encodrement): inscrits: 2 223; exprimés: 1 354: C.F.D.T., 16,24 %

(au lien de 25,86 %); C.G.C., 57,97 % (53,98 %); C.G.T., 18,24 % (15,95 %); F.O., 7,53 % 18,24 % (15,95 %); F.O., 1,35 % (4,19 %). • Au Mans (Sarthe). Dans le collège • auvriers • : inscrits : 7 157; exprimés : 6 103; C.G.T. : 60,62 % (au lieu de 55,74 %); C.F.D.T. : 35,39 % (constant) tre 42.21 %); F.O.: 2.55 % (au lieu de 2.03 %); C.F.T.C.: 1,42 % (non présente en 1982). Dans le deuxième collège: inscrits: 1714; exprimés: 1330; C.G.T.: 36,64 % (au lieo de 32,4 %): C.G.C.: 32,78 % (contre 28.6 %); C.F.D.T.: 27,82 % (cootre 37.1 %); F.O.: 2,70 % (au lieu de 1,8 %).

A Choisy (Val-de-Marne). Dans le collège « ouvriers », la C.G.T. fait 75,51 % des suffrages exprimés (contre 70,04 %) et h C.F.D.T. 24,49 % (au lieu de 29,96 %). Dans reprendront non seulement les acriss in douxieure connege, la C.S. au lieu de 23,2 %), et la C.G.T. 52,78 % le deuxième collège, la C.G.C. ob-(ao lien de 76,80 %).

DU 23 AVRIL AU 9 MAI Pour la 1^{ère}fois en France Citroën lance Incroyable mais vrai: pour la première fois en France. Citroën vous permet de rouler un mois avec votre voiture. avant de l'adopter définitivement. Vous l'achetez, vous roulez. Un mois après si vous n'êtes pas satisfait, Citroën vous rembourse. Kilometrage illimité. Reprise instantanée de votre véhicule Crédit Sofi-Sovac: La Visa ça décoiffe! ...le mariage à l'essai.

APRÈS L'ANNONCE DES PERTES DE MICHELIN

La diversification industrielle et l'exportation deviennent les priorités de l'Auvergne

Clermont-Ferrand. — La capitale auvergnate a accueilii sans surprise l'annonce de la perte de 4 milliards de francs enregistrée par le groupe Michelin en 1982 (le Monde du 27 avril et du 2 mai). L'arrêt de l'embanche décidé à partir de 1980, les mesures de chômage partiel appliquées entre septembre 1981 et avril 1982, les réductions de personnel dans le cadre d'une convention avec le Fonds national de l'emploi aboutissant à près de trois mille départs en

An conseil régional, M. Francis Fontaine, chargé de mission pour les questions économiques, voit dans le contenu de la lettre aux actionnaires des - pressentiments facheux - et il zjoute: - Quand on a 2 milliards à récupérer, c'est rarement bénéfique pour l'emploi ». M. Jean-Claude Duprat, président de la commission industrie de la chambre de com-merce de Clermont-Ferrand-Issoire, se dit « un peu effrayé par l'ampleur du chiffre » et s'interroge sur l'avenir de la région.

umercall

Hution,

19 mg

L'Auvergne, en état de « mono-culture industrielle », est, en effet, particulièrement sensible à tout ce qui touche le géant du pneu. Il représente, avec 29 000 employés, le cinquième des effectifs salariés, le quart des investissements indus-triels, le tiers des exportations.

Cet enracinement régional très marqué s'exprime au niveau de l'artisanat, ainsi que de la petite et moyenne industrie, par le biais de la sous-traitance. Dans le département du Puy-de-Dôme, Michelin compte 638 fournisseurs dont 174 sont sp6cialisés dans la mécanique. La plupart ne dépassent pas dix employés. Leur dépendance à l'égard de la manufacture explique leur fragilité. Ao temps de la prospérité de la · locomotive », ees entreprises vivaient bien, d'autant que leur don-neur d'ordres payait à bon prix le service rendu. Depnis 1980, la aituation est bouleversée. M. Christian

Séjours linguistiques en famille

IRLANDE **GRANDE-BRETAGNE** U.S.A.

HOMESTAY

5, rue Boudreau, 75009 Paris Tél. : 265-50-40

préretraite, avaient préparé l'opinion à ce résultat spectaculaire. Il n'en demeure pas moins que le climat d'inquiétude se développe.

Les syndicats font état de la crainte d'un « denxième wagon » de départs, et tant la C.F.D.T. (majoritaire) que la C.G.T. parlent de « dramatisation rolontaire » de la situation de la manufacture

Cette lettre puis des rencontres

entre M. François Miebelin et

M. Maurice Pourchon ont marqué un événement dans la vie régionale.

Même limitée, la voie du dialogue

s'est trouvée ouverte. Personne n'y était habitué.

Un service S.V.P.

Elle vient de déboucher sur la

mise en place, an sein de la manu-facture, d'une cellule-conseil pour les entreprises exportatrices. Les

entrepreneurs de la région disposent désormais d'un S.V.P. (tél. 30-24-58) à partir duquel ils pourront

tirer des informations recueillies

depuis des dizaines d'années dans

manufacturier et la région est en train de s'étendre aux domaines de

la technique et de la gestion, au

bénéfice de deux entreprises, sous la

forme notamment de « prêts » de cadres. Mais, comme pour le reste, la discrétion est de règle. On avance

de part et d'autre à pas mesurés. Les déclarations officielles sont délivrées

ao compte-gouttes. M. Maurice

Pourchon ne fait ancun mystère

cependant sur sa volonté d'aller vers

un accord particulier entre la manu-

facture et la région, mais rien ne permet aujourd'hui de prévoir si sa

persévérance sera récompensée par

un mariage en bonne et due forme.

Cette collaboratioo entre le

Correspondance

Bertbier, secrétaire général du comité d'expansion économique du Puy-de-Dôme, le constate chaque jour. Mais si la situation comporte de graves inconvénients, elle pré-sente au moins un avantage à ses yeux: celui d'obliger les petits patrons à abandonner de mauvaises habitudes engendrées par la facilité. Or tout le monde prône maintenant la diversification

Le conseil régional aussi qui son-haite que Michelin aille sur cette voie. La commission d'information sur la situation du géant industriel, qui a rendu ses conclusions en juin 1982, a évoqué le sujet en soulignant que Michelin était le moins diversi-fié des grands manufacturiers. Or « la chimie faurnit un champ d'expansion privilégié à ces industriels soucieux de ne pas mettre taus leurs œufs dans le même panier ». La réponse des représen-tants de la firme à la commission a été nette : « On fait ce que l'on sait

Le rapport publié à l'époque formulait des recommandations que M. François Michelin repoussa le 3 septembre 1982 dans une lettre à M. Maurice Pourchon, président (P.S.) du conseil régional. Pas question de livrer des informations publiques sur les activités du groupe, pas question de conclure un contrat de conclusion de conclus colidarité chez Michelin, pas ques tion non plus d'un contrat de plan entre la manufacture et la région.

Ce soin à refuser la moindre ingérerice dans la vie de l'entreprise s'accompagnait cependant des propos suivants : « Je souhaite voir la région diversifier son tissu indus-triel et se créer des débouchés nouveaux, indépendants des activités de lo manufacture. Je suis pret à collaborer avec les organismes régionaux en mettant à leur disposition, dans la limite des possibilités pratiques de l'entreprise, la compétence d'un certain nombre de personnes susceptibles de participer à toute étude

Le révolutionnaire Poma-2000 va remplacer l'antique tramway

A Laon

Laon. - A l'heure où Lille inaugure san nétro, Laon commence à enfanter le sien. Et plutôt dans lo douleur, à entendre les débats de la dernière réunion du conseil municipal! Le maire, M. René Dosière (P.S.), récemment dépossédé de la présidence du conseil régional, s'est entendu poser, par l'opposition, de nombreuses questions relatives au Poma-2000, ce · remonte-pente · révolutionnaire qui doit, dans trois ans, relier les parties haute et basse de la ville, en remplacement de l'antique tramway réforme il y a une dizaine

Ce tramway à crémaillère a relié. pendant trois quarts de siècle, la gare S.N.C.F. à la place de l'Hôtelde-Ville, point culminant de la vicille ville. Depuis sa mise à la retraite pour raison de vétusté, les Laonnois ont dû se contenter de bus de remplacement, pour lesquels ils o'avaient pas les mêmes sentiments de tendresse, ou, pis encore, de leur voiture, ce qui a posé d'inextricables problèmes de circulation et de stationnement dans le cœur commercial et administratif de la cité.

L'ancien maire (P.S.) de la ville, M. Robert Aumont, soucieux de remplacer un moyen de transport qui s'était révélé si pratique, s'inté-ressa très tôt aux travaux menés par l'ingénieur Pomagalski, spécialiste grenoblois des téléphériques et remonte-pentes, dont le Poma se rapproche par sa propulsion puisque les cabines sont tirées par un câble auquel elles s'accrochent par des pinces et qu'elles laebent pour s'arrêter aux stations. La seule différence est qu'elles ne sont pas suspeodues mais qu'elles roulent sur des rails. Tout le système est électronique et fonctionne grâce à un poste central de surveillance.

Très vite l'idée germa de faire circuler le Poma entre la gare du chemin de fer et l'hôtel de ville, par les pentes de la montagne Couronnée, sur l'anclenne ligne de tramway d'une longueur de 1 500 mètres. Avantage non négligeable : le Poma

De notre correspondant a une capacité de huit cents vovageurs à l'beure avec des cabines de quarante places, bien supérieur à celle de son aîné (deux cent cinquante voyageurs-heure). Avec une fréquence pouvant atteindre à trois minutes, contre vingt minutes pour l'ancien tramway, on pense qu'il pourrait dissuader bien des automo-bilistes de se rendre en voiture en

Remonte-pente et politique

Si les promoteurs et le ministère des transports ont arrêté leur choix sur Laon pour cette innovation, qui pourrait intéresser de nombreuses villes étrangères, c'est parce que le profil de la ligne résume toutes les possibilités du système. C'est la raí-son pour laquelle la ville de Laon obtint pour l'installation du Poma une aide aussi importante: l'Etat apporte, grâce au Fonds spécial des grands travaux, 60,7 %, Creusot-Loire, le constructeur, 18,3 %, la ville de Laon, la région Picardie et le département de l'Aisne, 21 % (et la part de la ville de Laon a diminué par l'apport du site et des ouvrages d'art existants). L'estimation du cost, en septembre 1982, s'élevait à 136 millions de francs, l'Etat pre-nant en charge le déficit éventuel

Lorsque la municipalité socialocommuniste lança cette idée, l'opposition locale eleva de vives objections, assurant que le contribuable laonnais ferait les frais d'une opération de prestige qui ne se justifiait pas. La même opposition renouvela ses sarcasmes lorsque, un peu avant les élections municipales de mars dernier, MM. Pierre Mauroy et Charles Fiterman vinrent à Laon poser la première pierre de la station Hōtel-de-Ville.

Le cap des élections franchi, les passions ne se soni pas apaisees pour autant. Le site continue d'être contesté mais le maire rétorque que la disponibilité de la plate-forme de l'ancien tramway rendait ce choix logique, que le Poma sera de la sorte en correspondance avec la S.N.C.F. et la gare routière par son terminus inférieur, où les automobilistes trouveront, de plus, de nombreuses places de parking. Les réunions de l'assemblée municipale promettent encore quelques moments d'agitation d'ici à la mise en service du Poma, sin 1985. Agitation de pure forme puisque le projet a désormais dépassé le point de non-retour. Et puis, quelle que soit l'attitude de leurs elus, bien des Laonnais sont as-sez fiers à l'idee de disposer bientôt, eux aussi, de « leur » metro, qu'on viendra voir des quatre coins de la planète. Après tout, leur ville ne futelle pas, un temps, la capitale de la France?

ROLAND MAQUIN.

Cours de langue Tennis, équitation, voile

(Publicité.) RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Agriculture et de la Révolution agraire

OFFICE NATIONAL DU MATÉRIEL AGRICOLE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'Office national du Matériel agricole «O.NA.M.A» lance un Avis d'appet d'offres national et international en vue de la fourniture de machines outils :

LOT1:

7 TOURS 6 SCIES MÉCANIQUES

LOT 2:

7 POSTES DE SOUDURE 6 TOURETS A MEULER ET AFFUTER EBARBEUSES 3 NÉCESSAIRES DE SOUDURE AUTOGÈNE 18 PERCEUSES ÉLECTRIQUES

18 GRUES HYDRAULIQUES D'ATELIERS
6 PALANS AVEC POTANCE 500 A 1000 KG
24 GERBEURS A FOURCHES
69 CHARIOTS A PLATEAUX
57 TRANSPALETTES HYDRAULIQUES
58 ARRAPALETTES HYDRAULIQUES

20 APPAREILS DE NETTOYAGE 3 COMPRESSEURS

LOT 4:

3 TRONCONNEUSES DÉNUEUSES DE FLEXIBLES 3 SEKTISSEUSES DE FLEXIBLES 3 BANCS D'ESSAIS DE FLEXIBLES.

Les fournisseurs intéressés peuvent s'adresser ou écrire pour premire communica

BUREAU DES MARCHÉS - DIVISION DES ACHATS « O.N.A.M.A. » 16, rue Arab Si Ahmed, Birkhadem

ALGER
contre la somme de 200 DA (deux cents dinars). Les soumissions accompagnées des pièces réglementaires et documentation doivent parvenir sous double enveloppe et anonyme portant la mention : « SOUMISSION A NE PAS OUVRIR — APPEL D'OFFRES N° 85/83 — MACHINES OUTILS », dans un délai de 40 (quarante jours) à compter de la date de recution deux la reserve de parution dans la presse.

N.B.: Il est à souligner que seules les offres émanant des fabricants apécifiques acron prises en considération.



FIAT FRANCE S.A. - 140, Champs Élysées, 75008 Paris - Tél. : (1) 562.82.00

ENVIRONNEMENT

Les déchets arséniés de Roumazières vont être retraités en Alsace et enfouis en Allemagne fédérale

Alors que l'on est toujours sans nouvelles des déchets toxiques de Seveso. l'aitention se porte en France sur les vingt et une tonnes de déchets arséniés découverts dans la déchers arsenes decouverts dans la décharge de Roumazières (Cha-renie). Ces déchets, produits par l'usine de la Grande-Paroisse de Montoir-de-Bretagne (le Monde du 29 evril) avaient été enfouis l'an dernier à Roumazieres.

A l'occasion des fouilles entre-prises pour la recherche des fûts de Seveso, le commissaire de la République de la Charente a exigé le re-trait des déchets arséniés. Ils ont done été renvoyès, le 30 avril, en Loire-Atlantique, leur lieu d'origine, non sans qu'eu préalable des échan-tillons aieot été prélevés et envoyés au laboratoire d'hygiène de La Rochelle - pour s'assurer que ces fûis contiennent bien des produits arsè-nies et rien d'outre , a précisé le commissaire de la République.

Le 5 mai, les vingt et un fûts de Roumazières ont été acheminés au centre de traitement de la société Tredi, à Hombourg (Haut-Rhin), specialisée dans la détoxication des déchets chimiques. Après analyse de chacun des fûts et conteneurs, les boues toxiques seroot recondition-

la fourniture du matériel suivant :

de l'Appel d'offres.

E.N.A.F.O.R.:

nées et compactées, avant d'être expédiées vers leur destination finale : l'ancienne mine de sel de Herfa-Neurode, en Allemagne fédérale, le seul dépôt de la Communauté européenne où l'on puisse ensouir en toute sécurité des déchets toxiques

Ce dépôt, selon les responsables de la firme Hoffmann-La Roche, evait refusé, en 1981, les déchets contenant la dioxine de Seveso.

L'usioe Tredi de Homhourg (Heut-Rhin) a déjà en comme client un groupe chimique au-jourd'hui hien counu, la société Hoffmann-La Roche, dont la maison mère se trouve à quelques kilomè-tres de là, dn l'autre côté de la frontière evec la Suisse.

L'« anarchie »

La multinationale posséde, entre autres, à Village-Neuf, dans la banlieue alsacienne de Baln, une unité dn production d'adjuvants pour l'alimentetion du hétail. In société chimique Roche (trois cents employés), qui a parfois du mal à écon-

(Publicité.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministèra de l'Énergie et des Industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

« E.N.A.F.O.R. »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Nº IN 83.12

Lot de motopompes de 40 à 75 CV

l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermé-diaires et ce, conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du 11 fé-

DEPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS

1, place Bir-Hakeim - EL-BIAR (ALGER)

cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-téie,

sigle ou cae het du soumissioonaire, ne comportant aucune inscription in-diquant son origine, et portant seulement la meotion :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.12

Confidentiel - A ne pas ouvrir >

M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS,

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de elôture

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

« E.N.A.F.O.R. »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Nº IN 83, 13

 \bullet E.N.A.F.O.R. \bullet lance un Avis d'appel d'offres international pour lo fourniture du matériel de forage pétrolier suivant :

- BOP TYPE ANNULAIRE (ANNULAR BLOWOUT PREVENTOR) ... 135/8" - 10000 P.S.L.

- BOP DOUBLE A MACHOURES (RAM BLOWOUT PREVENTOR) ... 13 5/8"- 10000 P.S.L - MANIFOLD ET VANNES (MANIFOLD AND CHOKE VALVES) 13 5/8" - 10000 P.S.L.

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules correprises de production, n' l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermé-diaires et ce, conformément aux dispositions de le loi n° 78-02 du 11 fé-vrier 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS 1, place Bir-Hakeim – EL-BIAR (ALGER)

Les soumissions, établies en six (06) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire, ne comportant ancune inscription in-

- APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº IN 83.13

Confidentiel - A ne pas ouvrir -

M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS, devront parvenir au plus tard le 11 juin 1983, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de cloture

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

à partir de la date de parution du présent avis.

diquant son origine, et portant seulement la meotion :

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à

te soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

devront parvenir eu plus tard le 11 juin 1983, délai de rigueur.

Les soumissions, établies en six (06) exemplaires sous double pli

vrier 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

à partir de la date de parution du présent avis.

. E.N.A.F.O.R. . lance un Avis d'appel d'offres international pour

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à

Les fournisseurs intéresses peuvent retirer le cahier des charges à

ler ses rejets chimiques, même dépourvus de dioxine. « Pour nos solvants chlores, l'administration française nous dit : « Allez les faire traiter à Hombourg . explique M. Roger Marchand, directeur des services techniques. Mais là-bas, on nous répond : - Pas question ! -C'est l'anarchie totale.

Son collègue, M. Laurent Marion. un jeune ingénieur chimiste etargé de l'environnement, regrette lui eussi le flon de la législation : « On ottend toujours les décrets d'appli-cation de lo loi de 1975 sur l'éliminatian des déchets. On prévoit un tas de contrôles, mais on n'a pas encore désigné les gens chargés de contrôler!

Quant aux fûts introuvables de Seveso, M. Marion fournit cette indication: . Inutile de faire de longues analyses dans des décharges suspectes. Si on met lo main sur les dèchets de Seveso, on ne peut pas se tromper : eux seuls ont été emballés sous double couche d'acier, avec résine d'époxyde et parois tapissées de polyuréthane. .

A moins, évidemment, que les füts aient été entre-temps recondiés... - R. C.

La réintroduction du lynx dans les Vosges

LACHÉS (prématurément)... ... ET POURCHASSÉS

La réintroduction du lynx est mai partie dans les Vosges. Alors que, depuis dix ans, écologistes et natura-listes attendalent l'heureux événement, fixé officiellement au 13 mai prochain, avec la bénédiction du se-crétariat d'Etat à l'environnement, voici que le commissaire de la Répu-blique du Haut-Rhin a ordonné, le 4 mai, la capture des deux spécimens láchés la veille par l'association Lvnx-Alsace.

Au secrétarist d'Etat, on axolique que l'association a eu tort de lâcher un premier couple - acquis avec l'aide du W.W.F. (Fonds mondial pour la protection de la nature) auprès du 200 d'Ostrawa (Tchécoslovaquie), - alors qu'une réunion de concertation est prévue le 10 mai avec toutes les parties prenantes, notamment les chasseurs et les agri-

Dès le premier lâcher, ces demiers ont en effet exercé de très fortes sions sur les élus at l'administra tion, furieux que l'on ait ainsi libéré dans la nature des petits fauves considérés comme des « braconniers sur pattes ». Les écologistes, sentant l'hostilité de ces groupes, ont-ils voulu forcer la main à la « concertation » ?

Il est de fait que l'ordre du com-missaire de la République risque de ne pas recevoir d'application avant plusieurs jours. Melgré leurs radioémetteurs à ondes courtes dont ils sont munis, les deux lynx tchécoslovaques ne se laisseront certainement pas repérer, puis capturer facilement. Les fauves sont lâchés. A eux de prouver que leur rôla prédateur contribue à l'équilibre écologique de la forêt vosgienne et ne menace en rien ni les élevages ni le gros gibier, encore tres abondant.

Nominations

 M. Francis Lorentz, directeur général de C.I.I.-Honeywell Bull, e été nommé à la présidence de la société Transac. Cette dernière, qui emplaie mille sept cents personn est considérée comme le numéro an européen des guichets automatiques bancaires et le leader français de terminaux d'informatique distrihuée, avec un chiffre d'affaires anouel voisio de 600 millions de

• M. Hervé Pinet, directeur général de la compagnie financière Paribas, n été nommé à la présidence de la banque d'investissement américaine Becker, à la suite de sa réceote prise de contrôle par le PROUDE.

• M. Alain de Boysson, viceprésident-directeur général de la Compagnie industrielle et financière des Ateliers et chantiers de la Loire. a été nommé à la présidence d'une filiale de cette dernière, la S.A. Duhigeon Normandie, où il succède à M. Michel Perreau.

[Agé de cinquante-huit ans, ancien élève de l'École polytechnique. M. de Boysson n commence sa carrière à la Banque de l'Union européenne avant d'occuper plusieurs postes importants dans le monde industriel, le dernier en dete étant la vice-présidence des Ateliers et chantiers de la Loire.]

TRANSPORTS

DANS UNE LETTRE A LA F.N.T.R.

M. Fiterman propose aux routiers une concertation et un effort d'imagination

L'agitation risque de gagner le secteur des transporteurs routiers dans les prochains jours. La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) envisage en effet de faire envoyer par ses adhérents an ministre des transports les disques des contrôlographes (c'est à dire les « boîtes noires ») qui enregistrent les temps de travail des conducteurs.

Par cette opération, indique la F.N.T.R., « lo profession. sans im-portuner le public, exprimera son « ras le bol « géneral, notamment devant l'augmentation intolérable des charges des entreprises et à l'ap-proche d'une hausse fiscale absolument arbitraire du gazole ».

Réacteurs en panne au-dessus de l'Atlantique

UN TRIRÉACTEUR CHUTE DE 5 000 MÈTRES

Les trois réacteurs d'un Lockheed L. 1011 Tristar de la compagnic américaine Eastern Air-lines sont tombés en panne en même temps au-dessus de l'Atlantique, alors que l'appareil assurait la liaisoo Miami-Nassau (Bahnmas). Ceot soixante-deux passagers et dix membres d'équipage se trouvaient à bord.

Le Tristar a chuté de 5 000 mètres d'altitude. Son pilote est parvenu à remetire un moteur en marche, juste avant d'être contraint à un amerris-sage de fortune. Le triréacteur est reveno se poser à l'aéroport de Miami grâce à ce seul réac-teur. — (A.F.P.)

Pressentant cette agitation. M. Charles Fiterman, ministre des transports, e adressé une lettre à M. Maurice Voiron, président de la F.N.T.R., dans laquelle il se dit pret à résoudre les problèmes par le dialogue et la concertation avec la profession, notamment à propos de la déductibilité de la T.V.A. sur le gazole pour les transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises et à propos de la du-

rée du travail. M. Fiterman annonce aussi que « dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation, les services reguliers interurbains constitueront une des priorités du DX. Plan ..

Le ministre conclut : « Sans nier les difficultés auxquelles votre secteur du transport routler se trouve confronté, je reste persuadé que nous n'avancerons qu'au prix d'un effort collectif, résolu et imaginatif, dans lequel chacun abandonne tout n priori pour voir les problèmes tels

(Publicité) **AVIS D'APPEL D'OFFRES** N 2/03/83/MSP/DGSP/DEPCIS

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

PROJET D'ÉQUIPEMENT

MATÉRIELS D'EXPLOITATION ET TECHNIQUES DIVERS

L'objet de cet Appel d'Offres est la fourniture d'équipement de la Faculté des Sciences de la Santé at de l'Hôpital communautaire de Bangui, répartis en 9 LOTS.

Le projet est financé par le Fonds Africain de Développement (FAD), Seuls les Fournisseurs ressortissants des Pays membres de la Banque Africaina de Développement et participant au FAD peuvent

Le date limita de remise des Offres est fixée au 20 septembre Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré, contre remise en

numéraire ou par mandat-poste d'une somme de 25 000 F CFA. majorée des frais d'expédition en cas d'envol auprès de la : DIRECTION DES ÉTUDES ET DE LA PLANIFICATION

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE **B.P. 883 BANGUI - RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.**

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le conseil d'administration du C.I.C., réuni sous la présidence de M. Georges Dumas, e arrêté les comptes de l'exer-

cice clos le 31 décembre 1982. A la fin de l'exercice, le capital a été porté de 466 millions de fraucs à 571 millions de francs à la suite de la conversion d'obligations convertibles. Le hilan du C.I.C. s'éléve à

71 998 millions de francs, en progression de 20,1 % sur celui de l'exercice Les résultats de l'exercice, à partir :

d'un produit net bancaire qui s'élève
à 1 861 millions de francs contre

1 653 millions, soit une progression de dotations aux comptes d'amortissements et constitution de provisions, d'un total de 338 millions de francs contre 257 millions, soit une progression de près de 20 %, due notamment

à des provisions relatives aux risques sur des pays étrangers fortement enfont ressortir le bénéfice net à 88 millions de france contre 116 mil diminution de 24 % par rapport à celui

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire de doter la réserve légale de 4,4 millions de francs, d'affecter 38,8 millions de francs aux réserves diverses, et de distribuer un dividende de 3,80 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 1,90 franc, soit une distribution globale de 21,7 millions de francs à laquelle s'ajouterait la redevance versée à la Caisse nationale des Banques de 23,1 millions de francs.

FRANCIC

Le conseil d'administration de FRANCIC, Sicav fondes par les ban-ques du groupe C.I.C. dans le cadre de la loi dn 13 juillet 1978, s'est réuni le ouel voisio de 600 millions de francs. Elle a été reprise par C.I.1.
Honeywell Bull en février dernier.

28 avril 1983 sous la présidence de M. Olivier Moulin-Routsel et a approuvé les comptes de l'exercice 1982-1983, clos le 31 mars 1983.

Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 14 F assorti d'un impôt déjà payé an Trésor de 1,53 F, soit un revenu global de 15,53 F contre 11,96 F l'an dernier, traduisant une hausse de 29,85 %. Au cours de cet exercice, la valeur li

quidative de l'action FRANCIC a progressé de 19,98 %, dividende inclus. Au 31 mars 1983, le montant de l'ac-

tif s'établissait à 1139 331 048,48 F contre 932 735 839,69 F an an auperavant, et la valeur de l'action ressortait à 191.80 F. il faot rappeler que les actions

FRANCIC peuvent encore être acquises un titre de la loi Monory par les épargnants nés avant le le janvier 1932 exerçant une activité professionnelle. De même, les actions FRANCIC of-

frem la possibilité, dans le cadre d'un compte d'épargne en actions (C.E.A.), de profiter des nouveaux evantages fis-caux accordés par la loi de finances pour

BANQUE DE LA HÉNIN

ACTIVITÉS DU GROUPE Dans un cootexte général dominé par la crise et dans un

-

A 4 基 4 1 1 1 1

- C =

MESS IN THE REAL PROPERTY.

72 V

£ .

par une forte baisse de l'activité du secteur immobilier ;

per une structure des taux défavorables ;

 et par le maintien d'une politique restrictive en matière de crédir, le groupe BANQUE DE LA HÉNIN e pu, en raison de la spécialisation, poursuivre son développement. Les nouveaux concours acquéreurs accordés en 1982 ont progressé de 13 % et atteignent 5,1 milliards de francs, dont 2 milliards pour les seuls prêts conventionnés contre 1,4 en 1981, marquant un accroissement de 47,5 %. Les crédits court terme sont restés stables à 2,4 milliards, contre 2,5 milliards en 1981 et 3,2 milliards en 1980, reflétant le ralentissement de 2,5 milliards en 1981 la promotion privée.

Deux événements ont marqué l'exercice 1982 :

● La porticipation de la BANQUE DE LA HÉNIN dnns COGEFIMO, société de crédit différé, a été portée de 33,1 % à 99,8 %, unifiant ainsi définitivement les deux établissements. Par ailleurs, la BANQUE DE LA HÉNIN et COGEFIMO out equis 20 % du capital de MERLIN IMMOBILIER, à l'occasion de

l'introduction en Bourse initiée par la BANQUE DE LA HÉNIN. Cette opération financière traduit sa volonté de devenir la banque d'affaires de Les résultats cumulés du Groupe, ovant amortissements, provisions et impôts, sout, hors plus et moins-values exceptionnelles, scasiblement équivalents à ceux de 1981 : 227 millions de francs en 1982, contre 223,7 en

1981 (189.5 en 1980).

Après déduction des nuortissements, provisions, împôts et participation, mais avant plus et moins-values exceptionnelles, le bénéfice de l'exercice ressort à 49,9 millions de francs, contre 77,8 millions de francs en 1981. Il fant, toutefois, rappeler que le résultat de 1981 avant été en très forte progression sur celui de 1980 (55,9 millions de francs).

Compte term du solde net des plus et moins-values exceptionnelles de 60,7 millions de francs, le bénéfice comptable ressort à 110,6 millions de

BANQUE DE LA HÉNIN

Le Conseil d'administration, réuni le 11 avril 1983 sons le ssidence de M. Jean-Pierre Anbert, a arrêté les comptes de l'exercice

Le bénéfice net de la seule BANQUE DE LA HÉNIN s'élève à 12,1 millions de francs, contre 41,7 millions de francs l'année Cette baisse a plusiours causes:

 Une importante augmentation des dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour risques qui nettes de reprises passent de 29,7 millions de francs en 1981 à 89,7 millions de francs en 1982. L'achat, le 1= juin 1982, pour 245 millions de francs, des actions GEFIMO se traduisant par une diminution des recettes de trésorerie

d'environ 20 millions de francs.

● La diminution de la marge sur les crédits à court terme férencés sur le taux de base bancaire qui a toujours été, en 1982, inférieur an taux du marché monéraire

Le Conseil d'administration de COGEFIMO, réuni le 28 avril 1983 sus la présidence de M. François Lugagne-Delpon, n arrêté les comptes de l'exercice en 1981.

Les crédits consentis par COGEFIMO se sont élevés à près de 1,5 milliard de francs, contre 1,9 milliard de francs en 1981. L'encours global, au 31 décembre 1982, avec 17,9 milliards de francs, s'inscrit en progression de 0,8 % par rapport à fin 1981. Parallèlement, COGEFIMO a poursuivi sa politique de collecte d'épargne immobilière eu proposant à sa clientèle l'ouverture de contrats de crédit différé à versements libres.

PERSPECTIVES DU GROUPE

L'année 1983 devrait être marquée par une forte progression des prêts conventiocoés, par un maintiec des crédits cour terme, par un développement de la collecte de l'épargne et, enfin, par l'implantation d'une filisle an Cameroun avant la fin de l'année.

Sa volouté d'assurer son développement dans son métier de spécialiste de l'immobilier devrait permettre à la BANQUE DE LA HÉNIN et à ses filiales d'élargir leur part du marché intérieur et de s'ouvrir vers l'étranger.

39600

155

35 20 36 20 348 340 18 10 18 10

0 40 21 50 306 50 310

133 50

| 133 | 133 | 134 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135

Protection Processes
Planta Investion.
Province Investion.
Rendum. St. Hondrie
Sécut, Mobilière
Sélection Ferndum.
Sélect, Mobil Div.
Sélection-Rendum.
Sélect, Vol. Franç.
Sélect. Fol. franç.
Sélection following

cay 5000

57 10

38100

VALEURS

| 147 70 | Consisco | Consisto |

Tenneco
Thorn EMI
Trymen c. 1 000
Trymen c. 1 000
Trymen blott, inc
Visible Montagns
Wagons-Lits
West Rand

SECOND MARCHÉ

80 80 10 140 20 140 20

MAI

SICAV

Comptant

VALEURS

Nevel Worms
Nervis, (Net. de)
Nicoles
Nocier-Gougle
OPS Parises
Optory
Origny-Dovraine
Paris-Novementi
Paris-Origns
Paris-Fin. Gest. Im.

Previous S.A.

Provision S.A.

3 10 78 80

145

31 70 32 846 550 73 80 95 25 181 40 167 80 101 50 105

276 276 107 50 102 30 68 50 60 48 48 100 30 30

31 70 22 SAAC Acsirold ...

845 850 Sofal financière ...

73 80 95 25 Soffo Sofal financière ...

101 40 167 80 Sofal financière ...

237 237 Sofragi ...

381 381 Sogani ...

125 Souchen Aurog ...

43 80 43 60 S.P.E.G ...

31 60 34 80d Speichlim ...

80 80 S.P.I ...

80 80 S.P.I ...

170 178 60 Standi ...

18 90 118 90 118 90 Standi ...

18 1335 1374 Therm at Malth ...

Timentical ...

1335 30 30 Tour Effet ...

572 586 Traice S.A.

15 3 25 d Tour Britist ...
586 Trasior S.A. ...
267 40 Ufiner S.M.D. ...
10 Upine .

265 340 204



MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS

PARIS .

5 mai

Encore bien orienté

Paris a commencé avec un quart d'heure de retard en raison de l'embou-teillage causé par un afflux de petits ordres au comptant. A l'achat ou à la vente? « Des deux », répondait-on. Globalement, ce détail n'a pas, semblet-il, pesé très lourd dans la balance. Le marché a été modérément actif. Quant aux cours, ils sont restés assez bien aux cours, ils sont restes assez bien orientes en général. Quelques points de réelle fermeté ont émaillé la cote, C.F.P. (+5%) notamment. Mais la tendance sur tous les groupes était quand même à l'irrégularité. Les valeurs françaises n'ont pas réédité leur performance de la veille et à la clitture.

leur performance de la veille et à la clôture l'indicateur instantané affichait une modeste avance de 0,3 %.

La meilleure tenue du franc a, semble-t-il, fait un peu reculer la spéculation étrangère, qui commençait à jouer une sortie du système monétaire européen, sans doute un peu trop vite. Manifestement, la clientèle des particuliers, alléchée par les perspectives de gain, lui a emboité le pas. «Ce n'est pas un bon signe», affirmait un vieux boursier. Quoiqu'il en soit, le marché n'a certainement pas été indifférent à la bonne tenue de Wall Street. Ajoutons, enfin, que les pétroles sont généralement restés en pointe.

Avec le recul du dollar, la devise-

Avec le recul du dollar, la devisetitre s'est détendue pour s'échanger entre 9,22 F et 9,26 F contre 9,18 F et 9,30 F.

La reprise de l'or s'est poursuivie lentement à Londres : 435 dollars l'once contre 432,75 dollars. Mais à Paris, le courant s'est inversé et le lin-got a reperdu 450 F à 103 450 F. Le napoléon, en revanche, a progressé de 2 F à 685 F. Ces divers mouvements ont été enregistrés dans un marché redevenu très creux. Le volume des transactions s'est fortement contracté :

lions.

NEW-

Nouvelle avance

vingt-quatre heures.

Cet indice comprend vingt entreprises de compagnies ferroviaires, aériennes, et de transports terrestres et les anticipations de baisse du prix des carburants ont largement joué en faveur de ces sociétés dont un certain nombre se sout d'ailleurs retrouvées dans le peloton des valeurs les plus actives de la séance avec des volumes d'affaires dépassant le million de titres (Pan American World Aiways, notamment).

De leur côté, les actions de compagnies

De leur côté, les actions pétrolières sont à nouveau e Street, entraînant les firm dans leur sillage, dans la pereprise économique, qui se mor au fil des jours. C'est ai Petroleu m. Chrysler Co Motors et Standard Oil of parmi les gagnants de la séar

VALEURS	Cours du 6 mai	Cours du 6 mai
Alcon	33 2/8	33 5/8
A.T.T	89 1/8 38 67 2/4	69 39
Boeing Chase Manhattan Bank	38	39
Chase Monhattan Bank	67 2/4	58 3/4
Du Parit de Nemaurs	48 378	48 174
estmen Kodek	79 1/2	77 1/2
10001		36 "
ord		50 5/8
General Electric	110 1/2	110 6/6
Seneral Foods	4A 7/R	46 3/4
General Foods	69 3/R	70 1/2
Goodyear	33 1/6	70 1/2 33 5/8
8.14		116 5/6
T.T	39 7/6	40 1/2
Mobil Cill	30 2/4	30 3/8
firer	55 57	83 3/8
chlumberger	45 1/4	.45 1/8
(auto	ge 1/4	35 1/4
Al be	30	35 1/4
IAL inc	50 2/6	40 1/9
Inion Carbida		64 3/8
LS. Steel	4	43 -40
Nesthyhouse Grax Corp.	40	47 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Compte senu de la brièveté du détei qui nous est imperti pour publier la cote complète dans nos demitres éditions, nous pourrions être contraînts perfois à ne pas donner les domiers cours. Dens ce cas caus-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

CREDIT INDUSTRIEL ET COM-MERCIAL – An vn des résultats 1982 de cet établissement, le produit net ban-caire a progressé de 12,6 % l'année der-nière pour atteindre 1,86 milliard de francs, les dotations aux comptes d'amor-tissement et à la constitution de provisions passant de 257 à 338 millions de francs, soil une angimentation de 20 % d'une année à l'autre, en raison des provisions constituées sur les pays étrangers forteconstituées sur les pays étrangers forte-ment endettés.

Compte tenn de ces éléments, le béné-fice net du C.I.C. a régressé de 24 % en 1982 pour s'établir à 88 millions de francs contre 116 millions l'aunée précédente, le

INDICES QUOTIDIENS

Valeurs françaises 124,5 124,4 Valeurs étrangères 133 132,7 C° DES AGENTS DE CHANGE

(Description 1982)
(Description Effets prives du 6 mai 12 3/4 % COURS DU DOLLAR A TOKYO
| 5 mai | 6 mai
| 1 dollar (cr year) | 236,66 | 235,45

conseil proposant de doter la réserve légale d'une somme de 4,4 millions de francs aux réserves diverses. La distribution globale du dividende (380 F net plus un avoir fiscal de 1,90 F) représentera 21,7 millions de francs, une redevance de 23,1 millions de francs, une redevance de 23,1 millions de francs, une redevance de 1982, le expetel qu'à la fin de l'exercice 1982, le expetel qu'à la fin de l'exercice ecommercial a été porté de 466 à 571 millions de francs à la suite de la conversion d'obligations convertibles. Le bilem de la banque s'élevait alors à 71,99 milliards de francs, en augmentation de 20,1 % sur l'exercice précédent CHARFA. — Cette société spécialisée. Codans (codary).

francs, en augmentation de 20,1 % sur l'exercice précédent

CHARFA. — Cette société spécialisée, notamment, dans la fabrication des sacs en papier, a réalisé en 1982 un bénéfice net après impôts, de 8,86 millions de francs contre un profit de 7,90 millions l'ammée précédente, conduisant le conseil à proposer la distribution d'un dividende net de 17 F (contre 15,50 F), le chiltre d'affaires s'établissant à 334.7 millions de francs, en progrès de 12 % sur 1981.

Dans une lettre aux actionnaires, le président de la société Charfa, M. Roger Bordat, tient à préciser que toutes les filiales ont été bénéficiaires en 1982.

WODK .	VALEURS	de nom.	coupon	VALEURS	0
-YORK				0.00	
la auanaa	3%	25 20	1 784	De Districts	3.
le avance	3 % zmort. 45-54	· 37 70	1 288 2 285	Delatande S.A	1
ion de la veille, le mar-	4 1/4 % 1963	103	2 824	Delous Visious	5
resté empreint de fer- fort volume d'activité	Emp. N. Eq. 6 % 87 Emp. 7 % 1973	115 10	5 573	Dév. Rég. P.A.C ILB Didox-Bottin	1 2
ons out finalement été	Emp. 8.80 % 77	8620 106 40	8 390	Dist. Indochine	3
millions mercredi) est	9,80 % 78/93	85 80	6 001	Drag. Trav. Pub	2
facteur très positif au Dow Jones des valeurs	8,80 % 78/86 10.80 % 78/84	87 10 89 40		Duo-Lamothe	2
	13.25 % 80/90	98 25		Curriep	9
ablir à 1 219,72. Le fait	13,80 % 50/87	100 20		East Vittel	6
éance a été la nouvelle ow Jones des valeurs de	13,80 % 81/99 18,75 % 81/87	100 25 108 40	4 197	500	20
mène déjà perceptible	18,20 % 82/90	108	6016	Economets Centre	2
rs, et qui a permis à ce	16 % juin 82	106 51	14 610	Becam-Financ	3
un nouveau record, à gagné 16,20 points en	EDF. 7.8 % 61.	135 50 89 50	4 299 12 228	EV-Antargez	1
o o pame on				ELM Labor	8

VALEURS

EMANUTE PRIME
EMANUTE EMANUTE EMANUTE ENTENDES Paris
Epurgos (B)
Epurgos de Franca
Epurgos de Franca
Epurgos de Franca
Epurgos de Franca

Eternit Frith Potin Fern. Victor (Ly)

Après sa progression de la veille, le mar-	4 1/4 % 1963	103
ché new-yorkais est resté empreint de fer-	Emp. N. Eq. 6 % 87 .	115 10
meté jeudi et le fort volume d'activité	5mp. 7 % 1973	8620
(108 millions d'actions ont finalement été	Emp. 8,80 % 77	106 40
négociés contre 102 millions mercredi) est	9,80 % 78/93	85 80
considéré comme un facteur très positif au	8,80 % 78/86	87 10
Big Board où l'indice Dow Jones des valeurs	10,80 % 78/84	89 40
	13,25 % 80/90	98 25
7,07 points pour s'établir à 1 219,72. Le fait		100 20
marquant de cette séance a été la nouvelle		100 25
avance de l'indice Dow Jones des valeurs de		108 40
transport, un phénomène déjà perceptible		109
depuis plusieurs jours, et qui a permis à ce		106 51
baromètre d'établir un nouveau record, à	E.D.F. 7.8 % 61.	135 60
547,57, après avoir gagné 16,20 points en	EDF. 14.5 % 80-92	89 50

nent). 18 de com	mpagnies	VALEURS
nes aut perspect semble s ainsi que	m à Wall comobiles ive d'une se confir- phillips merican figurent	Interbeil (obl. com.) Aciers Paugest A.G.F. (St Cent.) A.G.P. Vin Agr. Inc. Madag All-Industrie Alfred Harling Allobroge
Cours du 6 mai	Cours du 6 mai	André Routière
33 2/8 89 1/8	33 5/8	Applic. Hydraul Arbel
38 67 2/4	39 56 3/4	Artois
48 378	48 174 77 1/2	Asserdet Rey Bain C. Moneco
78 1/2 35 1/2 49 5/8	36 50 5/8	Benerie
110 1/2	110 6/6 46 3/4	Banque Hypotla, Eur. Blassy-Ouast
69 3/8 33 1/6 116 3/8	70 1/2 33 5/8	S.N.P. Intercontin
116 3/8 39 7/6	116 5/6 40 1/2	Bénédictine
39 7/6 30 2/4 80 1/4 45 1/4	30 3/8 83 3/8	Borie Brass Glac, Int
200	45 1/8 35 1/4	Cambodge
34 63 3/6	643/8	CAME
48	47 5/8	Canal Padeng
47 1/4		Carbone-Lorraine Carraud S.A. ,
		Cawas Requirers
		CEGFig
oter la	réserve	Constrast (Ny)
4,4 mi	lion de	Cerebrati

| 180 tO 190 10 | Louise 94/2 | Louise 194/2 | Loui 68 50 60 48 49 A.E.G. 205 245 100 ... Alze: ... 185 185 30 30 Alze: Alare: ... 280 278 ... Algeresine Benk 1240 1280 An Petrofine 465 58 ... Althor 180 80 ... Anniverse Mines 52 330 325 Sanco Central 101 102 25 23 30 8co Pop Espend 78 63 Marché à terme

| 214 | 212 | La Bronst-Dupont | Labon Cis | 230 | 350 | Labon Cis | 236 | Bronst-Dupont | 236 | Bronst-Dupont | Labon Cis | 236 | Bronst-Dupont | 236 | Bronst-Dupont | Labon Cis | 236 | Bronst-Dupont | Labon Cis | 236 | Bronst-Dupont | Labon Cis | 236 | Bronst-Dupont | 236 | Brons

Le Chambre syndicate a décidé de prolonger, après le ciôture, la cotation des valeurs ayent été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour catte relace, mous ne pouvons plus gerantir l'exactitude des demiers cours de l'après-midi. Compt. Compt. Compt. Compt.

Compens	VALEURS	Cours prioid.	Promier cours	Dereier	Premier conts	Compen sation	VALEURS	Court précéd.	Premier cours	Deroier cours	Compt. Premier cours	Compan- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier	Premier goess	Courper-	VALEURS	Cours prioid.	Premier cours	Dernier cours	Premier cours	Compan sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier DOUTE	Demier	Premier cours
1697 3235 580 440 325 66 171 780 286 276 970 440 205 430 108 245 530 108 1670 1780 1420 305 1070 1780 1420 305 1070 1420 305 1070 1420 305 1070 1420 305 1070 1420 305 1070 1070 1070 1070 1070 1070 1070 10	4.5 % 1973 C.N.E. 2 % C.N.E. 2 % Agence Haves Air Liquids Air. Superm. A.L.S.P.1. Alashara-Adl. Amney Applic. gaz Arjon. Prions Asor. Estrapt. An. DeasBr. Sall-Equipern. Ball-Investies. Co-Bancaire Bezar HV. Ball-Sequipern. Bourgeste B.S.NG.D. — (obl.) Control Call Control	1968 3244 651 452 8 15 172 80 726 207 958 435 203 440 324 1157 50 253 537 1653 1445 368 348 359 348 359 348 359 348 359 348 359 348 359 348 359 348 359 368 368 368 368 368 368 368 368 368 368	750 285 90 950 436 203 4316 316 316 116 10 255 50 257 7 265 1400 698 1766 1860 1890 930 930 930 1883 80 930 1883 80	1985 3250 3250 464 312 55 173 40 750 285 205 431 431 431 431 431 431 431 431 431 431	1964 3249 450 450 312 64 10 171 60 273 40 205 70 940 427 80 203 116 427 80 203 116 182 200 80 1351 1698 1391 1391 1391 1391 1391 1391 1391 13	660 670 810 165 178 85 316 255 336 980 145 226 700 1060 147 163 163 163 163 163 163 163 163 163 163	Gurope nº 1 Facons Frichet-beuche Finestral Free-Lite Fronderie Gdra, Francarep Gel, Labyette Lac, Labyette Lac, Labyette Lac, Labyette Labye	532 645 177 80 22 50 86 324 152 1016 317 1144 351 60 51 20 2306 712 306 712 307 148 50 153 10 157 333 250 20 310 1920 248 407 407 408 407 408 407 408 407 508 508 509 509 509 509 509 509 509 509	211 86 3729 1555 365 315 10 1100 352 62 10 236 712 1130 161 155 150 331 282 50 305 712 1130 161 155 150 331 282 50 363 497 497 424 424 7234	632 854 165 10 177 90 86 21 50 329 151 90 1050 315 10 1050 335 20 315 10 100 52 23 35 305 712 213 151 150 331 150 331 150 331 150 331 150 331 150 331 150 331 150 331 331 331 331 331 331 331 331 331 33	529 846 529 847 164 30 174 80 324 80 135 164 30 155 1046 318 1120 323 530 10 700 1129 148 152 236 300 10 700 129 148 152 240 10 304 50 1950 9750 1950 9750 10 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55	113 405 150 198 93 187 320 139 22 350 1060 705 285 121 1040 360 110 1300 142 1300 150 113 113 113 113 113 113 113 113 113 11	Pachabroon Pathod Parnod-Ricard Pferolas (Fisal — (oth) — (oth) — (oth) — (oth) — (oth) Pferolas (Fisal — (oth) — (oth	114 411 532 170 198 40 30 113 198 40 3 198 40 34 14 50 340 114 1030 345 1103	111 70 198 50 198 50 322 40 137 50 338 50 338 705 1128 705 1128 1050 1050 1160 1160 1160 1160 1160 1160	197 42 111 70 198 329 40 157 86 50 339 114 1130 705 271 118 16 1045 344 114 50 945 1160 1188 90 350 40 477 15 15 16 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	115 410 178 185 41 50 110 194 70 132 30 135 112 775 1128 897 276 50 116 80 1030 345 109 945 547 280 140 101 101 101 101 101 101 101 101 10	33 1280 880 820 220 220 610 585 240 540 540 540 78 1240 135 400 78 1240 184 400 745 184 530 405 225 184 415 425 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186	Valloure: V. Cilcapot-P. Armer. Express Armer. C. Armer. Express Armer. C. Armer. C. Armer. C. Armer. C. Armer. C. Berre. Chase Henh. Cor Pér. Imp. De Beers Chase Henh. Corne Misses Datache Bent. Dorne Misses Dorne Misses Dorne Misses Dorne Misses Dorne Misses Dorne Misses Corne Misses C	254 10 610 616 210 1150 949 561 520 36 60 535 282 81 85 1279 324 4 434 50 161 582 328 50 467 490 281 212 50 1025 78 30 78 30 7	1300 634 1010 1010 255 30 623 623 623 623 713 1130 945 552 517 552 517 78 90 321 1258 401 160 70 529 469 259 316 648 73 78 78 78 78 78 553	325 442 90 712 712 180 20 580 332 468 488 488 259 316 029 654 78 70 221 21 75 553	80 30 1300 521 580 257 529 529 520 211 1130 927 560 535 280 81 20 1265 177 325 440 750 182 90 575 489 489 489 1030 648 77 90 224 31 80 554	53 125 1040 42 340 53 745 280 1795(450 960 150 450 450 490 1250 1450 80 420 1250 1150 1174 710 670 1020 540 291 1020 540 291	Imp. Chemical isco. Limbad isco. Limbad ito-Yokado ito-	43 60 376 50 80 50 854 778 18990 490 20 1008 602 150 90 487 529 1270 1527 405 83 50 434 72 1344 1344 144 50 187 90 718 1080 583 431 3 10	134 80 1082 5 374 90 61 855 765 282 15280 494 90 1025 615 148 50 481 530 1270 1270 1270 1270 1406 82 40 428 50 414 90 70 50 1331 145 188 70 70 15 188 70 70 15 70	131 50 1080 43 70 374 90 60 95 855 7065 292 19280 483 50 1026 516 516 487 530 11270 11270 11270 11270 11320 405 81 90 428 50 417 70 50 11320 113	68 20 132 50 1080 43 95 370 661 40 861 170 295 19280 490 1025 610 148 20 480 1270 1510 401 81 90 420 70 1328 142 20 198 70 660 7067 584 430 3 09
1080 895 110	C.i.T. Alcatel Club Meditert Codetal	1135 794 112	784 112 50	784 112 80 152 50	770 111 163	1420 790 606	Metre Michelia — (otal.)	1335 774 605 40	790	1311 788 606	1310 773 606	200	Seb	135 343 210 70 720	349 210 720	348 210 720	349 206 50 706	CC	TE DES	CHA	NGE	•	URS DES		MARC	ΉÉL	IBRE	DE L	'OR
159 215 130	Coins Compt. Entrace.	161 50 218 50 124	153	124	124 90	850 112	Mines Keir (Stell	923 121 44 10	909 123 44.05	909 123 44	909 122 43 20	700	SGL-SB Sign Ent. EL Sec	133 10 682 340	131 682 342	131 882 342	131 673 338	MARC	HÉ OFFICIEL	COURS préc.	COUF 5/5	SA	chet	Vente	MONNAIES I	T DEVIS		OURS NÉC.	COURS 5/5
300 425 216 380 48 180 250 720 890 38 715 36 150 148 1060 220 430 890	Compt. Mod. Crist. Forcist Crist. Forcist Crist. Fuera. Cristle Nat. Created Loire Created C.S. Saugigett Danner-Servip Dector France D.M.C. Dumer: East (Són.) Ell-Aquitaine — (cristic.) Easter East SA.F. Europarch Easter	285 483 483 389 48 10 1152 249 50 749 534 540 60 755 304 80 164 155 1205 225 428 890	47 50 151 250 737 680 540 40 40 780 300 167	284 475 238 388 47 90 149 250 737 570 540 40 30 755 289 90 167 161 1265 235 429 865	290 470 236 48 60 148 250 740 680 680 40 40 750 302 157 158 1250 232 423 880	48 1020 1250 556 84 330 179 11 50 48 235 71 610 156 735 120 48 140 480	M.M. Peantroys Mole Hammany — (abit.) Mot. Lercy-S. Mouliner Movig. Mitches Mordel-Scott Mordens Movig. Mitches Mordel-Scott Mordens Movig. Mitches Mordens Movel-Scott Mordens Movel-Scott Mordens Movel-Scott Mordens Movel-Scott Movel-		1113 1360 520 82 95 338 70 205 10 85 48 90 301 73 73 520 145 802	1118 1380 520 520 339 70 203 50 10 85 49 60 301 73 519 145 80 809 127 1588 50 183 550	1100 1380 487 50 81 30 340 205 11 49 301 49 301 71 80 71 80	230 120 770 305 270 250 290 1050 133 138 235 1520 185 440 150 1 38 205	Simon Simon Sinson Side Rossignol Sogurap Sommer-Allib. Source Pernier Tales Lutenac Tál Bect (chil) Thurston-C.S.F (chil)	228 20 107 810 318 281 277 50 305 1005 139 80 239 1710 182 440 208 1 67 210 264	228 50 108 8 19 313 274 50 277 50 308 1008 139 50 179 50 237 50 1725 180 201 1 58 212	228 108 818 314 276 277 50 310 1008 138 50	227 109 273 275 275 303 599 138 50 175 60 235 189 0 435 180 c	Allerrage Beigique Pays Bied Denemar Norvège Grande-E Grèce (11 Italie (1 C Suisse (1) Ausriche Espagne Portugal	is (5 1) no (100 Del) (100 F) (100 F) (100 E) nt (100 bt) Fresepre (C 1) (00 bt) (00 bt) (100 sch)	7 387 302 48 15 16 269 10 84 85 104 18 11 70 8 82 5 07 359 03 42 97 5 7 48 8 8 82 2 3 1 4 3 1 7 48 8 82 3 1 2 3 1 2 3 1 2 3 1 2	77 301 301 301 301 301 268 64 1 103 2 111 8 103 2 111 8 103 358 1 42 2 1 42 2 1 5 5 6 6	2800 28123 1 123 1 1650 28560 8 730 10 591 1 790 265 3 300 9 320 4	14 500 59 60 10 11 300 8 250 4 847	7 550 312 15 600 278 88 107 112 100 10 250 5 300 370 161 44 100 5 800 6 170 3 160	Or fin (bio en bar Or fin (en lingo) Pièce française (1 Pièce since (20 fi Souverain	10 fr) 10 fr) 11	33 11 14 44	103950 103960 683 401 680 880 845 781 805 652 50 070 285	103600 103450 685 404 884 560 795 3805 1952 50 1070 4310 678

D'OFFRE CSP. DEPCS

TRAFRICAL

340 N N

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES ÉGLISES ET L'ARMEMENT ATO-MIQUE:

« Aucun motif politique ou éthique ne peut justifier la guerre nu-cléaire », nous déclara le cardinal ceare », nous decara le calcular Franz Koenig; « Des erreurs de juge-ment », par Michel Aurillac; « La « petite phrase » de Jean-Paul II », par J.-M. Muller.

ETRANGER

3. PROCHE-ORIENT

La négociation israélo-libenaise et la mission de M. Shultz.

45. EUROPE Les autorités hongroises commencent à s'inquiéter des initiatives des

intellectuels contestataires.
GRANDE-BRETAGNE: les élections

6. BIPLOMATIE

6. AFRIQUE

POLITIOUE

7. Les déclarations du premier ministre 8. AU SÉNAT : la répertition des compé-

tances entre les collectivités territo-riales et l'État. A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : la protection des victimes d'infractions.

SOCIÉTÉ

9-10. ÉDUCATION : les manifestations contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur. 10. MÉDECINE.

12. JUSTICE : l'État français devant ses juges à Strasbourg. DEFENSE : la France va accroîtr d'une centaine de chars AMX-30 le parc de ses blindés en R.F.A.

LOISIRS ET **TOURISME**

13. VÉLO BUISSONNIER : en Provence. avec Daudet et Giono dans les sacoches ; en Chine, en bécane à Pêkin. 14-15. DEMANDEZ LA CHINE : Une armée de terre pour Xi'an ; Les Quing,

Voyages à l'économie sur les bords du Gange.

18. EXPOZOO 83. 19. BALADE A LA CARTE.

20 à 22. Hippisme ; Philatélie ; Plaisirs de la table ; Jeux.

CULTURE

23. MUSIQUE : l'action de l'IMAM à Sant-Milne LU : Pierre Laval devant l'histoire,

ÉCONOMIE

30-31. C.E.E.

31. CONJONCTURE : la hausse des pris de détail en mars, + 0,9 %. 32. SOCIAL : près de vingt mille artisans et commerçants ont manifesté dans

33. AFFAIRES. 34. ENVIRONNEMENT.

RADIO-TÉLÉVISION (27) INFORMATIONS SERVICES » (29): Arts; - Journal officiel

Météorologie ; Loto. Annonces classées (28); Carnet (27); Programme des spectacles (24 et 26); Marchès financiers (35); Mots croisés (22).

Le numéro du « Monde » daté 6 MAI 1983 a été tiré à 509 102 exemplaires



LE FILS DE ROBERT BOULIN REMET EN CAUSE LA THÈSE DU SUICIDE DE SON PÈRE

L'hebdomadaire Paris-Match. daté du 13 mai, publie trois photo-graphies de Robert Boulin prises par es enquêteurs, le 29 octobre 1979, anrès la découverte de son coros au bord d'un étang de la forêt de Rambouillet. Elles sont accompagnées d'un article de M. Bertrand Boulin, le fils de l'ancien ministre du travail.

M. Bertrand Boulin - qui nous a indiqué avoir fourni gracieusement les documents - remet en cause la thèse du suicide lorsqu'il écrit : - Au terme de presque deux ans de démarches (...), nous avans pu connaître le dossier de la police ludiciaire. Naus avons vu ce visage abime, cette main blessée, ces tume factions qui parcourent le corps. Les explications fournies ne sont pas satisfaisantes. - Et M. Boulin ajoute: « Et si on avait tué mon père ? Si taut cela avait été monte. organisé, si on l'avait battu, humi-lié, assassiné... Le texte de M. Bertrand Boulin

apporte cependant des informations qui accréditent la thèse du suicide. Il rappelle ainsi que les lettres du ministre, tapées la veille de sa mort, commençaient par ces mots : « J'al décidé de mettre fin à mes jours. » Il révèle, d'autre part, que la famille découvert dans la corbeille à papier de son bureau . une bribe de lettre déchirée . où l'on peut lire : · J'ai l'intention de me noyer dans un lac de la foret de Rambouillet où j'aimais beaucoup faire du che-val. • Enfin, il faut rappeler que dans un livre publié en 1980 (le Monde du 7 février 1980). M. Bertrand Boulin cerivalt. propos de l'état d'esprit de son père en juillet 1979 : « A ce moment-là, il semble blen qu'il commence à songer au sulcide.

La publication de ces photogra-phies et du texte de M. Bertrand Boulin - qui mêne depuis près de trois ans et demi une campagne visant à défendre la mémoire de son père - intervient alors que le tribunal de Paris doit examiner, le 11 mai, l'assignation déposée contre l'Etat par la famille du ministre dé-funt. M= Boulin et ses enfants ont, e l'honneur d Robert Boulin a été injustement mis en cause dans un arrêt de la chambre d'accusation de Caen.

LÉGÈRE BAISSE DU DOLLAR

Les transactions étaient très calmes vendredi 6 mai sur l'ensemble des mar-chés des changes européens où le dollar a poursuiri la légère baisse amorcée depais quelques jours dans la perspective d'un prochain repli des taux d'intérêt A Paris, la devise américaine se né

ocialt aux aleutours de 7,36 F en fin de matinée, slors qu'il s'était traité à 7,3645F la veille en séance officielle. Le deutschemark se maintenait encore au-dessus de la barre de 3,01 F pour s'inscrire à 3,0130/3,0150F (contre 3,0180F) et variait peu par rapport an dollar.

· A Ouest-France, MM. Louis Estrangin, président du conseil d'administration d' Quest-France. François-Régis Hutin, directeur général, Roger Lavialle, directuer général adjnint, et Eugène Brûlé, ré-dacteur en chef, ont donné, jeudi après-midi, à Paris une réception à laquelle assistaient, notammment, le premier ministre et plusieurs mem-bres du gouvernement. On a appris, à cette occasion, que la vente de ce journal, qui est devenu le premier quotidien français, continuait de progresser et que sa direction avait repoussé l'idée de créer un supplément magazine.

Mort de René Tomasini, sénateur de l'Eure

M. René Tomasini. sénateur R.P.R. de l'Eure, maire des Andelys, M. René Tomassil. senateur R.P.R. de l'Eure, maire des Anderys, ancien ministre, est décédé jesdi 5 mai d'une crise cardiaque à soixantequatre ans. Il était né le 14 avril 1919 à Petreto-Bicchisano. Jeudi matin, il avait été saisi d'un malaise au Sénat et avait regagné aussitôt son domicile des Andelys. Des hommages lui out été rendus par M. Chirac et par tons les responsables du R.P.R. ainsi que par les sénateurs et les personnalités de sa région, qui saluent en lui le gaulliste et ses qualités de

Un compagnon, de De Gaulle à Chirac

Fils de préfet, lui-même membre du coros préfectoral dans lequel il était entré à dix-neuf ans an 1938, après une licence en droit, M. René Tomasini a partagé sa carrière entre l'administration et la politique avec une constante, la gaullisme, ce qui illustre une de ses qualités premières, la fidélité en amitié comme en politi-

Jusqu'en 1957, M. René Tomasini sert l'État comme fonctionnaire. Chef de cabinet de préfet dans divers départements, il obtient la médaille de la Résistance pour son action clandestine sous l'occupation (il avait été arrêté et torturé par la Gestapo et devient, en 1944, directeur du cabinet de M. Michel Debré, commissaire de la République à Angers. Il est ensuite chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, alors présiden du gouvernement. En 1948, il est nommé sous-préfet des Andelys, où il reste quetre ans et où il reviendra huit ans plus terd comme député.

En effet, après divers postes occupés au Maroc, notamment comme secrétaire général du ministèra du travail de ce pays, M. René Tomasini, qui faisait partie de ceux qui appelaient de leurs vœux et par leurs actes le retour de De Gaulle au pouvoir, est élu, en 1958, député U.N.R. de la quatrième circonscription de l'Eurs. Il exercera ce mandat sans interruption jusqu'en 1980 avant de devenir sénetaur. En 1961, il est élu maire de Corny et, en 1965, maire des Andelys, où il sera, depuis lors, sans casse réélu au premier tour. Depuis 1968 il était consailler général da l'Eure. Il a été pour beaucoup un modèle dans la domaine de l'organisation électorale d'une circonscription, ce qui lui permettait d'être, chaque fois, confortablemen réélu. En 1966, il avait été nommé lant du Con l'électricité et du gaz de France.

Au sein du mouvement gaufliste, René Tomasini a joué un rôla que ses amitiés, son entregent, son sens politique ont rendu important. Secrétaire général adjoint de l'U.N.R. en 1961, secrétaire général du conseil national da l'U.D.R. en 1867 et secrétaire général de ce mouvement en 1971, il devint, en 1976, membre du conseil politique du R.P.R. Il fut ainsi successivement gaulliste, pompidollen et chiraquien. Il faisait partie des pro-ches da Georges Pompidou qui ont su, après la disparition de De Gaulle, maintenir le mouvement gaulliste dans l'allégeance au auccesseur du fondataur da la V. Républiqua. Conseiller écouté, bon connaisseul



de la carta électorale at du milieu parlementaire, habile à déjouer les intrigues quand if n'en montait pas lui-même, ayant noué de multiples et éclectiques relations hors de son perti, grâce notamment à la solidarité corse ou à la franc-maçonnerie, René Tomasini a été d'une side précieuse pour ceux qui ont dû succéder à Georges Pompidou.

Il a'ast alora rangé dana le € groupa das quarante-trols s députés qui, en soutenant la candi-dature de M. Giscard d'Estaing, ont barré la routa da l'Élyaéa à M. Chaban-Delmas. C'est pour cela que M. Jacques Chirac, devenant premier ministre en 1974, l'a nommé auprès de lui secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, Il aussi joué un rôle déterminant de conseiller dans toutes les étapes de la prise de contrôle de l'U.D.R. puis dans la crástion du R.P.R. par M. Chirec. Son influence, son sens de l'efficacité, ses qualités d'organisateur, son rôle parfois occulte, quelques prises da position tonitru - notamment en 1971 contre la

soumis à de rudes attaques, Gravement malade il y a quelques années, Rená Tomasini avait pris quelque distance avec la politique active en devenant sénateur de l'Eure en 1980, tout en conservant le mandat auquel il tenait le plus, celui de maire des Andelys.

mansuetude des juges - l'avaient

Chargé au Sénat en 1982 du rapport de le commission de contrôle des services de l'État chargés de la sécurité, il aveit vivement dénoncé « la carence de l'État », reprochant au gouvernement de laisser la France devenir un « sanctuaire du terrorisme international ».

Il sere remplacé au Sénet par

ANDRÉ PASSERON.

Club **Aventure**

EXPÉDITIONS-RANDONNÈES LAPONIE - ISLANDE - MAROC CRETE - YEMEN - GUYANE USA - PEROU - MEXIQUE AFRIQUE - SAHARA



Club Aventure

dons les touriques grant reconnes trases : Returnes de la companie CHARTES 2 2dd de la Madeleire, Ethnis & Holmis S. Holmis

Les sommaires de mai

■ LE MONDE DIPLOMATIQUE : Vivre l'atome

La défense de l'Europe est fondée sur des concepts élaborés aux Etats-Unis et acceptés par les Européens sans esprit critique. Directeur adjoint de l'Institut français de polémologie, M. Dominique David, dans un grand article intitulé « Vivre l'atome », montre combien sont fallaciouses les notions d'« équi-libre » et de « stabilisation » qui commandent cette pensés stra-

Deux importantes études sont consecrées par Claire Brisset aux maladies de la faim et par Phi-tippe Chalmin à la chute des cours des matières premières.

Car la sous-développement n'est pes seulement un phénomène économique ; il atteint l'organisme humain en profondeur, dans ses capacités physiques et

Dans la même numéro, des dossiers consecrés d'une part à Haiti et à la République Dominicaine, d'autre part à la Thailande, illustrent les épreuves et es luttes du tiers-monde. Gérard Viratelle, pour sa part, dresse le bilan de la conférence des nonalignés à New Delhi.

+ Le numéro : 10.50 francs.

● LE MONDE DE L'ÉDUCATION : L'amour au lycée

Un sujet chaud ? Une enquête scandaleuse ? en choisissant d'enquêter sur l'amour au lycée, le Monde de l'éducation prend-il le risque de céder aux modes ? L'amour et le sexualité sont omniprésents dans les établissements. Dans les têtes et dans les corps. Des élèves comme des professeurs. Et pourtant, on n'en parle quère. Pourquoi ?

Il n'y a pas de acandeles dans les lycées, il n'y a que des jeunes qui vivent - plutôt mal - dans un lieu qui ne fait pas de place au

corps, ni aux sentiments. Et qui s'empêtrent souvent dans une précocité qui les embarrasse.

Il y a des adultes, aussi mai à l'aise que les autres adultes pour dire l'amour ou la sexualité, à des jeunes dont l'expérience fa-miliale est souvent négative.

Il y a des élèves et des professeurs qui, plus ou moins, incons-ciemment, excluent de leurs rapports le registre de l'affection at de l'intimité. Alors que la relation pédagogique est chargés d'affec-

* Le numéro : 10,50 francs.

LE MONDE - DOSSIERS ET DOCUMENTS : Le commerce extérieur de la France

La déficit du commerce extérieur de la France a été justement qualifié par le chef de l'Etat d'insupportable. Queiles en sont les nnoines, structurelles et conjoncturelles, comment a'est-il vertigineusement accru en 1982, comment la combler sans succomber à la tentation protectionniste, séduisante mais dangereuse pour la place et le rôle de la France dans le monde : Chantal Buhour et Christiane Cordero, profes ciales, présentent toutes les données de ce problème dans un dossier de quatre pages réalisé à partir de la documentation du

Monde sous la responsabilité du service économique. Un second dossier est conse-

cré à « la maîtrise de la vie ». Présenté par Claire Brisset, ras-semblé par Michelle Jamault, professeur de sciences médicosociales, il montre, sur la base de la documentation du Monde, comment sa sont modifiés, ces demières années, les comportements devant la vie et la mort. qu'il s'agisse de le contraception et de l'avortement, des manipulations biologiques et génétiques ou encore du suicide et de l'euthanasie.

* Le numéro, 5.30 F.

LE MONDE DE LA MUSIQUE : Le roman de Ruggero Raimondi

Il était la héros du Don Giovanni de Losey. Il ne chante plus dans Ms vie est un roman, le dernier film d'Atain Resnais, mais confirme sa vocation d'acteur. Ruggero Raimondi a confié ses projets et ses rêves au Monde de la musique de juin : jouer Piran-dello, chanter Falstaff et faire la carrière d'Yves Montand... La basse la plus célèbre de l'opéra est un homme heureux.

De Moussorgski on ne conneît guère que Boris, la Khovancht-china et les Tableeux d'une exposition, mais qui a entendu sa Saammbő d'après Flaubert 7 Cette ceuvre de jeunesse inachevée a été montée à Naples, après un long travail de reconstruction. Le spectacle montre à l'évidence que tout le génie de Moussorgski

est dans cette fresque d'un jeune homme de vingt-quatre ans.

Henri Dutilleux produit peu, mais chacune de ses compositions est un événement. Les Trois strophes sur le nom da Paul Sacher viennent d'être publiées. Violoncelfiste de l'Ensemble intercontemporain, Pierre Strauch les a travaillées. Il livre ses im-

Egalement au sommaire : une intarview da Harnonenurt, Brahma à Vienne, les souvenirs da Fred Astaire, un portrait de David Bowie, la musique merveilleuse des aborigenes de l'Inde, la suite d'un banc d'essai des meilleures enceintes, le calendrier des concerte et la critique des disques du mois.

* Le numéro, 15 F.

PIANO: LE BON CHOIX • Location à partir de 220 F par mois. • Vente à partir de 305,39 F par mois*

(Crédit soupla et personnalisé). • Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés. Service après-vente garanti.

Prix comptant 10 250 F. Prix total à crédit 18 323,40 F sur

La passion de la musique, 135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tèl. 544.38.66. Parking à proximité

SCIENCES-PO



Fontainebleau IXem Biennale des **Antiquaires** 6 MAI - 15 MAI 1983

klaus Hornig tticle 47

4000

Alesta et materio.

Aderaiere puetra

of an area area.

Service Control of the Control of th

V:

's

(Adams)

desde marianes.

 $\mathcal{A}, \tau_{\mathcal{F}, t, t_{\mathcal{F}, t_{\mathcal{F}}}}$

itian , , , , ,